

LA TAILLE TARIFÉE EN CHAMPAGNE

Thèse pour le Doctorat présentée et soutenue
le Lundi 5 Novembre 1928, à 14 heures

PAR

ROBERT LENTZ

MM. OLIVIER-MARTIN, Professeur, *Président*.

MEYNIAL { Suffragants.
GENESTAL }

PARIS

IMPRIMERIE DU MONT-PARNASSE ET DE PERSAN-BEAUMONT

47, Rue de la Gaîté, 47

—
1928

LA TAILLE TARIFÉE

EN CHAMPAGNE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LA TAILLE TARIFÉE EN CHAMPAGNE

Thèse pour le Doctorat présentée et soutenue
le Lundi 5 Novembre 1928, à 14 heures

PAR

ROBERT LENTZ

MM. OLIVIER-MARTIN, Professeur, *Président*.

MEYNIAL {
GENESTAL { Suffragants.

PARIS

IMPRIMERIE DU MONTPARNASSE ET DE PERSAN-BEAUMONT

47, Rue de la Gaité, 47

—
1928

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



LA TAILLE TARIFÉE

EN CHAMPAGNE

INTRODUCTION

Depuis la guerre, la question financière est devenue primordiale ; ce fut la pierre d'achoppement de bien des ministères. Nos finances se sont trouvées dans un tel désarroi qu'on ne voit pas le moyen de sortir de l'impasse où l'on s'est laissé conduire. On a bien tenté d'innover, si tant est qu'on puisse parler d'innovation dans cette matière où l'on ne fait jamais que reprendre ce qui a déjà été essayé. La vraie nouveauté, c'est l'énormité de la charge qu'on impose maintenant aux contribuables.

Devant la difficulté qu'on éprouve à assurer la péréquation des impôts, on est porté à jeter les yeux sur le passé et à observer comment, sous l'Ancien Régime, où déjà les budgets s'équilibraient très difficilement, ce problème des impôts fut résolu. Mais, étudier une question aussi complexe nous entraînerait très loin et dépasserait de beaucoup les limites que nous nous sommes proposées. Aussi, nous contenterons-nous d'aborder celui des impôts qui

était le plus impopulaire en même temps que le plus productif, nous voulons parler de la taille. Et, dans la taille, sujet encore trop vaste, nous nous bornerons à étudier un nouveau mode de répartition qui fut tenté au XVIII^e siècle, alors que le peuple succombait sous le poids d'un impôt sans cesse grandissant, mais qu'il aurait dû pouvoir aisément supporter si la répartition en avait été mieux faite entre les taillables et surtout si leur nombre ne s'était pas constamment restreint par suite des nombreuses exemptions qui étaient octroyées. Ce mode de répartition auquel on a donné le nom de taille proportionnelle ou tarifée, après un premier essai infructueux sous la Régence, fut restauré quelque vingt ans plus tard. Bien que mise en application dans toutes les généralités d'élections, la taille tarifée n'eut une existence durable que dans celles de Limoges et de Châlons, où l'on arriva à lui donner un certain degré de perfection. Enfin, peu de temps avant la chute du régime, elle recouvra un regain de vitalité dans la généralité de Paris où elle donna d'excellents résultats.

Ce qu'était cette panacée germée dans l'esprit fécond de l'abbé de Saint-Pierre, nous le verrons au cours de cette étude. Dès à présent, on peut dire que si la taille était répartie arbitrairement entre les taillables, la taille tarifée avait pour but d'asseoir l'impôt en tenant compte des revenus de chacun d'eux. Il devait en résulter qu'étant répartie avec plus d'équité, cette imposition devait être mieux accueillie des contribuables et, par suite, d'un recouvrement plus facile.

Chemin faisant, nous aurons l'occasion de comparer ces impôts avec les nôtres et de constater une certaine analo-

gie entre eux. Nous retrouverons les mêmes moyens d'investigation, tout de même moins poussés autrefois qu'aujourd'hui ; les mêmes sanctions plus timides sous l'Ancien Régime, moins sûr de son pouvoir, enfin, le même manque d'empressement de la part des contribuables. Et pourtant, l'opinion que l'éminent professeur Marion émettait en 1914 est toujours vraie en 1928, malgré les nombreuses augmentations fiscales que le contribuable a dû supporter depuis cette époque. « Entre le contribuable d'avant la Révolution défiant, hargneux, craintif, dissimulé, tardant jusqu'aux dernières limites à verser des impôts même en général très modiques, en guerre continuelle avec le fisc, se servant contre lui de toutes les armes, lamentations exagérées, mensonges systématiques, dissimulations raffinées, temporisations indéfinies, contrebande à force ouverte et le contribuable de nos jours d'une exemplaire docilité, d'une patience à toute épreuve, apportant d'énormes sommes à l'heure dite, avant l'heure dite, sans difficultés, sans frais appréciables de poursuite, sans diminution sensible de son activité économique, la différence est tellement grande qu'il semblerait y avoir entre ces deux hommes un intervalle de plusieurs siècles. Il a suffi cependant de la substitution d'impôts réels à des impôts arbitraires et personnels, d'une perception régulière à une perception tortionnaire et de la suppression de privilèges odieux, pour opérer dans la mentalité publique cette surprenante transformation » (1).

Après avoir exposé, pour avoir un terme de comparaison, comment et par qui se faisaient l'imposition, la répar-

(1) MARION. — *Histoire financière de la France depuis 1715*, tome 1^{er}, p. IX.

tition et le recouvrement de la taille arbitraire, nous indiquerons rapidement les abus qu'ils entraînaient.

Dans un second chapitre, il sera question des remèdes proposés et du premier essai de taille proportionnelle sous la Régence.

La seconde tentative, sous le ministère d'Orry, fera l'objet des deux chapitres suivants.

Le premier sera consacré aux principes de la taille tarifée en Champagne, tels qu'ils résultent des instructions et ordonnances des intendants Le Pelletier de Beaupré et Caze de la Bove ; le second à la mise en application de la taille par tarif dans cette généralité, aux obstacles qu'y rencontrèrent ses organisateurs et aux défauts du système.

Par un cinquième chapitre, nous traiterons de la déclaration du 11 octobre 1762, qui consacra officiellement la taille tarifée en Champagne, et des difficultés que suscita cette déclaration de la part de la Cour des aides.

Enfin, dans un sixième chapitre, nous signalerons les améliorations apportées au régime de la taille arbitraire qui tendirent à la faire ressembler à la taille tarifée ; l'œuvre de Turgot en Limousin et celle de Bertier de Sauvigny dans la généralité de Paris. Nous comparerons, à l'occasion, les principes appliqués dans ces généralités à ceux qui l'étaient en Champagne. Nous terminerons par les derniers perfectionnements apportés à ce mode d'imposition à la fin de l'Ancien Régime, alors que la généralité était administrée par l'intendant Rouillé d'Orfeuil.

CHAPITRE PREMIER

NOTIONS SOMMAIRES SUR LA TAILLE

La taille, dont il faut rechercher l'origine dans l'organisation féodale, ne fit son apparition comme impôt royal qu'au début du XIV^e siècle. Jusqu'alors les revenus des biens de la Couronne avaient suffi aux rois pour l'entretien du Domaine. Celui-ci s'étant peu à peu accru, les dépenses augmentèrent plus rapidement que les recettes qui ne suffirent plus. Le roi dût recourir à l'impôt qu'il considéra, non plus comme une redevance féodale, mais comme une contribution de ses sujets, acceptée par eux, pour subvenir aux besoins de l'Etat. Pendant longtemps, cet impôt, qu'on appelait la taille parce qu'il était partagé ou taillé entre tous ceux qui y contribuaient, proportionnellement à leurs forces, garda un caractère accidentel et extraordinaire. La permanence de l'armée, sous Charles VII, amena celle de la taille, laquelle fut consacrée par l'ordonnance de 1439. La taille devint l'impôt ordinaire levé chaque année par le roi sur ses sujets. Cependant la terminologie financière se ressentira longtemps du caractère transitoire qu'avait la taille

à son origine, puisque, sous Louis XIV encore, on appelle les impôts des « ressources extraordinaires » par opposition aux « ressources ordinaires » qui sont les revenus du Domaine royal.

Sans faire l'historique de la taille depuis sa création jusqu'aux premiers essais de taille proportionnelle au début du règne de Louis XV, mais afin de mieux faire comprendre quel état de choses on a modifié en établissant la taille tarifée, nous nous bornerons à exposer sommairement en quoi consistait cet impôt, sur qui il pesait, comment il était réparti et perçu. Dans cet exposé, nous nous occuperons davantage du dernier degré de répartition, celui qui avait lieu entre les taillables, le seul que la taille tarifée ait changé.

Impôt de répartition, la taille était loin d'atteindre tous les sujets du royaume. De par son origine féodale, elle n'était perçue ni sur la noblesse, ni sur le clergé. Créée comme impôt royal pour remplacer le service militaire, il était normal qu'elle ne frappât ni l'une ni l'autre de ces deux classes : l'une parce qu'elle faisait la guerre elle-même ; l'autre parce que, par essence, elle ne devait pas la faire. Tout le poids en retombait sur les roturiers et sur les serfs.

Il y avait deux sortes de taille : la taille réelle et la taille personnelle. La première, l'exception (1), était celle

(1) Les pays de taille réelle étaient les élections d'Agen et de Condom en Guyenne, les généralités d'Auch et de Montauban, le Dauphiné qui étaient pays d'élections ; et, dans les pays d'Etats, les suivants : Languedoc, Provence, Bretagne, Foix, Bigorre, Roussillon, Artois, Flandre, Wallonne et Hainaut.

qui portait sur les biens-fonds roturiers et les alleux non-nobles au temps où le cadastre fut formé. Dans le but d'éviter à la taille des fluctuations préjudiciables à tous, il fut convenu, une fois pour toutes, que seraient toujours taillables les biens qui l'étaient alors, quand bien même ils passeraient aux mains de privilégiés, et réciproquement, que les biens alors exempts le seraient aussi toujours, indépendamment de la qualité ou du privilège de leur propriétaire. La seconde (1), qui était le droit commun, ne frappait les biens qu'en considération des personnes dans le patrimoine desquelles ils se trouvaient. Appartenaient-ils à un noble ? ils étaient exempts de taille ; étaient-ils transmis à une personne taillable ? ils subissaient alors l'imposition. Il s'ensuivait que beaucoup plus de changements étaient possibles dans la répartition de la taille d'une communauté donnée ; qu'un taillable, gros propriétaire, vendit ses biens ou qu'il obtint un privilège, cela suffisait pour que les autres taillables de la paroisse vissent s'accroître le montant de leur imposition d'autant que celui-là était exonéré sans que le chiffre de la taille de la communauté eût changé. Aussi, quand les abus de la taille furent mis au grand jour, la taille réelle fut-elle moins décriée parce qu'elle était moins aléatoire (2).

(1) Cette appellation est erronée, on devrait plutôt l'appeler taille mixte, car les taillables n'étaient imposés sur leurs personnes qu'à raison de leurs biens.

(2) Ce n'est pourtant pas la perfection. Qu'on en juge par ce passage d'une lettre de Legendre, intendant de la généralité d'Auch, au duc de Noailles, du 26 novembre 1716. Après lui avoir expliqué qu'il a été fait un cadastre en 1666 divisant les terres en 3 classes — l'arpent de bonnes terres payant 30 sous, celui de terres médiocres 20 sous et celui de mauvaises terres 10 sous, il ajoute : « Voilà, Mon-

D'un maniement très souple, la taille s'accrut rapidement. Sitôt que les ressources manquaient, c'était à elle que les rois recouraient pour rétablir leurs finances déficitaires. Le procédé était trop facile pour qu'on ne fût pas tenté d'en abuser. C'est pour la même raison que des impositions accessoires vinrent se joindre au principal. La plus importante est le taillon, créé sous Henri II pour soudoyer les *gens d'armes*, et subvenir à l'ordinaire des guerres. Les autres, sans dénomination spéciale, furent établies suivant les nécessités pour subvenir à des besoins annuels ou même temporaires, intéressant soit tout le royaume, soit une ou plusieurs provinces (1). Pour simplifier les opérations et ne pas augmenter les frais de recouvrement, ces impositions furent réparties et recouvrées en même temps que la taille et on les appela des « crues à la taille ». D'où la dé-

sieur, de la manière dont la taille s'impose dans ce pays où elle est réelle. Il vous paraît à cela une parfaite égalité et c'est malheureusement ce qui ne se trouve plus parce que tel héritage qui était bon en 1666 est devenu depuis ce temps là très mauvais par les fréquentes inondations qui ont emporté les guérets, par le défaut de culture des bois abandonnés et plusieurs autres accidents. Tel autre aussi qui était dans la classe des moindres en 1666 est devenu très bon par la culture et par le défrichement. Lors de ce renouvellement de cadastre, les commissaires tombèrent dans un inconvénient fort ordinaire qui fut de s'en rapporter un peu trop facilement à ceux qui faisaient l'estimation et de s'abandonner avec trop de complaisance à la faveur et à l'intérêt, voilà ce qui fait que la taille se paie fort mal aujourd'hui dans la plus grande partie des communautés ». — Arch. Nat. G. 7. 1130-1131.

(1) « Lorsqu'en 1705 les dépenses, que la guerre pour la succession de la Couronne d'Espagne occasionna, obligèrent le feu Roi à établir les deux sous pour livre en sus des droits de ses Fermes ils le furent pareillement en sus du gros de la taille ».

MOREAU DE BEAUMONT, *Mémoires concernant les impositions et droits en Europe*, Paris, 1768-1769. Imp. Royale, T. I^{er}, p. 13.

nomination de l'imposition dont il s'agit de « taille, taillon et crues y jointes ».

Pour atteindre le contribuable la taille subit quatre répartitions successives.

Tous les ans, au mois de février, le Conseil du roi détermine la somme à imposer pour l'année suivante (1), puis il la répartit entre les vingt généralités des pays d'élections. De ce travail, il dresse un état qu'on appelle le brevet et qui est signé par le roi. Deux extraits par généralité sont établis par les soins du contrôleur général. Ils sont adressés fin juin, commencement juillet, l'un à l'intendant, l'autre aux officiers du bureau des Finances (2). L'intendant fait la répartition de la somme portée pour sa province entre les différentes élections de celle-ci et retourne son projet. On expédie alors au Conseil par lettres patentes des « commissions » (3) fixant les sommes pour lesquelles chaque election est imposée. Le contrôleur général les adresse aux intendants, aux commissaires des bureaux de Finances et aux officiers de chaque election. Sur toutes les commissions d'une même généralité, le bureau des Finances met son attache (4), survivance du temps où c'était aux trésoriers de France que la commission était adressée di-

(1) L'année fiscale commence au 1^{er} Octobre.

(2) MOREAU DE BEAUMONT, *Op. cit.*, Tome I^{er}, p. 71 et suivantes.

(3) C'est l'expression employée par Moreau de Beaumont lui-même.

(4) Cette attache des trésoriers de France n'est qu'une survivance, qui tire son origine du temps où, avant la création des intendances, ils étaient seuls à recevoir les commissions, avec mission de veiller à ce que l'assiette et la répartition de la taille fussent faites par les élus.

rectement ; après quoi, l'intendant procède avec les officiers des élections, au département des tailles.

Chaque commission, de même que le brevet, est composé d'une fraction de la taille, du $1/10^{\text{me}}$ de cette fraction, d'une fraction de taillon, des crues générales, puis, des crues non comprises au brevet qui sont particulières à la généralité.

Elle rappelle les principales dispositions prescrites par les règlements pour l'assiette et la répartition de la taille générale de l'élection (1), l'imposition de six deniers par livre du montant des sommes contenues au brevet pour droits de collecte (2) et celle de 40 sous pour droits de quittance attribués aux receveurs des tailles ; enfin, toutes les mesures particulières à chaque généralité pour la répartition de la taille et des impositions concernant les besoins locaux.

(1) Elle fixe, par exemple, les délais dans lesquels doit être payée l'imposition. Il y en a quatre, le 1^{er} au premier décembre, le 2^e au dernier février, le 3^e au dernier avril et le 4^e au 1^{er} octobre. C'était à cause des travaux à faire dans la campagne et à cause des récoltes que les échéances étaient ainsi réparties. Pour que leur recouvrement s'effectuât plus facilement, on avait fixé la perception des quartiers de taille aux époques où les paysans avaient le plus d'aisance et où, en même temps, on avait le plus de chances de les trouver chez eux. Malgré ce terme d'une année, il s'en fallait de beaucoup que la taille fût payée régulièrement aux époques fixées.

Au moyen de traités qu'il concluait avec les receveurs généraux et ceux-ci avec les receveurs des tailles, le roi accordait un délai beaucoup plus long aux taillables. Il n'était pas rare que le recouvrement de la taille d'une année se poursuivît pendant deux ou trois ans. Qu'on compare avec les délais qu'on nous accorde maintenant.

(2) Ces frais de recouvrement attribués aux collecteurs rendaient ceux-ci responsables de la rentrée de l'impôt.

Le brevet, tel qu'il a été établi par le Conseil ne l'est pas d'une façon intangible. En effet, la répartition du montant global de la taille a été faite d'une manière objective, c'est-à-dire en tenant compte des facultés contributives normales de chacune des provinces. Mais, toute une série d'événements ont pu se produire au cours de l'année, qui ont favorisé une région alors que d'autres ont été affligées. Ce sont ici des inondations, des épidémies, la grêle, la sécheresse ; là, des récoltes particulièrement abondantes. Il est juste que toutes ces variations aient leur répercussion sur l'impôt. Par quel moyen le gouvernement est-il mis en mesure de faire cette péréquation ? Les renseignements lui sont fournis par les trésoriers de France, d'une part, par les intendants, d'autre part.

Chaque année, vers août, les trésoriers de France se répartissent les élections de leur généralité pour y faire leurs « chevauchées ». Ce travail consiste, pour chacun, à se transporter dans la circonscription qui lui est échue, afin de se rendre compte de l'état des différentes récoltes, de supputer ce qu'on peut en attendre : bonne, moyenne ou mauvaise année et aussi de constater les accidents, survenus au cours de l'année, susceptibles d'avoir causé un préjudice sensible aux habitants. Les procès-verbaux sont centralisés au bureau des Finances et envoyés au contrôleur général pour le mettre à même d'en informer le Conseil, qui statue sur les diminutions à accorder à chaque généralité.

Pareillement, mais pour le compte de l'intendant et au degré subséquent, les officiers des élections se partagent les paroisses de leur ressort, où ils se rendent pour se tenir au courant des modifications qui ont pu s'y produire. Ces

chevauchées des élus tendent au même but que celles des trésoriers de France. Mais, s'appliquant à des organismes moins importants, le particulier l'emporte sur le général. Evidemment, on prend en considération les calamités, mais on enregistre aussi tous les événements qui, d'une manière ou d'une autre, peuvent amener des changements dans les cotes : maladies et morts d'habitants, incendies particuliers, contribuables surchargés ou pas assez imposés.

A en croire l'opinion, sans doute tendancieuse, qui émane des archives de l'intendance de Champagne, ces chevauchées, tant celles des trésoriers de France que celles des élus, ne sont pas d'une grande utilité au pouvoir central, car « comme il n'est accordé que très peu de choses, aux trésoriers de France pour faire ces chevauchées, la plupart ne se donnent pas la peine de les faire, de sorte que l'on ne peut guère compter sur les procès-verbaux qu'ils envoient au contrôleur. Aussi n'y a-t-on jamais égard » (1). Quant aux chevauchées des élus « la plupart ne les font pas ou si mal que l'intendant ne peut y prendre confiance pour asseoir ses décisions » (2).

Aussi l'intendant recourt-il à ses propres moyens pour suppléer à cette carence de documents. C'est par ses subdélégués, qui ont un contact constant avec les paroisses de leur ressort et qui sont ainsi au courant de tous les incidents, qu'il est le mieux renseigné. Il peut, d'ailleurs, recouper leurs observations avec celles qui lui sont fournies par les

(1) Arch. Marne C. 749, Mémoire anonyme sur la taille.

(2)

receveurs des tailles qui ont intérêt à ce que la répartition soit juste pour que le recouvrement en soit plus aisé.

C'est en juillet que, chaque année, les receveurs des tailles chargent leurs garnisaires de prendre note des variations susceptibles de modifier la répartition de la taille, qui sont survenues dans les paroisses. Ils ne s'en tiennent pas toujours aux déclarations qui leur sont faites. Il leur arrive de contrôler celles-ci en consultant les principaux habitants des paroisses.

Ces données leur servent de base pour la formation du plumitif du département, qui est un état renfermant tous les éléments nécessaires à l'assiette de la taille sur chacune des paroisses de leur ressort.

Cet état contient le nom de la paroisse, celui du seigneur du lieu, la distance du lieu principal de l'élection et de la rivière ; le nombre de feux dont la paroisse est composée ; la quantité, la nature et la qualité des terres qui en dépendent et la manière dont celles-ci sont exploitées. Chaque habitant y est porté avec les différentes sources de son revenu, la taille qu'il payait les dix années précédentes, le taux de son imposition et celui de la paroisse d'après la taille fixe. Ce plumitif indique aussi la taille fixe (1) de l'année en raison de la somme imposée par la Commission

(1) La taille fixe est celle qui est déterminée, chaque année, d'après la somme portée à la commission pour l'élection. Cette première répartition est théorique, car on suppose que le montant de la taille de la commission sera imposé en plein. Elle ne tient pas compte des diminutions et du moins imposé que provoquent les événements survenus dans le courant de l'année. Ce réajustement ne se fait que par la suite ; suivant les circonstances, les paroisses sont augmentées ou diminuées.

et la diminution ou l'augmentation auxquelles l'état des récoltes et des événements peuvent donner lieu. L'intendant se réfère à ces propositions et aux connaissances personnelles qu'il a de la situation des paroisses pour déterminer le chiffre de taille à faire supporter par chacune d'elles. Si le total des sommes que l'intendant a imposées à l'ensemble des paroisses est supérieur au chiffre fixé par la Commission, on rétablit l'harmonie en répartissant l'excédent par un marc la livre en diminution. On y joint le moins imposé. Dans le cas contraire, par une opération inverse, on augmente la taille de chaque paroisse.

Ce travail terminé, les receveurs des tailles dressent les départements. Ce sont des états signés par l'intendant, les trésoriers de France et les officiers des élections, indiquant le montant détaillé de la Commission des tailles, auquel sont ajoutés les frais accessoires, les six deniers pour livre à attribuer aux collecteurs, les « droits de scel et de quittance ». La somme totale est ensuite répartie entre toutes les paroisses de l'élection. Puis il est mentionné qu'elle devra être versée entre les mains du receveur des tailles.

Pour que chaque paroisse connaisse le montant de son imposition, son receveur des tailles lui adresse alors un « mandement » contenant la somme à laquelle l'élection a été taxée par la Commission, ainsi que celle qu'elle doit supporter. Des dispositions générales, relatives à la taille, analogues à celles qu'on voit dans les Commissions et auxquelles il est enjoint aux collecteurs de se conformer, se retrouvent dans ce mandement. Le nom des collecteurs y est porté ainsi que celui du commissaire chargé de faire le rôle, au cas où il en existe un, et celui de l'élu chargé de le

vérifier ; y sont mentionnées, aussi, les réimpositions et les cotes d'office.

Voilà donc quels étaient les trois premiers degrés de la répartition de la taille.

Il ne nous reste plus à examiner que le dernier : la répartition qui était faite entre les contribuables d'une même paroisse par les collecteurs et, dans certains cas, par les commissaires.

Mais, d'abord, qui étaient les collecteurs et comment étaient-ils nommés ?

Les collecteurs étaient chargés de l'assiette et du recouvrement de la taille, d'où leur nom d'asséeurs et collecteurs de la taille. Comme on le voit par leur titre, leur fonction se décomposait en deux parties : d'une part, la répartition de l'impôt ; d'autre part, sa perception. A l'origine ces deux attributions étaient remplies par des personnes différentes. Pour la première de ces opérations, les habitants nommaient certains d'entre eux qu'on appelait asséeurs. Quant à la collecte, elle était faite par des agents du pouvoir royal (1). Mais, comme il arrivait que toutes les cotes ne fussent pas recouvrées, le trésor royal supportait la perte qui en résultait. Pour pallier cet inconvénient, les habitants furent chargés de choisir parmi eux leurs collecteurs, de sorte que, quand ceux-ci ne recouvraient pas tout le montant de l'imposition d'une paroisse, c'était à cette dernière, qui les avait nommés, qu'incombait la charge de combler le

(1) Aujourd'hui c'est la même chose, l'assiette pour l'impôt foncier est faite par les répartiteurs, la perception par les percepteurs.

déficit (1). Cette façon de procéder n'était pas encore exempte d'inconvénients. Les frictions étaient fréquentes entre les asséeurs et les collecteurs à propos des cotes irrécouvrables. Les asséeurs prétendaient que les collecteurs n'avaient pas su faire leur travail ; ceux-ci, de leur côté, devant les difficultés qu'ils éprouvaient à faire rentrer l'impôt, s'en prenaient aux asséeurs, les accusant d'être la cause des difficultés qu'ils rencontraient pour avoir mal assis la taille, soit par malice ou par négligence. Cette animosité réciproque ne cessa que sous Henri III, où l'on prit le parti de charger les collecteurs des deux opérations.

Il ne faut pas oublier ce principe que les collecteurs étant nommés par les habitants, ils ne sont que leurs commis pour asseoir et recevoir la taille, et que, comme le commettant est toujours responsable de son commis, les habitants sont, par conséquent, responsables et garants des collecteurs.

La fonction de collecteur n'était pas enviée, et cela pour plusieurs raisons.

D'abord, il faut que ceux qui sont désignés pour la collecte abandonnent leurs travaux pour vaquer à leurs nouvelles occupations, qui pouvaient se prolonger au-delà de l'année pour laquelle ils étaient nommés. C'est, ensuite, une place dans laquelle on se fait plus d'ennemis que d'amis. Du fait que la taille est répartie arbitrairement entre les contribuables, il s'ensuit que personne n'est jamais content du sort qui lui est fait, estimant toujours avoir été surchargé pour le profit des autres, en admettant que la répar-

(1) La contrainte solidaire est une survivance de cet état de choses.

tition soit faite d'une façon équitable. Mais peu s'en faut qu'elle le soit.

Les collecteurs, en général dépourvus de toute espèce d'autorité, sont à la merci des gens influents et des privilégiés. Bien que ceux-ci ne soient pas sujets à la taille (1), leurs fermiers le sont; aussi exercent-ils toute leur influence pour les faire ménager. Les taillables riches, également, même s'ils n'ont pas les relations suffisantes pour faire modérer leurs cotes, sont des gens redoutables, car ils ne craignent pas d'entamer contre les collecteurs des procès que les tribunaux des élections sont trop heureux d'accueillir pour se montrer mal disposés à l'égard de ceux qui leur ont fourni une occasion d'exercer leur juridiction. Aussi les victimes sont-elles, comme toujours, les pauvres taillables, qui sont faibles, ne peuvent se recommander de personne et ne sont pas assez riches pour se montrer d'humeur processive. Quand même ils seraient fondés à réclamer une réduction de leur cote, leur intérêt est de s'abstenir d'une aussi folle entreprise qui leur coûterait, la plupart du temps, infiniment plus cher que de payer, sans récrimination, ce qu'on leur réclame.

Enfin, pour des raisons que nous donnerons au sujet de la perception, les collecteurs voyaient s'éterniser leur mandat qui durait parfois deux et trois ans. Pendant cette longue période, ils ne pouvaient se consacrer à leur profession, s'attiraient les haines de tous ceux qu'ils n'avaient pas favorisés et s'exposaient à être emprisonnés par le receveurs des tailles pour n'avoir pas pu faire rentrer l'impôt.

(1) Tout au moins pour l'exploitation de 4 charrues.

Ces raisons suffirent pour que la collecte ait entraîné la ruine chez ceux qui en étaient chargés. Aussi chacun essayait-il de se dispenser de remplir ce poste peu enviable. On en voyait changer de paroisse pour tenter d'échapper à ce fléau. Il faut croire que ces évasions étaient assez fréquentes, puisque le pouvoir intervenait pour les empêcher.

Des déclarations du roi prescrivaient que, dès qu'un habitant qui aurait changé de demeure serait taillable dans la paroisse de son nouveau domicile, il serait porté sur le tableau pour être collecteur l'année où il aurait dû l'être dans son ancienne paroisse.

Souvent aussi, il arrivait que les habitants n'eussent pas nommés les collecteurs et que les rôles et le recouvrement ne se fissent point. A plusieurs reprises, le pouvoir royal dut prendre des mesures pour contraindre les taillables à procéder à cette nomination. Pour ne citer que les plus récentes ce sont les déclarations du 1^{er} août 1716, 24 mai 1717, et 9 août 1723. Leur fréquence démontre leur inanité. On édictait bien des règles à suivre, mais on ne s'attachait pas à les faire observer.

Ces déclarations prescrivaient que, dans chaque paroisse, il serait fait des tableaux où tous les habitants seraient portés par ordre d'ancienneté et de mariage. Il devait être établi autant de colonnes qu'il y avait de collecteurs à nommer. La première contenait les contribuables les plus riches et « les plus intelligents », la seconde ceux qui l'étaient « un peu moins » et ainsi de suite jusqu'aux moins solvables. La dernière contenait les exempts (1).

(1) Arch. Marne C. 2416, année 1716.

De là sorte, il devait toujours y avoir un riche et un pauvre pour passer ensemble à la collecte, ce qui offrait plus de garantie pour la défense des intérêts généraux de la communauté.

C'eut été parfait si l'on avait pu faire dresser ces tableaux et en maintenir l'établissement. Mais la mauvaise volonté des habitants, jointe à l'incurie des officiers des élections, qui devaient présider à la confection de ces tableaux, firent que ces sages réformes ne furent pas appliquées et qu'on dut revenir à l'ancien usage, qui consistait à faire élire, annuellement, les collecteurs par les habitants de la paroisse. Cette nomination était réglementé par l'intendant.

Chaque année, le premier dimanche du mois de septembre, puisque l'année de la taille commençait en octobre, le maire et les échevins de chaque paroisse devaient réunir les habitants en assemblée générale. Ceux-ci éalisaient les collecteurs parmi ceux d'entre eux qui étaient « bons et solvables » et qui n'étaient point passés à la collecte depuis trois ans.

Si les habitants refusaient de procéder à cette élection, les officiers municipaux devaient en désigner huit ou dix d'entre eux en état de remplir cette fonction parmi lesquels l'intendant nommait les collecteurs d'office.

Il arrivait souvent à ceux qui avaient été nommés d'invoquer des raisons pour se faire décharger. Ils ne pouvaient le faire qu'en se pourvoyant en première instance devant le tribunal de l'élection et en appel devant la Cour des aides. Et encore fallait-il que l'instance fût jugée en dernier ressort avant le premier janvier, sinon les collecteurs nommés devaient rester en charge, quelque bonne raison qu'ils

eussent pour s'en faire exempter. Que si, au contraire, ils étaient nommés d'office par l'intendant, c'était pardevant lui qu'ils devaient se pourvoir, l'appel étant réservé au Conseil. Cette règle était quelquefois enfreinte et des collecteurs nommés d'office s'adressaient aux élections puis à la Cour des aides qui les accueillait volontiers pour réformer les décisions de l'intendant. Si le Conseil était au courant de ces agissements, il cassait l'arrêt de la Cour des aides et renvoyait l'affaire devant le tribunal compétent : celui de l'intendant.

D'après les règlements sur la taille, la répartition de celle-ci sur chaque paroisse ne pouvait se faire que par les collecteurs. C'est là un point incontestable et duquel la Cour des aides tirera argument, quand elle se sera déclarée ouvertement contre la taille tarifée. Mais l'ignorance des collecteurs, leurs rancunes personnelles, l'influence qu'ils subissaient de la part des habitants riches ou puissants, faisaient qu'ils ne répartissaient pas la taille avec toute l'équité voulue. L'injustice était si flagrante et les plaintes si vives que le Conseil finit par être ému d'un tel état de choses et, par l'édit d'août 1715, il entreprit de remédier à ces abus. Il déclara que, pendant les années 1716 et 1717, les intendants pourraient faire asseoir la taille pardevant eux, leurs subdélégués ou tels autres officiers qu'ils jugeraient à propos de commettre ; que la connaissance de toutes les contestations, qui naîtraient à l'occasion des rôles qui auraient été faits pardevant ces commissaires, appartiendrait en première instance aux intendants et par appel au Conseil, avec interdiction aux Cours des aides et autres juridictions ordinaires d'en connaître.

Cet édit, c'est une grande liberté d'action octroyée à l'intendant en dehors du contrôle de la Cour des aides, c'est une nouvelle victoire de celui-là sur celle-ci. C'est, aussi, la porte ouverte à la taille tarifée, car, jamais sans lui, cette dernière n'aurait pu être établie de la manière qu'elle l'a été.

Autoriser les intendants à nommer des commissaires pour asseoir la taille, chaque fois qu'ils en auraient reconnu l'utilité, c'était leur laisser toute latitude pour faire procéder à ce travail autrement que par les collecteurs, dont l'œuvre était si défectueuse.

Souvent l'Ancien Régime recourut à de tels procédés, préférant employer des moyens détournés pour corriger ses institutions plutôt que d'en prononcer ouvertement la faillite.

La première opération des collecteurs consiste à former les rôles de la paroisse. Le rôle est l'état de la répartition entre les habitants du chiffre de taille imposé à la communauté. Les collecteurs doivent y porter la somme totale **qu'ils imposent, savoir** : tant pour la taille, tant pour leurs six deniers, le montant de l'ustensile et du quartier d'hiver, puis la répartition de cette somme entre chacun des contribuables.

En principe, leur taxation devait être faite en proportion de leurs facultés contributives, mais, en fait, elle était livrée à l'arbitraire des collecteurs.

Ceux-ci commençaient d'abord par s'exonérer eux-mêmes. C'était classique, bien qu'une telle façon de procéder fût sévèrement prohibée. Pour remédier à cet abus qu'il était facile de prévoir, il avait été alloué aux collecteurs, à titre de rémunération de leur charge, une indemnité

de six deniers par livre du montant de la taille qu'ils devaient répartir et percevoir, en même temps qu'il leur était fait défense par la Commission des tailles de prétendre à aucune diminution sur leurs cotes.

Puis, ils songeaient à leurs amis et à ceux sous l'autorité de qui ils se trouvaient. Enfin, ce qu'ils ne faisaient pas de leur plein gré, ils étaient souvent contraints de le faire par force, sous l'empire des menaces, des représailles, ou dans la crainte de procès. En vain on a formé une foule de règlements pour parvenir à rendre le poids du tribut égal entre les contribuables. Le crédit des riches, leur ascendant sur les pauvres et sur les répartiteurs les ont toujours mis à l'abri de la juste imposition qu'ils devaient supporter.

Ces inégalités s'étaient fait sentir bien avant 1600, puisque l'édit d'Henri IV du mois de mars de la même année trace tous les désordres des asséeurs et les maux que les taillables souffraient alors. Les dispositions de cet édit ont pour principal but d'arrêter le progrès de ces injustices. Les articles 16 et 20 ordonnent « que la répartition sera faite selon les moyens et facultés des personnes, que la condition des cotisés sera ajoutée à leur nom, comme celle de juge, greffier, notaire, sergent, procureur, marchand, artisan, laboureur, s'ils labourent pour eux ou pour autrui, à combien de charrues et généralement que tous les taillables seront tous cotisés à raison de leurs facultés quelque part qu'elles soient, meubles ou immeubles, héritages nobles ou roturiers, trafic ou industrie ». Si l'on examine tous les règlements postérieurs à celui-là, l'arrêt du Conseil du 28 février 1688, l'édit de janvier 1713, la déclaration du 17 février 1728, l'arrêt du Conseil du 7 juillet 1733, etc... on ver-

ra qu'ils sont inspirés par les mêmes principes et qu'ils établissent les mêmes règles.

« Mais, écrivait un inspecteur de la taille tarifée de l'élection de Reims, lors de l'assemblée tenue par lui en cette ville avec les commissaires, du 20 au 30 juillet 1753, on aurait peine à le croire si l'expérience ne nous l'apprenait ; ces règlements tels sages qu'ils étaient n'ont apporté aucun changement soit dans la forme, soit dans le fonds, de la répartition. Les collecteurs ont suivi les anciens usages. Entraînés par l'ignorance ou par la mauvaise volonté, ils ont accablé les uns, et inspirés par l'amitié ou captivés par la crainte, ménagé les autres. » (1).

Les rôles faits par les commissaires l'étaient de la même façon que les autres, si ce n'est toutefois qu'il était mentionné dans le préambule le nom du commissaire et la date de l'ordonnance de l'intendant l'ayant nommé.

Le commissaire devait, avant d'établir le rôle, se renseigner des « biens, tenures, facultés, commerce », etc... de chaque habitant, afin de faire une répartition proportionnée aux facultés contributives de chacun. Mais, de même que les autres rôles, ceux des commissaires ne contenaient que les noms des cotisés et le montant de leur imposition, sans déterminer la portion supportée par chaque élément de leur fortune.

Quand ils étaient terminés et arrêtés par les collecteurs, seuls ou assistés d'un commissaire, les rôles étaient déposés avec le mandement de la taille de la paroisse chez l'élu dont le nom était indiqué en tête du mandement. Celui-ci

(1) Arch. Marne. C. 799, année 1753.

le vérifiait, le rendait exécutoire, en faisait mention sur le mandement qu'il remettait aux collecteurs avec l'expédition et gardait la minute pour la remettre au greffe de l'élection. Les collecteurs faisaient ensuite sceller leur rôle. Alors, ils étaient en état d'en faire le recouvrement.

A côté de ces cotes établies par les collecteurs et qui sont celles de droit commun, il y a les cotes extraordinaires qui émanent de l'intendant : ce sont les cotes d'office qui sont de différentes sortes.

Le motif qui a fait attribuer la compétence à l'intendant pour la détermination de ces cotes, est le même dans tous les cas : c'est un motif de justice. Il y a trop à craindre que, faites par les collecteurs, ces cotes soient exagérées dans un sens ou dans l'autre.

Moreau de Beaumont distingue cinq espèces différentes de taillables, pour qui il est fait des cotes d'office. Ce sont :

1° Ceux à qui le roi a accordé ce privilège par des créations d'offices qui n'exemptent point de taille, ou les commis et employés de la perception des deniers royaux, dans le but de les soustraire à la discrétion des collecteurs qui auraient eu tendance à les surcharger.

2° Ceux qui, par crédit et autorité dans une paroisse, auraient trouvé le moyen de s'exempter de la taille ou de ne point payer une somme proportionnée à leurs facultés.

3° Ceux qui, étant taillables, étaient retirés dans une ville franche, où ils devaient demeurer taillables pendant dix ans par droit de suite.

4° Les incendiés ou autres taillables qui avaient souffert des pertes considérables. Ils étaient imposés d'office

à une somme modique et inférieure à celle qu'ils supportaient les années précédentes (1).

5° Les habitants d'une paroisse qui faisaient valoir des terres dans une paroisse voisine ; on les appelait des « hors-sins ».

Pour mettre l'intendant en mesure d'établir ces cotes, les receveurs des tailles en dressaient à l'avance un état indiquant, pour chaque paroisse, les noms et qualités des contribuables cotés d'office, le chiffre de leur imposition pendant les trois années précédentes, ainsi que le détail de leurs biens ; enfin, ce que chacun de ces biens aurait dû supporter de taille proportionnellement au taux de la paroisse et le chiffre qu'il proposait pour chaque cote. Sur ces données, l'intendant statuait. Toutefois, comme il pouvait arriver que la taille de la paroisse fût augmentée ou diminuée et qu'il était juste que le coté d'office supportât sa part de l'augmentation ou de la diminution, par un marc la livre on déterminait sa cote effective.

De toutes ces cotes, il était fait un rôle signé par l'intendant, les trésoriers de France et les officiers de l'élection. Une expédition de ce rôle était remise au receveur des tailles, car c'était lui qui devait effectuer le recouvrement de ces cotes. Les collecteurs ne les ayant pas établies, on estimait qu'ils ne devaient pas être chargés de la rentrée des fonds.

La taille était dûe, non par les habitants pris individuel-

(1) Ce qui était au contraire à la commission qui défendait de faire des cotes d'offices en diminution mais, comme l'intendant ajoutait le motif pour lequel il diminuait la cote, cela le mettait à l'abri de toute critique.

lement, mais par la collectivité qu'était la paroisse. Il en découlait ce principe que le roi devait percevoir la totalité des sommes imposées pour la taille. Si, pour une raison quelconque, insolvabilité ou accident, une cote était rayée ou modérée, il ne fallait pas qu'il en résultât de préjudice pour le trésor : d'où les rejets ou réimpositions.

Le rejet consistait à imposer de nouveau sur les contribuables une somme qui incombait primitivement à un taillable qui avait obtenu une décharge complète ou, tout au moins, une modération de sa cote.

La réimposition avait lieu dans quatre cas :

1° Au profit d'un taillable qui avait été entièrement déchargé de sa cote.

2° Au profit d'un taillable dont la cote avait été modérée par suite d'une action en surtaux.

3° Au profit des collecteurs pour non-valeurs.

Il y avait non-valeur, lorsque, sans qu'il y ait faute ni même négligence de leur part, les collecteurs n'avaient pu recouvrer certaines cotes, soit que les débiteurs de ces cotes fussent morts insolubles, soit qu'ils eussent fait banqueroute. Il était juste qu'on les remboursât des sommes dont ils avaient ainsi fait l'avance.

4° Au profit des receveurs pour « solidité ».

Lorsqu'un collecteur avait fait banqueroute ou diverti le produit de sa recette, le receveur des tailles avait le droit de faire assigner la paroisse en solidité. Cela lui permettait de choisir parmi les taillables cinq ou six d'entre eux, à son choix, et de les contraindre à lui payer ce dont les collecteurs lui étaient redevables. Ce droit de solidité était une application de ce principe que les habitants étaient les

commettants des collecteurs et, par suite, civilement et solidairement responsables des actes de ces derniers. Pour éviter des frais, au lieu de les assigner tous, le receveur avait la faculté de réclamer à quelques-uns seulement. Mais comme il n'eut pas été équitable que ceux-ci fussent contraints de payer pour la collectivité, par une réimposition sur l'ensemble des habitants, la somme réclamée était supportée par tous.

Ces réimpositions ne se firent longtemps qu'en vertu de sentences de l'élection ou arrêts de la Cour des aides, s'il y avait appel, et c'était les collecteurs qui les répartissaient à nouveau. Quand les intendants eurent acquis assez d'autorité, ils persuadèrent le roi que cette réimposition par les collecteurs n'était pas exempte d'abus. Aussi le pouvoir ordonna-t-il que ce seraient les intendants qui auraient, seuls, qualité pour procéder à ce travail : de sorte qu'un particulier qui avait obtenu une sentence de l'élection ordonnant la réimposition à son profit devait la porter à la connaissance de l'intendant en lui adressant une requête pour le prier de procéder à ce rejet. Les dépens de l'instance étaient réimposés avec le principal qu'ils arrivaient parfois à doubler. Il en résultait une surcharge pour les paroisses.

C'est pour obvier, dans une certaine mesure, à cet inconvénient qu'il était enjoint aux intendants, dans la Commission des tailles, de ne pas faire pour une année, dans une paroisse, de rejet excédant la somme de 200 livres.

Les contribuables qui avaient droit à des réimpositions devaient présenter leurs requêtes à l'intendant avant le département, afin qu'il pût les répartir en même temps que la taille de la nouvelle année.

L'assiette de la taille ne se faisait pas sans provoquer de nombreuses récriminations qui, souvent, dégénéraient en procès. Jamais, moins qu'à cette époque, on a trouvé des contribuables satisfaits de leur imposition et l'acceptant de bon gré. La répartition étant arbitraire de la part des collecteurs, il était normal que chacun se trouvât plus fortement imposé que ses voisins et qu'il cherchât à faire modérer sa cote à leur détriment. Encore que ce fût là une raison suffisante pour déterminer des procès, les contribuables y étaient en quelque sorte encouragés par l'accueil favorable que les élections ménageaient à leurs demandes. Aussi, ceux qui avaient les moyens de soutenir une instance ne se privaient-ils pas de se montrer d'humeur proces-sive. « Les demandes sont tellement nombreuses, écrivait l'intendant Rouillé d'Orfeuil à l'intendant des finances d'Ormesson (1), que les officiers des élections ne peuvent les juger eux-mêmes et doivent s'en remettre à des experts qui se bornent à marchander. Les demandes obtiennent toujours quelque chose. Il suffit donc d'être en état de faire la dépense d'environ 30 livres et d'avoir un peu de crédit dans la paroisse. Ainsi les plus aisés qui sont déjà moins imposés se font décharger au détriment des pauvres, pour qui les frais de la sentence dépassent de beaucoup le montant de leur imposition ».

Il y avait trois actions possibles :

1° L'action en surtaux, par laquelle un contribuable

(1) Arch. Marne. C. 763. Mémoire de l'intendant faisant suite à une lettre d'Ormesson du 12 avril 1767 par laquelle ce dernier demandait à Rouillé d'Orfeuil de lui faire l'historique de la taille tarifée.

prétendait être trop imposé et se pourvoyait contre les collecteurs ou contre l'ensemble des habitants de la paroisse pour faire modérer sa cote. Au cas où il était déclaré bien fondé dans sa demande, la somme dont il était exonéré était réimposée l'année suivante sur la paroisse.

2° L'action en réduction, intentée par un taillable, non plus contre la communauté tout entière, mais contre un particulier qu'il estimait trop peu imposé et sur qui il entendait se faire réduire.

3° Enfin, l'action en aide ou en profit au moyen de laquelle il agissait contre un exempt de taille dans le but de le faire taxer, ou contre un taxé d'office qu'il déclarait insuffisamment imposé.

Dans ce dernier cas des cotes d'offices, les plaignants ne pouvaient se pourvoir que pardevant les intendants, qui avaient, seuls, qualité pour en connaître. Il eut été inique de permettre aux contribuables de faire comparaître devant l'élection en première instance et devant la Cour des aides en appel, les collecteurs qui n'étaient pour rien dans la confection de ces cotes et ignoraient les raisons qui avaient déterminé l'intendant à les établir de la façon qu'il les avait faites.

Et, si l'assiette de l'impôt était déjà une source de tribulations pour les collecteurs, combien plus féconde en maux de toutes sortes était la perception.

Normalement, puisque l'impôt était réparti d'une façon défectueuse, son recouvrement ne devait pas s'opérer sans difficultés. Les malheureux accablés sous le poids d'une taxe excessive se trouvaient dans l'impossibilité de fournir à point nommé les sommes qui leur étaient réclamées. Ils

auraient pu le faire qu'ils ne l'eussent, d'ailleurs, pas fait. Payer sa taille avec exactitude, c'eût été avouer sa richesse et se ménager, pour l'année suivante, une cote supérieure. C'eût été, aussi s'attirer l'animosité des huissiers, garnisaires et autres, à qui un paiement immédiat eut enlevé une source abondante de profits par l'absence des poursuites à engager.

C'est pourquoi l'on préférerait s'exposer aux vexations des porteurs de contraintes et des huissiers, quitte à supporter les frais qu'ils faisaient, qui augmentaient considérablement le chiffre principal de la taille.

« D'ailleurs, écrira plus tard un receveur des tailles, on ne peut ôter de la tête d'un paysan cette malheureuse idée qui est d'imaginer que, s'il payait exactement, il serait augmenté au département et cette crainte est quelquefois assez fondée, surtout lorsqu'un receveur des tailles, faute de connaître ses paroisses, ne juge de leur bonté que par leur exactitude à se libérer, ce qui n'annonce souvent que de la bonne volonté et devrait servir au contraire de recommandation auprès de lui » (1).

Boisguillebert, nous donne un tableau de cette pénible situation dans son *Détail de la France* (2). Après avoir dépeint les fléaux de la répartition individuelle de la taille, il écrit : « Lorsqu'après les injures et les imprécations par lesquelles les contribuables ont jeté une partie de leur bile

(1) Arch. Marn. C. 1052. Mémoire de Gaveau, receveur des tailles (exercice pair) en réponse à une enquête de l'intendant sur le règlement du 13 avril 1761.

(2) BOISGUILLEBERT, *Détail de la France*. Edit. Daire, T. I^{er}. Collection des Economistes Français au 18^e siècle, p. 187.

et de leur colère, il faut enfin venir au paiement, voici comment les choses se traitent : les collecteurs n'oseraient trop pousser les taillables de peur de souffrir un pareil traitement à leur tour. Ainsi, bien qu'ils puissent exécuter eux-mêmes les meubles et les emporter faute de paiement, il faut néanmoins qu'ils aient souffert eux-mêmes force contraintes de la part des receveurs, avant que d'en venir à ces extrémités ; c'est-à-dire plusieurs courses d'huissiers et de sergents, lesquels il faut, d'abord qu'ils sont arrivés, régaler dans les cabarets, afin qu'ils ne fassent qu'une simple course et non une *exécution*, et leur donner de l'argent, indépendamment de celui qu'il leur faut pour leur course et auquel ils n'ont que la moindre part ; — tout cela pourtant dans les commencements car, dans les fins ce sont toutes exécutions ».

L'abbé de Saint-Pierre ne fait pas une peinture plus brillante de cet état de choses (1).

Les contribuables préféraient, en général, avoir affaire aux garnisaires qu'aux huissiers, pour la raison que ceux-ci, par la lenteur de leurs exécutions, épuisaient les taillables, multipliant les frais de recouvrement sans faire avancer la levée de la taille elle-même, tandis que les autres, en recourant tout de suite aux moyens extrêmes, ventes et saisies, ajoutaient au principal de l'impôt des frais beaucoup moins considérables.

(1) ABBÉ CASTEL DE SAINT-PIERRE, *Mémoire pour l'établissement de la taille proportionnelle*. S. I. 1717.

CHAPITRE II

LES REFORMATEURS

PREMIER ESSAI DE LA TAILLE PROPORTIONNELLE

L'aperçu qui précède suffit à nous expliquer pourquoi la taille était tant honnie. Par principe, un impôt arbitraire est toujours vexatoire ; qu'on y ajoute le caractère humiliant qu'emportait le fait d'être taillable. Ainsi en témoigne ce mémoire du sieur Mullot, Chevalier de Saint-Louis, Ancien Maréchal des Logis de la Compagnie des gendarmes de Flandre, adressé au Duc de Choiseul : il se plaint d'avoir été inscrit et maintenu sur les rôles de la taille de Sézanne. Malgré ses requêtes répétées à l'intendant, « il lui est bien douloureux de se voir avilir et confondre dans les rôles de la taille avec tous les artisans d'une ville. Il ne peut se persuader que ce soit l'intention de Sa Majesté. En conséquence, il a l'honneur de supplier Monseigneur le Duc de Choiseul de vouloir bien le protéger contre les vexations de l'intendant. (1) »

(1) Arch. Marne C. 960.

Il fallait vraiment être de peu pour ne pas trouver le moyen de sortir de cette classe accablée. Car si, dans les débuts de la taille, la noblesse et le clergé en étaient seuls exemptés, ils ne forment plus, au début du XVIII^e siècle, qu'une minorité dans les rangs, sans cesse accrus, des exempts.

On sait combien souvent Louis XIV recourut à la création d'offices pour rétablir ses finances obérées. Or, l'une des prérogatives de ces offices constamment créés, pour ne pas dire la principale, était l'exemption de taille. Aussi tous ceux qui possédaient quelque aisance et qui, de ce fait, étaient cotisés à des sommes assez importantes, s'empres-
saient-ils d'acheter une charge pour être dispensés de payer l'impôt. Sans cesse à court d'argent, le Pouvoir favorisait ces privilèges, en créant à toute occasion des charges aussi variées qu'inutiles, qu'il vendait fort cher et qu'il ne faisait pas scrupule de supprimer quand l'état de ses finances était devenu meilleur. Nombreux sont, au cours du siècle qui nous occupe, les édits qui suppriment ou restreignent ces privilèges. Cela n'empêche pas que, chaque fois qu'il est créé des offices, les acheteurs abondent. Quand, par hasard, il en est autrement, on emploie tous les moyens possibles pour déterminer les bourgeois à s'en porter acquéreurs : ainsi on ne craint pas d'augmenter leur cote de taille.

Il s'ensuit que les privilégiés roturiers pullulent et que leur nombre est tellement élevé que les exemptions nobiliaire et ecclésiastique ne comptent presque plus. Ces nouveaux privilégiés sont, d'ailleurs, beaucoup plus antipathiques aux taillables que les autres. Cela se comprend facilement. D'abord, on considère les deux classes privilé-

giées comme d'une autre essence que le tiers-état. Il semble naturel au peuple que le clergé et la noblesse ne paient pas cet impôt qu'ils n'ont jamais subi, tandis qu'il lui est insupportable de voir les taillables riches s'en exempter. Et puis, il ressent aussi plus directement le contre-coup de cette exemption. Il suffit qu'un gros propriétaire ou commerçant achète une charge pour que les taillables de sa communauté voient, l'année suivante, leur cote grossir dans des proportions d'autant plus grandes que le nouveau privilégié payait plus de taille auparavant.

Aussi les réclamations étaient-elles vives contre cet état des choses.

Il y avait bien l'édit de 1634, qui limitait à quatre le nombre des privilégiés dans les paroisses payant moins de 900 livres de taille en principal et à huit dans celles qui payaient plus de 900 livres, sauf dans les villes où étaient les Cours supérieures, ou les bureaux des Finances, ou les élections et greniers à sel, dont les officiers étaient comptés en plus des huit privilégiés. Mais on n'avait jamais pu le faire observer. Le Pouvoir avait trop d'avantages à laisser faire, pour observer l'application à la lettre des dispositions de cet édit que l'intérêt particulier s'ingéniait à déjouer avec l'approbation tacite des élections et des Cours des aides et que les collecteurs ne savaient ni ne pouvaient mettre en pratique.

Le privilège consistait en une exemption de taille de quatre charrues dans une même paroisse pour les nobles (1). Le

(1) Edit de janvier 1634. Déclarations de mars 1667, juillet 1668, mars 1673, mars 1683, août 1703, 19 avril 1712.

Il n'est que de 3 charrues dans le ressort de la Cour des aides de Rouen. Art. 21 de la déclaration du 20 août 1763, Arch. Nat., H. 1427.

surplus devait être baillé à ferme à des taillables, sinon les propriétaires étaient taxés eux-mêmes « faute de donner colon ».

Pour les commensaux et officiers du roi, la franchise de taille était de deux charrues (1) et d'une seule pour les bourgeois des villes franches (2).

Le point de savoir si les terres labourables étaient seules privilégiées et non les prés, bois et vignes, ou si le privilège comprenait, outre les quatre charrues de terres labourables, toutes ces autres variétés de culture, était discuté. Il était naturel que prévâlût la thèse la plus favorable aux bénéficiaires.

C'est encore un vice qui vient s'ajouter à ceux de l'assiette et de la levée de la taille, que nous avons signalés au cours du précédent chapitre. Ces vices peuvent se ramener à trois.

1° La mauvaise répartition de la taille, accablant les pauvres et épargnant les riches, par ignorance aux degrés supérieurs, par faiblesse aux degrés inférieurs.

2° Son instabilité si contraire aux règles d'Adam Smith.

3° Les abus de la collecte par les exactions des collecteurs, des garnisaires, des huissiers et même des receveurs des tailles.

Il serait facile d'accumuler les arguments pour dresser un réquisitoire contre cet impôt rien que dans les écrits des auteurs de l'époque.

Les abus étaient, en effet, si criants à la fin du règne de Louis XIV que, de tous côtés, on s'élevait contre un impôt

(1) Edit de mars 1667.

(2) Edit de mars 1673.

de plus en plus abhoré. Sans citer tous les détracteurs de la taille, nous nous contenterons de rappeler les trois plus importants d'entre eux quant à l'œuvre et quant à l'influence. Ce sont Boisguillebert, Vauban et l'abbé Castel de Saint-Pierre.

Les deux premiers méritent une mention spéciale par la critique acerbe qu'ils ont exercée contre la taille, sans craindre de se poser en défenseurs du peuple, et par l'effort louable qu'ils ont fait pour améliorer le système fiscal. Le troisième bien que moins réputé que ses deux prédécesseurs, ne nous intéresse pas moins vivement qu'eux, du fait qu'il est le promoteur de la taille tarifiée.

Nous allons examiner rapidement le système de chacun d'eux.

Celui de Boisguillebert est condensé en deux volumes, qui sont le *Détail de la France* et le *Factum de la France*. Le second n'est, en somme, que le premier refondu et augmenté.

Comme jamais personne ne l'avait fait avant lui, il a signalé l'arbitraire qui présidait à la répartition de la taille à tous les degrés ; les abus dont se rendaient coupables les collecteurs tant dans la répartition que dans le recouvrement des tailles ; les malversations des receveurs et la façon inhumaine avec laquelle ils traitaient les collecteurs ; la misère des taillables, qui, à son avis, appauvrissait même les privilégiés. « Le nombre des taillables, écrit-il, diminue tous les jours, en sorte qu'il faut aujourd'hui payer à 30 ce que l'on était 60 à payer autrefois » (1). Il a montré

(1) BOISGUILLEBERT, *Détail de la France*, p. 188.

aussi combien cet impôt, ou plutôt la façon de le lever, était contraire aux intérêts de l'Etat en entravant l'agriculture. Dans la crainte d'être surchargés, les paysans préféraient laisser la plupart de leurs terres en friches et ne cultivaient que la quantité indispensable à leur subsistance.

Voici comment, dans le *Factum de la France*, il dépeint les trois injustices de la taille. « La première, son incertitude tant dans l'assiette des paroisses que sur la tête de tous les particuliers ; la seconde, son injustice d'être haute et violente, non par rapport aux facultés des contribuables, ce qui est néanmoins l'esprit de son institution comme dans tous les pays de la terre, même les plus barbares et les plus grossiers, mais eu égard seulement au plus ou moins de protection ou d'élévation qu'un homme peut avoir pour s'en défendre, lui ou ses fermiers ; et la troisième enfin, la collecte de cet impôt, dont, à cause de la mauvaise répartition, une grande partie demeure en perte à ceux qui sont chargés de ce malheureux recouvrement ; et comme chacun y passe à son tour, il échet à tout le monde, par conséquent, d'être à tour de rôle ruiné tout à fait » (1).

Pour remédier à cet état de choses défectueux, il prétendait qu'il suffisait de rendre la taille générale et d'en supprimer l'arbitraire en exécutant les ordonnances qui s'y rapportaient. Pour arriver à une répartition équitable, il proposait d'obliger les contribuables propriétaires ou fermiers à déclarer au greffe de leur élection la contenance et le revenu des biens qu'ils exploitaient soit en propre, soit à

(1) BOISGUILLEBERT, *Factum de la France*, édit. Daire, T. I^{er}, Collection des Economistes Français au 18^e siècle, p. 282.

loyer et de faire procéder à la répartition de la taille entre les paroisses et les contribuables par les officiers des élections, de mettre la taille d'industrie en tarif dans les villes et les gros bourgs, sinon de classer préalablement les professions dans le but de déterminer la cote de chaque journalier (1).

Pour lui, la collecte était un des pires fléaux de la taille : « Cette seule fonction dont il ne revient pas un denier au Roi, coûte plus au peuple et par conséquent à l'Etat que la taille elle-même » (2).

Aussi espérait-il arriver à la supprimer en accordant aux contribuables la faculté de s'affranchir de cette obligation de la manière suivante : Ceux qui s'engageraient à payer le montant de leur taille, en une seule fois, dans le délai d'un mois au receveur des tailles, seraient exempts de la collecte et n'auraient pas à garantir les mauvaises cotes. Ainsi, la collecte écherrait à celui qui serait le premier sur la liste à ne s'être pas engagé à se libérer dans le mois. Il ne doutait pas du succès d'un tel procédé. « Il n'y a, écrivait-il, qui que ce soit jusqu'au plus misérable, qui ne vende sa chemise pour être exempt de cette servitude ; et qui, lorsqu'elle lui viendra à son tour, par l'acceptation que ne manqueront pas de faire les riches de ce parti, ne donnera tout pour avoir le même avantage » (3).

Non moins véhément contre les vices de la taille, Vauban, dans sa *Dîme Royale*, en a fait un tableau très exact. Avec un courage, d'autant plus grand qu'il était le premier

(1) C'est, en gros, le principe de la taille tarifée.

(2) BOISGUILLEBERT, *Détail de la France*, p. 188.

(3) BOISGUILLEBERT, *Factum de la France*, p. 322.

à le faire, il a plaidé en faveur du peuple dont on faisait si peu de cas à l'époque. Il a réclamé l'impôt pour tous, proportionné aux charges de chacun, flétrissant les abus de la taille tant dans sa répartition que dans la levée. « Tout cela, néanmoins, n'est compté pour rien, écrit-il au sujet des abus dont se rendaient coupables les commis des aides, quand on considère que, dans les paroisses taillables, ce n'est ni la bonne ou mauvaise chère, ni la bonne ou mauvaise fortune, qui règlent la proportion de l'imposition, mais l'envie, le suppôt, la faveur et l'animosité : et que la véritable pauvreté, ou la feinte, y sont presque toujours également accablées. Que si quelqu'un s'en tire, il faut qu'il cache si bien le peu d'aisance où il se trouve que ses voisins n'en puissent pas avoir la moindre connaissance. Il faut même qu'il pousse la précaution jusqu'au point de se priver du nécessaire pour ne pas paraître accommodé. Car un malheureux taillable est obligé de préférer, sans balancer, la pauvreté à une aisance, laquelle, après lui avoir coûté bien des peines, ne servirait qu'à lui faire sentir plus vivement le chagrin de la perdre, suivant le caprice ou la jalousie de son voisin » (1).

Pour remplacer la taille et les autres impôts existants, qu'il trouvait trop corrompus pour qu'on pût les améliorer, Vauban suggérait l'établissement d'une dime royale, impôt unique du dixième au maximum du revenu des terres et de toutes les autres sources de revenus, sans aucune exception ni exemption. Cet impôt devait être perçu en nature par des décimateurs.

(1) VAUBAN, *Projet d'une Dime royale*, S. I. 1707. Edit. Daire, T. I^{er}, Collection des Economistes Français au 18^e s., p. 69 et 70.

C'était, en somme, une copie de la dîme ecclésiastique, qui, prétendait-il, à tort ou à raison, donnait de bons résultats. Il y voyait un impôt équitable et pas compliqué.

Néanmoins, il prévoyait les objections et les oppositions de ceux qui jouissaient d'une exemption totale, de ceux qui profitaient des abus pour s'enrichir aux dépens du public et de ceux qui, de ce fait, verraient leurs emplois supprimés. « C'est pourquoi, expliquait-il, on ne doit pas être surpris si la critique la plus mordicante se déchaîne pour le décrier (son système) ». « Ce seront, ajoute-t-il, MM. des finances, les fermiers généraux, les traitants et gens d'affaires, le clergé, la noblesse, les exempts, les gens de robe, les élus et receveurs de taille.

Peut-être que le peuple criera d'abord parce que toute nouveauté l'épouvante ; mais il s'apaisera bientôt quand il verra, d'une manière à n'en pouvoir douter, que cette innovation a pour objet principal et très certain de le rendre bien plus heureux qu'il n'est. Tous ceux, enfin, qui savent pêcher en eau trouble et s'accommoder aux dépens du roi et du public n'approuveront point un système incorruptible qui doit couper par la racine toutes les pilleries et malfaçons qui s'exercent, dans le royaume, dans la levée des revenus de l'Etat » (1).

Enfin, il augure les meilleurs résultats de son système qu'il juge « le meilleur, le plus juste, le plus utile et le plus innocent de tous » si l'intérêt, la timidité, l'ignorance et la paresse des gens préposés à son examen ne viennent lui enlever ses vertus.

(1) VAUBAN, *Projet d'une Dîme royale*, p. 130 et 132.

L'abbé de Saint-Pierre, par ses ouvrages sur la taille, est vraiment le précurseur de la taille tarifée. C'est dans ses écrits que, nous le verrons plus loin, les commissaires ont, en Champagne, puisé les principes qu'ils ont mis en application dans les débuts, avant que la taille tarifée fût réglementée par l'intendant. Aussi examinerons-nous un peu plus longuement son œuvre (1).

L'auteur du *Projet de Paix perpétuelle* dans le souci qu'il avait de tout réformer, ne pouvait ne pas être attiré par la taille qui avait tant besoin d'être modifiée. C'est en 1717 que parut la première édition de son *Mémoire pour l'établissement de la taille proportionnelle* qu'il devait faire éditer de nouveau, en 1723 et 1739, sous le titre de *Projet de taille tarifée*. La première édition n'est qu'un petit opuscule où l'auteur expose sommairement ses principes après avoir condamné l'arbitraire de la taille. C'est dans l'édition suivante qu'il faut rechercher l'exposition de son système. Dans celle de 1739, il ne fait que le modifier et le compléter.

Les trois principes directeurs du *projet* de l'abbé de Saint-Pierre, sont ceux-ci :

- 1° Distinction des différentes sources de revenus.
- 2° Déclaration spontanée par les taillables de leurs biens.
- 3° Etablissement d'un tarif.

Il distingue 17 sources de revenus.

(1) ABBÉ DE SAINT-PIERRE, *Projet de taille tarifée*, éd. 1723 et 1739.

PAULTRE, *La taille tarifée de l'Abbé de Saint-Pierre et l'administration de la taille*, Paris 1903. I^{re} partie Ch. III à V.

Sa première intention était de ne pas imposer de déclaration obligatoire aux contribuables. En 1723, il les invitait à souscrire spontanément la déclaration de leurs revenus ; mais, dans son édition de 1739, il s'est rendu compte que, s'il n'y avait pas de sanction, ce principe ne serait pas observé. Aussi prononce-t-il des peines contre les faux déclarants : « Tout taillable qui aura signé sa déclaration sur le registre et qui l'aura donnée fausse ou incomplète pourra être poursuivi par les collecteurs et sera condamné au quadruple de ce que la fausseté lui aurait apporté de profit et à 200 livres d'amende les trois quarts au profit des collecteurs poursuivants, l'autre quart au profit de la paroisse » (1).

En matière de déclarations, pour les biens tenus à loyer les baux faisaient foi, compte tenu, le cas échéant, des contre-lettres. Dans le but d'éviter les fraudes, il était permis aux collecteurs d'offrir au propriétaire un loyer supérieur du quart à celui du fermier, auquel ils devaient être préférés (2).

Dans le cas où les déclarations étaient faites pour des biens exploités par leurs propriétaires, on n'avait pas ce point de repère qu'était le montant des baux. Il était à craindre une sous-estimation de la part des taillables. C'est pourquoi il était prévu que les collecteurs pourraient faire contrôler par des experts les estimations qui leur paraîtraient suspectes.

(1) ABBÉ DE SAINT-PIERRE, *op. cit.*, édit 1739, p. 92. Ces pénalités sont à rapprocher de celles en vigueur actuellement dans notre impôt général sur le revenu.

(2) Le procédé est comparable à celui employé en Allemagne pour la levée de l'impôt sur le capital (Reichnotopfer) en vertu de la loi du 31 décembre 1919.

Si l'estimation des experts était supérieure de moins d'un dixième à celle du propriétaire, celui-ci était condamné seulement aux frais d'estimation et aux dépens.

Si la différence en plus excédait un dixième le contribuable était condamné comme faux déclarant.

Si, au contraire, l'estimation du propriétaire était reconnue exacte, les collecteurs étaient condamnés envers lui à 200 livres de dommages-intérêts et aux dépens (1).

Les rentes actives devaient être ajoutées aux revenus et les rentes passives en être déduites. Il y avait, alors, discussion entre les auteurs, certains n'admettant pas cette façon de procéder, sous prétexte que les rentes n'étaient pas connues et que les taillables n'aimaient pas à les dévoiler. L'abbé de Saint-Pierre prétendait que, dans les paroisses de peu d'importance, elles étaient toujours connues.

Les marchands étaient taxés à raison des sommes qu'ils avaient investies dans leur commerce. Ceux qui avaient fait de fausses déclarations étaient punis d'une amende de 200 livres dont les deux tiers étaient pour les collecteurs.

La troisième opération, c'est l'établissement des tarifs. Il y en a un pour chaque source de revenus, mais qui est le même pour toutes les paroisses. Chacun de ces tarifs est déterminé par supposition. On imagine que la généralité, puis l'élection, puis la paroisse seront imposées à la taille pour une certaine somme. C'est sur cette somme qu'on se base pour répartir la taille entre les contribuables. Si la taille effective, qui est fixée par le mandement, est su-

(1) A comparer également ce procédé avec la manière actuelle de faire de l'Enregistrement, en matière de déclarations de successions. Loi du 13 juillet 1925, art. 57 et suivants.

périeure ou inférieure à la taille de supposition, par un marc la livre, on réajuste l'une sur l'autre. De la sorte, le travail étant préparé d'avance, lorsque le mandement est publié, il faut fort peu de temps pour déterminer le montant de l'imposition de chacun.

Pour l'industrie, il distinguait quatre classes.

La première comprenait : les juges, avocats, notaires, procureurs, huissiers, officiers de justice, médecins, chirurgiens, chefs de manufactures, rentiers, négociants possédant 1.000 livres dans le commerce, etc.

La seconde, les fermiers, métayers, vendeurs de vin, meuniers et principalement tous les corps de métiers.

La troisième, les journaliers, manœuvres, domestiques taillables, garçons de boutique, apprentis.

Enfin, la quatrième, les veuves de taillables, autres que celles de la première classe, qui payaient la moitié de la taxe qu'auraient payée leurs maris.

Pour chaque classe, le tarif était fixé d'après le salaire moyen du journalier sur la base de 200 journées de travail et l'imposition était du sou pour livre.

Il y avait des exemptions pour les enfants, les mendiants, les septuagénaires, les incendiés.

Le tarif du commerce était basé, lui aussi, sur le salaire moyen du journalier. Si ce salaire était de 8 sous par jour, le tarif des commerçants était de 20 sous par 200 livres. Sinon, il variait de 2 sous 6 deniers en plus ou en moins, suivant que le salaire du journalier augmentait ou diminuait d'un sou au-dessus ou au-dessous de 8 sous ;

Si la somme engagée dans le commerce était inférieure à 200 livres, les commerçants n'étaient pas taxés.

Les biens-fonds payaient une taxe de deux sous par livre de leur revenu. Ceux qui étaient hypothéqués étaient dégrevés du montant de la rente qu'ils avaient à payer.

Les maisons subissaient la même taxe, sous déduction d'un dixième pour les réparations.

Les moulins de même, mais la déduction était de un quart, voire même de deux tiers.

Le propriétaire exploitant devait payer une super-taxe de 10 0/0 pour le matériel et les bestiaux.

Ce tarif est celui du propriétaire exploitant par lui-même.

Celui du fermier ou du locataire est réduit à la moitié.

On estime que leur bénéfice est de la moitié du prix de leur bail.

Les bestiaux n'étaient pas taxés.

Chaque année, avant le premier septembre, les taillables étaient engagés à déclarer en détail leurs différents revenus, sur un registre à ce destiné et que détenait le secrétaire de la paroisse. Ceux qui n'avaient pas fait cette déclaration étaient taxés d'office par les collecteurs en présence des douze principaux habitants de la paroisse, compte tenu de leurs revenus.

Un registre de supplément servait à mentionner les changements survenus dans la fortune des contribuables.

Sur le registre de proportion, les collecteurs inscrivaient en face du nom de chaque taillable, à chaque source de revenu, la somme à laquelle, d'après le tarif, il devait être imposé, somme qu'ils réajustaient, comme il a été dit, lorsque le mandement était publié.

Enfin, le rôle de recettes servait aux collecteurs pour percevoir l'impôt.

Comme Boisguillebert, l'abbé de Saint-Pierre s'est occupé de remédier au fléau de la collecte. Voici ce qu'il avait trouvé : les collecteurs étaient remplacés par des préposés perpétuels, plus ou moins nombreux, suivant les paroisses, nommés, partie par le subdélégué, l'autre partie se renouvelant au scrutin.

Ces nouveaux collecteurs, qu'on pourrait recruter parmi les contribuables instruits et intelligents devaient être, à son avis, seuls capables de faire bien fonctionner la taille proportionnelle.

Ainsi, avec la collecte, disparaîtraient tous les maux qu'elle engendrait.

De plus, ce procédé supprimerait un grand nombre de collecteurs. On pourrait, par suite, un peu mieux rétribuer ceux qui resteraient. Il proposait un sou pour livre au lieu de six deniers, soit le double, ce qui faciliterait leur recrutement.

Voilà, grosso modo, en quoi consistait le système de l'abbé de Saint-Pierre. Nous le discuterons ultérieurement lorsque nous comparerons ce système à celui pratiqué en Champagne par l'intendant Le Pelletier de Beaupré, qui a puisé largement dans le *Mémoire pour l'établissement de la taille proportionnelle* et le *Projet de taille tarifée*.

En résumé, Boisguillebert, Vauban et l'abbé de Saint-Pierre ont étalé au grand jour les vices de la taille et signalé ses abus. Mais, comme chez tous les réformateurs, la partie critique de leurs ouvrages est de beaucoup supérieure à la partie constructive. Qu'on en juge par la mise

en application de leurs théories. Toutes ont lamentablement échoué, si ce n'est toutefois celle de l'abbé de Saint-Pierre quand elle a été reprise et mise au point par les intendants de Champagne et de Limousin.

Le système de Boisguillebert fut essayé par Chamillart dans une élection de la généralité d'Orléans. Il n'eut aucun succès.

Celui de Vauban eut une existence un peu plus longue ; nous verrons, à la fin de ce chapitre, quel fut son sort.

Quoiqu'il en soit, il ne faudrait pas croire que leurs écrits n'ont servi à rien. Bien au contraire, ils ont été d'une grande influence sur le pouvoir royal. D'une part, Louis XIV s'en est inspiré pour la levée du dixième ; d'autre part, ils ont créé à la fin du règne de ce roi, un courant d'idées qui a influé sur le Régent et ils ne sont pas étrangers à la réforme que celui-ci a tentée dès son arrivée au pouvoir.

Les abus du système fiscal étaient trop criants pour que les projets de réformes ne surgissent pas en nombre pour proposer des remèdes à un mal si grand.

A la mort de Louis XIV, ces réformateurs étaient plus nombreux que jamais. « Il ne faut pas s'en étonner, chaque changement de règne, de gouvernement ou même de ministère a toujours produit le même effet (1) ».

Aussi, le Régent, rempli de généreuses intentions, désireux d'acquérir la popularité, s'attaqua-t-il sans tarder à la taille.

Pour étudier les réformes possibles, il avait organisé chez M. Amelot, un bureau composé de personnages com-

(1) Mémoire sur la taille tarifée 1716, Arch. Nat. G. 7, 1130-1131.

pétents. Les travaux de ce bureau durèrent près de trois mois.

De quelle façon allait-il procéder ? Conserverait-il la taille en l'améliorant ou bien la supprimerait-il pour la remplacer par un des systèmes qu'on lui proposait ?

Ces systèmes, on pouvait les ramener à deux principaux. L'un consistant en une perception en nature fixée à une quote-part de tous les revenus, copie en quelque sorte de la dîme ecclésiastique (1). L'autre en une sorte de capitation générale sur tous les sujets du royaume sans exception (2). Or, ni l'un ni l'autre n'étaient exempts de défauts. Le premier donnait lieu à de multiples difficultés quand il s'agissait de la perception de l'impôt et de l'écoulement des produits ainsi récupérés. Le second, qui avait été mis par deux fois en pratique, en 1695 et en 1701, n'était pas moins arbitraire que la taille dont la capitation tendit rapidement à emprunter le mode de répartition : à tel point qu'à la fin du règne de Louis XIV, la capitation des tailables n'était plus, en pays de taille personnelle, qu'un surcroît de taille.

« Il a donc paru, peut-on lire dans un mémoire gouvernemental, qu'il était plus convenable de chercher à remédier aux abus qui se sont introduits dans la taille, que de faire aucun nouvel établissement toujours dangereux et incertain dans le succès (3) ». Le mémoire ajoute : « Les Peuples sont accoutumés à la taille et ne seraient peut-être

(1) C'est le mystère de Vauban.

(2) C'est le système de la capitation.

(3) Mémoire sur la taille tarifée 1716, Arch. Nat. G. 7., 1130-1131.

pas aisés à réduire pour quelque chose de nouveau. De plus, la distinction si chère au clergé et à la noblesse se conserve par là ».

Aucun des remèdes proposés n'ayant séduit le Régent, faute de trouver une panacée, celui-ci estime plus sage de ne pas changer le principe de l'impôt. Le peuple est routinier et n'aime pas les innovations, aussi conservera-t-on la taille, mais on s'efforcera de la débarrasser de ses vices. Moins de six semaines après la mort de Louis XIV, il donne une forme concrète à ses projets. Sa lettre aux intendants est du 4 octobre 1715 (1).

Il y proclame son désir de rétablir l'ordre dans la régie et le recouvrement des deniers du roi et particulièrement de la taille : son intention est « d'arrêter le cours des frais excessifs que font aux taillables les receveurs, huissiers et autres, d'établir une juste égalité dans les impositions, d'empêcher et les vengeances que les collecteurs exercent contre ceux dont ils croient avoir lieu de se plaindre, et les protections injustes qu'ils donnent à leurs parents et à leurs amis, de remédier aux non-valeurs supposées, de régler les effets qui ne sont point saisissables, enfin de mettre dans le recouvrement une forme certaine et invariable ».

Voilà un beau programme que le Régent entendait mettre à exécution dès que les intendants lui auraient donné leurs avis. Aussi les invitait-il à examiner les différents inconvénients qui résultaient de l'imposition de la taille, les abus qui se commettaient et les remèdes qu'il convenait d'y apporter, pour rendre aux sujets du roi la justice qu'ils

(1) AUGER, *Nouveau Code des tailles*, 4^e édit. Paris 1761-1783, 6 vol., tome III, p. 60.

attendaient. Il leur signalait spécialement les abus à réprimer : multiplicité des frais que les officiers des élections et receveurs regardaient comme des « revenants-bons » de leurs charges et qu'ils faisaient payer de préférence à la taille, ce qui retardait le recouvrement de celle-ci ; vénalité des huissiers, receveurs des tailles et officiers des élections ; excès dans les exécutions contre les taillables ; injustices dans l'assiette de l'impôt par suite des manœuvres des contribuables influents ; multiplicité des offices.

Cette lettre ne tarda pas à être suivie d'instructions complémentaires que le duc de Noailles, alors président du Conseil des Finances, adresse aux intendants, en même temps qu'un « projet d'articles pour être insérés dans le règlement qu'on se propose pour la taille proportionnelle ».

Dans un mémoire instructif, il leur rappelle la ferme intention qu'a le Régent de réformer la taille plutôt que d'innover. Pour la rendre juste, le Conseil « n'a eu en vue que d'obliger les collecteurs à se conformer aux règlements qui leur enjoignent de la répartir en leur âme et conscience et en leur ôtant la faculté arbitraire qu'ils ont eue jusqu'à présent et dont ils ne se servent le plus souvent que pour satisfaire leur passion. Dès qu'il sera établi que les contribuables seront certains de leur sort et qu'ils ne pourront être augmentés arbitrairement, ils ne craindront plus de faire valoir leurs biens et leur industrie (1) ».

Le moyen par lequel on espère parvenir à cette péréquation de la taille, c'est d'imposer les biens-fonds dans le lieu où ils sont situés.

Les commissaires nommés par les intendants devaient,

(1) Mémoire instructif. Arch. Nat. G. 7 1130-1131.

dans chaque paroisse, assembler les habitants et leur dire qu'il s'agissait de trouver le moyen de leur procurer la paix, de les délivrer des haines et des injustices qui les ruinaient, de les mettre en état d'asseoir et de payer facilement leur taille et de devenir à leur aise sans crainte d'une surcharge. Après quoi, ils devaient les amener d'eux mêmes à nommer quelques-uns d'entre eux pour procéder au travail de la revision des diverses sources de revenus de chaque contribuable. Ils arriveraient à déterminer avec exactitude et précision les éléments de l'assiette de l'impôt, tant en demandant des éclaircissements aux habitants, qu'ils feraient se contredire les uns les autres, qu'en consultant les notables des paroisses. Alors, en toute connaissance de cause, ils rédigeraient leurs déclarations.

La taille du propriétaire exploitant devait être du double de celle du propriétaire qui affermaient son bien, l'autre moitié étant, dans cette hypothèse, payée par le fermier. La proportion n'était pas immuable, mais donnée seulement comme normale.

Pour l'industrie, il était recommandé aux intendants de ne pas trop s'immiscer dans les affaires des contribuables dans la crainte d'être taxés d'inquisition, mais de former plutôt des classes par métier. La base de l'imposition devait être calculée sur 200 journées de travail.

On ne devait pas faire état des rentes constituées, pour la même raison que « cette nature de biens demeure cachée dans le secret des familles ».

Le projet de règlement sur la taille comportait l'application de tous ces principes :

Taxation des fonds dans le lieu de la situation ; du com-

merce, de l'industrie et de la main-d'œuvre dans le lieu du domicile.

Assemblée des habitants pardevant l'intendant ou le commissaire, qui devaient nommer dix d'entre eux pour travailler à un état des fonds de la paroisse, de l'industrie, de la main-d'œuvre et du commerce.

Répartition de chaque nature de biens-fonds en trois classes.

Taxation des manouvriers et artisans sur la base de 200 jours de travail, de même de ceux qui ne sont ni l'un ni l'autre, ni marchand et qui font quelque profession utile.

Considération à l'égard des malheureux et des infirmes qu'on taxerait entre cinq sous et trois livres.

Cet état devait être fait en deux exemplaires, signés par le commissaire et les habitants choisis ; l'un des originaux resterait en la possession du commissaire qui le remettrait en temps utile au greffe de l'élection, l'autre demeurerait entre les mains du syndic pour être conservé dans la paroisse.

L'ajustement entre la somme portée au mandement et celle formant le total de l'état de la paroisse devait être opéré après déduction de la somme correspondant aux taxes inférieures à trois livres, par une répartition au marc la livre du montant de l'évaluation de chaque source de revenus.

Quant à la forme, le rôle était divisé en trois chapitres :

1°. — Articles des taillables.

2°. — Articles de ceux dont la cote était fixée entre cinq sous et trois livres.

3°. — Exempts et privilégiés avec leur profession, la quantité et la qualité des biens pour lesquels ils seraient imposés s'ils ne jouissaient pas d'un privilège.

Le rôle devait, en outre, porter le taux de l'imposition de l'année par rapport au total des revenus.

Les propriétaires étaient taxés sur le pied de l'évaluation entière du revenu de leurs fonds, tandis que les « admodiateurs » ou fermiers ne l'étaient que pour la moitié, l'autre moitié incombant aux propriétaires. Il n'était fait aucune diminution pour les rentes foncières.

Ces lettres, mémoire et projet ont été envoyés aux intendants les 5 et 6 novembre 1716.

Les réponses de ceux-ci furent, la plupart, favorables au projet de la taille proportionnelle (1).

Foullé de Martangis, intendant du Berry, répond, le 12 décembre, que le système préconisé ne saurait manquer de réussir, qu'il espère même que la noblesse et le clergé ne refuseront pas leur concours aux commissaires. Pour que ceux-ci ne favorisent pas leurs parents et amis, il les fera travailler dans une paroisse autre que celle de leur résidence.

De Basville, intendant du Languedoc, approuve également le projet. « Cependant, remarque-t-il, il faut s'attendre que cette exécution sera difficile, tout ce qui dépend d'un grand nombre de personnes n'a pas ordinairement le même succès. Elles ne sont pas toutes également habiles et bien intentionnées ; d'ailleurs, dès que les commissaires choisis iront dans les communautés et qu'on saura leur dessein, il ne faut pas douter que l'intérêt de chaque parti-

(1) Arch. Nat. G. 7, 1130-1131.

culier ne prévale au bien public, que chacun ne parle que par rapport à ce qui lui conviendra, et que son premier objet ne soit de faire diminuer la portion qu'il paie... Les peuples ne paient les tailles que parce qu'ils savent qu'ils ne peuvent s'en dispenser ; dès qu'ils sauront que la diminution de leur fortune doit être suivie de la diminution de la taille, il est à craindre que la plupart ne s'attachent trop à cette voie, les uns qui auront réellement fait quelque perte en grossiront l'objet, les autres en supposeront, c'est à quoi il faut s'attendre. »

Lescalopier, intendant de Champagne, écrit le 21 novembre au duc de Noailles qu'il profitera de ce que la confection des tableaux de collecteurs, ordonnée par la déclaration du 1^{er} août 1716, a été négligée pour répandre les commissaires et leur faire procéder au travail qu'il réclame. Mais il craint de ne pas trouver d'auxiliaires compétents pour remplir cette mission si on ne leur accorde une gratification sérieuse. « La fonction de parcourir les villages pendant l'affreuse saison de l'hiver et de converser sans cesse avec des manants rusés ou ignorants n'est pas assez flatteuse pour s'en charger gratuitement et sans l'exemple d'une récompense assurée. »

Pernet, intendant de Limoges et Méliand, intendant de Lyon, n'opposent aucune objection à la **nouvelle** méthode.

Le Gendre, intendant de la généralité d'Auch, où la taille est réelle, ne pense pas qu'on puisse y appliquer la taille proportionnelle, qui est organisée pour les pays de taille personnelle.

Chauvelin, à Tours, voit surgir de nombreuses difficultés dans l'application du projet.

L'évaluation des terres ne sera pas aisée et pour qu'elle fût juste, il faudrait la reprendre tous les ans. En admettant même qu'elle pût durer plusieurs années, son rapport avec le produit du commerce ou de l'industrie varierait chaque année. Même difficulté pour l'évaluation de l'industrie et du commerce.

Enfin, il prétendait que la taille proportionnelle ne saurait s'accorder avec la conservation des privilèges et exemptions, les terres passant des mains des nobles entre celles des taillables et réciproquement.

C'est, surtout, de Courson, dans sa généralité de Bordeaux, qui ne voit pas la taille proportionnelle d'un œil favorable.

Il conçoit qu'elle puisse très bien s'appliquer dans d'autres généralités que la sienne, dans celle de Paris, par exemple, où les gens sont, d'une part, plus aisés, et d'autre part, où les paysans ont plus de savoir et d'intelligence.

« Rien n'est plus beau, écrit-il, que les règlements qui ont été faits sur les tailles, il semble qu'ils préviennent toutes les injustices qui se peuvent faire dans la répartition. Cependant, ils sont en quelque manière inutiles dans la généralité de Bordeaux et n'empêchent pas les abus surtout dans les pays de taille personnelle parce qu'ils ne sont point exécutés, et ils ne sont pas exécutés parce qu'il en coûterait plus au paysan pour se plaindre qu'il n'en pourrait retirer de la justice qu'on lui rendrait. »

La taille proportionnelle est, à son avis, impossible dans les pays de taille personnelle à cause des changements fréquents qui surviennent dans l'état des taillables, ce qui obligerait à des répartitions annuelles.

Il ajoute : « L'ignorance et la rusticité des paysans est si grande que, dans plusieurs paroisses des Landes, qui composent une partie de l'élection de Bordeaux, on n'a jamais pu leur faire avoir d'autres rôles que des bâtons sur lesquels ils font des marques, et ce sont les paroisses où la répartition de la taille est faite avec le plus de justice ».

Et voici comment il conclut : « Je conviens qu'il y a des abus dans la répartition de la taille ; quand ils viennent à la connaissance d'un intendant, il peut y mettre facilement ordre lors du département en faisant des taxes d'office. Après tout, à quoi se réduisent ces abus ? Il y a peut-être tout au plus 150 taxes qui ne sont pas faites avec justice dans toute la généralité sur près de 150.000 taillables. Cela vaut-il la peine d'alarmer les peuples autant qu'ils le seront par un si grand changement dans un temps où, sans même qu'il y ait aucune nouveauté, on a bien de la peine à les contenir ».,

Somme toute, l'enquête avait fourni des résultats satisfaisants. Aussi le Conseil d'Etat du roi rendit-il, le 19 décembre 1716, un arrêt pour l'établissement de la taille proportionnelle, suivant les bases qui ont été précédemment indiquées.

A la suite de cet arrêt, l'intendant de Champagne Lescaopier écrivit de nouveau au duc de Noailles, le 20 janvier 1717, pour lui envoyer la copie d'une instruction qu'il avait faite pour les commissaires ainsi qu'un modèle de rôle. Il déclarait au président du Conseil des Finances qu'il attendait son approbation et ses dernières instructions pour entreprendre la réforme et distribuer aux commissaires, deux mois de gratification d'avance à raison de 150 livres

par mois ; le premier mois devant être versé au départ et le second « dans le temps qu'il jugera convenable pour aider la subsistance et ranimer l'émulation ».

Dans son instruction, il prend prétexte de ce que les prescriptions de la déclaration du roi du 1^{er} août 1716 n'ont pas été observées pour envoyer des commissaires afin de « réparer la négligence des communautés en retard et suppléer à l'incapacité de celles qui n'ont point travaillé utilement ».

Conformément aux prescriptions du projet du Conseil, il ordonne l'assemblée des habitants de chaque paroisse en présence des commissaires. Il invite ceux-ci à instruire les collecteurs de la manière dont ils devront s'y prendre, en leur faisant remarquer qu'on désire qu'ils se conforment aux règlements qui leur enjoignent de répartir la taille « en leur âme et conscience ». Il faut « leur imposer l'heureuse nécessité de ne pouvoir s'écarter de la justice, en leur ôtant la faculté arbitraire dont ils ont si souvent abusé pour satisfaire leur passion ».

Chaque commissaire doit veiller à la confection régulière du tableau et s'enquérir des différents revenus de la paroisse.

Pour les biens-fonds, il se renseignera sur la quantité de chaque espèce de biens, qu'il divisera en trois classes, dont il fixera le prix, d'accord avec les anciens habitants.

Il ne doit y avoir aucune diminution pour les rentes.

Le revenu des maisons, clos, moulins et « autres sortes de biens d'une espèce singulière » doivent être évalués aussi justement que possible.

Celui du travail des manouvriers sera basé sur le prix

des journées, à raison de 200 journées de travail par an et en faisant la moyenne entre les journées d'hiver et celles d'été.

Celui des artisans sera établi de la même façon.

Le commissaire doit taxer le commerce et la grosse industrie, d'après leur bénéfice supposé, sur le rapport des habitants choisis. « Comme il entre dedans beaucoup de casuel, le commissaire observera d'en ménager l'évaluation » ordonne l'instruction.

Ces renseignements obtenus, le commissaire, après avoir vu l'ancien rôle, établit le nouveau.

Dans le premier chapitre, il doit porter les taillables de la paroisse.

Dans le deuxième, les taillables demeurant hors de la paroisse, pour tous les biens qu'ils y tiennent en propriété ou autrement.

Dans le troisième, les exempts ou privilégiés domiciliés ou non dans la paroisse, en indiquant le lieu de leur demeure. Le commissaire ne doit, d'ailleurs, les exempter que jusqu'à concurrence de leurs privilèges et exemptions.

Dans le quatrième, tous les héritages, maisons et fonds abandonnés et les terres vaines et vagues.

Ce rôle doit être établi en trois originaux signés par le commissaire et les anciens de la paroisse. Il y en aura un pour l'intendant, un pour le commissaire et un pour le syndic.

L'instruction ajoute : « Pour réussir, il faut poser des questions fort simples aux paysans sur la forme des baux, sur la bonté du terroir, le nombre des arpents, journaux ou autre mesure en usage, sur ce qu'ils gagnent communé-

ment par jour et sur tous les autres détails qui font l'objet du projet, en leur insinuant toujours qu'il s'agit de faire justice à tout le monde et d'estimer les choses ce qu'elles valent ».

Enfin, elle termine en conseillant de faire contredire les taillables et de consulter les curés, gentilshommes et autres personnes dignes de foi.

Nous donnons ci-contre le modèle du rôle que l'intendant Lescalopier joignait à son instruction.

Quel fut le sort de la taille proportionnelle ?

Malgré un certain engouement, dans ses débuts, elle ne tarda pas à tomber dans le discrédit.

En Champagne, pas plus qu'ailleurs, la réforme ne fut de longue durée. Elle ne prit pas même d'importantes proportions.

Le système, appliqué dans quelques paroisses, le fut trop peu de temps pour qu'on pût en apprécier les effets.

Pourquoi cet échec ?

Il y a lieu de croire que c'était, surtout, dans le but de plaire au Régent et de s'attirer ses faveurs que les intendants avaient accueilli le nouveau mode d'assiette de la taille avec beaucoup d'empressement. Leur zèle ne dura pas devant les multiples difficultés qu'ils rencontrèrent et qui firent avorter l'entreprise.

Bien que les causes de l'échec soient complexes, on peut les ramener à celles-ci :

1° La difficulté qu'éprouvaient les intendants à s'entourer de commissaires suffisamment capables et assez dévoués pour procéder au travail.

2° L'hostilité des paysans pour une innovation. Si, dans

Taille Proportionnelle GÉNÉRALITÉ DE CHAMPAGNE

ÉTAT DES BIENS-FONDS, MAIN-D'ŒUVRE ET
 Election de..... INDUSTRIE DE LA PAROISSE DE..... POUR
 SERVIR A L'ÉTABLISSEMENT DE LA TAILLE
 Paroisse de..... PROPORTIONNELLE

Noms des différentes mesures en usage pour les biens-fonds de la paroisse		Évaluation générale du revenu des différentes espèces de biens-fonds sur le pied du loyer ordinaire			Réduction de ces différentes mesures à l'arpent de Paris
Espèces de biens-fonds	Noms des mesures	Biens de la 1 ^{re} classe	Biens de la 2 ^e classe	Biens de la 3 ^e classe	
de terres labourables...	quartel	20 L	40 L	5 L	Les 2 font l'arpent de Paris.
de vignes.....	journée	60 L	30 L	15 L	Les 4 à 1/5 près
de prés.....	fauchée	12 L	6 L	3 L	Les 3 — —
de bois.....	arpent	30 L	15 L	7 L 10 S	C'est le même.

La journée du manouvrier ou journalier est en été de..... 18 s
 Celle d'hiver de..... 12 s

La moitié pour le prix commun est de..... $\frac{30}{2}$ 15 s

Ainsi le revenu ou gain du manouvrier à raison de 200 jours par an
 seulement monte à..... $15 \times 200 \text{ j.} = 3000 = 150 \text{ L}$

La même opération se fera pour les artisans conformément à l'article 7 de l'instruction.

L'évaluation du commerce et de l'industrie se réglera sur le produit annuel de chaque profession suivant l'article 8.

CHAPITRE I. — BIENS POSSÉDÉS PA

Noms - Surnoms Qualités Professions - Métiers Commerce ou Industrie des habitants	Première classe Evaluation des biens-fonds et des revenus de quelque nature qu'ils soient possédés en propre, à loyer ou autrement	Deuxième classe Evaluation des biens-fonds et des reven de quelque nature qu'ils soient, possédés en propre, à loyer ou autrem
Simon Brunet, la- boureur d'une char- rue possède.....	4 quartels de terre affer- més..... 40 ^l 3 fauchées de prés en propre évaluées..... 10 ^l 1 étang affermé..... 100 ^l 1 maison avec grange et écurie en propre éval. 5 ^l 1 arpent de vigne affermé 60 ^l 235 ^l	6 quartels de terre affer- més à 1/2 évalués.... 4 2 arpents de vignes en propre évalués..... 60 2 arpents de vigne loués 60 1 moulin asfermé..... 10 208 (1)
Jean Leduc, charron n'a que son métier évalué par an	néant	—
Hubert Le Gros, ca- baretier possède.....	1 grande maison en pro- pre et dépendances évaluée..... 60 ^l	—
Ledit a son cabaret évalué à.....		
Bernard Le Jeune, manouvrier.....	néant	—
etc.		
Totaux	450 ^l	257

CHAPITRE II. — BIENS POSSÉDÉS PAR DI

CHAPITRE III. — BIENS POSSÉDÉS PAR
DOMICILIÉS.

CHAPITRE IV. — BIENS ABANDONNÉS

(1) Le total est faux.

TAILLABLES DANS LA PAROISSE

Troisième classe évaluation des biens-fonds et des revenus de quelque nature qu'ils soient dés en propre, à loyer ou autrement	Evaluation des produits de l'in- dustrie, du com- merce ou trafic des arts et mé- tiers de la main- d'œuvre	Total du revenu de chaque habitant, soit en fonds, soit en industrie, commerce, etc.	Cote de chaque habitant au rôle de la taille de 1716 ou 1717	Observations particulières
Bois de bois affer- rés..... 50 L Bois de vigne loués 30 L Bois d'environ 4 quar- rels loués à rente.... 25 L Maison en propre qu'il y a .. 11 L 116 L		559 L	5 L	
—	200 L	210 L	4 L	
Partiels de terre loués 5 L	400 L	465 L	25 L	
—	100 L	100 L	2 L	
124	1100	1931.10	97.10	

TAILLABLES HORS DE LA PAROISSE.

PREMIERS ET PRIVILÉGIÉS DOMICILIÉS OU NON

TERRES VAINES ET VAGUES.

quelques rares régions, comme nous allons le voir pour la dîme royale, les taillables acceptèrent la réforme avec joie, dans la plupart, au contraire, l'appréciation de Forbonnais restait toujours vraie (1).

3° L'hostilité, surtout, de ceux qui avaient intérêt à ce que la répartition de l'impôt ne se fît pas plus équitablement. C'étaient les nobles qui profitaient de leur influence pour faire modérer la cote de leurs fermiers et pouvoir ainsi affermer leurs terres dans des conditions plus avantageuses. C'étaient aussi les gros taillables, qui jouissaient d'ordinaire d'une certaine puissance et qui l'utilisaient pour se faire taxer à des sommes bien moindre que celles qu'ils auraient dû supporter. Les uns comme les autres **perdaient, de ce fait, l'influence que leur procurait, dans la répartition de l'impôt, leur autorité ou leur crédit.**

4° Et surtout, ce qui sera la pierre d'achoppement du système, le vice sur lequel nous aurons l'occasion de revenir plus longuement, c'était l'impossibilité où les commissaires se trouvaient d'obtenir des contribuables des déclarations exactes.

Sans doute, aussi, les finances de l'Etat étaient-elles trop obérées pour qu'on pût engager les subsides que la

(1) FORBONNAIS, *Recherches et considérations sur les finances de la France depuis 1595 jusqu'à 1721*. Liège 1758, 6 vol. A propos de l'imposition du sou par livre sur toutes les denrées, levée en 1596 par Sully, il écrit : « Véritablement, il convient au législateur de se conformer à la disposition des esprits, et nul changement ne peut réussir en aucun pays s'il n'est préparé. Le meilleur de tous les expédients est d'introduire successivement la réforme dans quelques endroits et de la faire désirer dans les autres par l'autorité que lui acquiert le succès. La confiance est le sceptre par lequel il sied le mieux aux souverains de régir leurs sujets ». T. 1^{er}, p. 50.

mise en route du système et la rétribution d'un personnel de commissaires très difficile à recruter eussent exigés.

Peut-être, enfin, le Régent était-il moins empressé à satisfaire le peuple. En 1715, il avait besoin de se rendre populaire, dans la crainte où il était de se voir supplanter par les Légitimés. Il savait qu'une réforme de la taille ne pouvait qu'être accueillie favorablement par le peuple.

Quant, après avoir fait casser par le Parlement le testament de Louis XIV, il n'eut plus à redouter l'arrivée du duc du Maine au pouvoir, peut-être alors eut-il moins à cœur de soulager ses sujets par la réforme de la taille ?

Dans la généralité de Paris, pourtant, un effort sérieux fut tenté. Au dire de Saint-Simon (1), il ne fut pas dépensé moins de 800.000 livres pour mener cette entreprise à bien. Mais, pour toutes les raisons qui viennent d'être exposées, le résultat fut loin d'être aussi brillant qu'on l'attendait. En l'occurrence, le gouvernement semble n'avoir pas fait preuve d'une grande constance et s'être rebuté dès qu'il vit que son essai ne réussissait pas du premier coup.

Sitôt qu'ils ne se sentirent plus soutenus, les intendants des autres généralités ne tardèrent pas à imiter un exemple que, tout naturellement, ils étaient enclins à suivre. N'était-ce pas, pour eux, s'attirer les inimitiés des grands que de s'obstiner à appliquer la taille proportionnelle ?

Il y eut, cependant, des régions où l'on obtint des résultats satisfaisants.

Forbonnais raconte tout au long les fêtes qui furent

(1) DUC DE SAINT-SIMON, *Mémoires*. Paris, Hachette, 1857, t. 15, p. 243.

célébrées à Lisieux et à Evreux, à l'occasion de la mise en application de la taille proportionnelle.

En 1719, M. de Silly fit un essai en Normandie qui semble avoir réussi également bien. Toutes les communautés réclamaient la taille proportionnelle et celles qui l'avaient faisaient l'impossible pour la conserver, prétendant, comme l'écrivait Goujon de Gasville au duc de Noailles, que c'était ainsi s'assurer un recouvrement sans aucun frais, faire cesser les haines et les divisions que l'arbitraire des collecteurs engendrait et contenter les habitants qui étaient enchantés d'être affranchis de la collecte (1).

Ce ne sont là, malheureusement, que de rares exceptions.

Devant cet échec, on tenta alors de mettre en pratique, dans la généralité de la Rochelle (2), le système proposé par le maréchal de Vauban. Malgré de nombreuses oppositions, surtout de la part de la noblesse, du clergé et des gens de justice, la dîme royale fonctionna un certain temps avec succès, grâce au zèle de Renau d'Eliçagaray, commissaire du roi pour son organisation. Mais il mourut inopinément en 1719. Son œuvre ne lui survécut guère.

Trop de personnages influents avaient intérêt à son échec. De plus, ce système comportait tous les inconvénients d'un mode de perception en nature ; difficulté de rassembler les produits et surtout de les écouler ensuite ; vexations et fraudes des adjudicataires, qui accablaient les paysans et s'enrichissaient sur le produit de l'impôt (3).

(1) Arch. Nat. G. 7, 1130-1131.

(2) A la Rochelle, Saintes, Saint-Jean-d'Angély, Marennes, arrêts du Conseil du 20 juin 1718.

(3) Dans l'élection de Niort — arrêt du Conseil du 31 Janvier 1718, l'essai réussit mieux et se prolongea jusqu'en 1723.

De nombreuses communautés réclament l'application du nouveau mode de perception de l'impôt. Le fait est que les contribuables sont tellement excédés de la taille qu'ils ne doutent pas que, quelque autre moyen qu'on emploie pour faire rentrer l'impôt, il puisse s'en trouver un qui soit plus défectueux. Ainsi en témoigne une requête des habitants de la ville et de l'élection de Saint-Etienne-en-Forêt, dans la généralité de Lyon, pour obtenir l'établissement de la dîme royale. « La taille, écrivent-ils, nous accable, le marchand languit, le bourgeois ne peut plus subsister, l'artisan armurier, la plupart, et le laboureur sont dans la dernière indigence, le tout à cause de la foule de privilégiés et communautés contre laquelle nous ne saurions plus tenir » (1).

Le 5 décembre 1719, il y était répondu qu'avant de faire une autre épreuve, le roi voulait savoir si l'essai tenté dans la généralité de la Rochelle aurait du succès.

Désappointé de l'échec de la taille proportionnelle, le Conseil craignit de donner de l'extension à la dîme royale, qui, malgré ses défauts, était encore bien meilleure que la taille arbitraire.

Ainsi avortèrent les beaux projets du Régent. Voici comment Saint-Simon juge cette tentative d'assainissement de la taille. « Tous ces essais furent funestes, par la dépense qu'ils causèrent sans aucun succès. Soit que les projets fussent vicieux en eux-mêmes, soit qu'ils le devinssent par la manière de les exécuter, peut-être encore par les obstacles qu'y semèrent l'intérêt et la jalousie de la cruelle gent financière, toujours appuyée des magistrats des finances, il

(1) Arch. Nat. G. 7, 1130-1131.

est certain que les bonnes intentions du Régent, qui en cela ne cherchait que le soulagement des peuples, furent entièrement trompées, et il en fallut revenir à la manière ordinaire de lever les tailles » (1).

Qu'importe, l'idée est lancée. Quinze ans ne passeront pas qu'elle sera reprise et revivifiée par le contrôleur général Orry et les intendants de Champagne.

(1) DUC DE SAINT-SIMON, *op. cit.*, tome 15^e, p. 243.

CHAPITRE III

LA TAILLE TARIFÉE EN CHAMPAGNE LES PRINCIPES

La Régence ayant été impuissante à réformer la taille, on retomba dans les mêmes errements que précédemment, et les nombreux abus qui faisaient la plaie de cet impôt, continuèrent de subsister. Ils en faisaient même partie inhérente à un point tel que beaucoup ne voyaient pas d'autres moyens de les supprimer qu'en abolissant la taille elle-même.

Pas plus, d'ailleurs, qu'il n'avait pu mener à bien sa tentative d'amélioration, le Pouvoir n'était capable de faire respecter les nombreux règlements, qui, si on les avait observés, auraient suffi à rendre équitables l'assiette et la répartition de la taille. La fréquence même des édits et des déclarations à ce sujet suffisent à démontrer la vanité de leurs prescriptions.

Une nouvelle déclaration du 9 août 1723 sur la nomina-

tion des collecteurs, qui confirme celles des 1^{er} août 1716 et 24 mai 1717, subit le même sort que les précédentes. On voit bien les remèdes au mal, mais on est impuissant à les faire appliquer.

Ainsi continuent les excès de toutes sortes qui, par une conséquence toute naturelle, tendent plutôt à s'accroître qu'à diminuer. Une nouveauté contribue pour beaucoup à aggraver le mal. C'est celle qui, par la déclaration du 17 février 1728, accorde aux taillables la faculté de se faire imposer dans la paroisse de leur domicile. Jusqu'alors tous les biens avaient été taxés dans le lieu de leur situation, de sorte que, si un taillable était propriétaire d'immeubles sur le territoire de diverses paroisses, il était cotisé dans chacune d'elles en raison des biens qu'il y possédait. C'était la façon la plus rationnelle de les imposer. Avec le nouveau procédé, en effet, la porte était ouverte à la fraude déjà tant en faveur à l'époque. En usant de cette faculté, il était facile aux taillables de dissimuler une partie des biens qui leur appartenaient en dehors de leur domicile ; d'autant que les agents du fisc ne communiquaient pour ainsi dire pas entre eux et qu'ils ne possédaient pas tous les moyens de recoupement, que, de nos jours, leurs successeurs ont à leur disposition.

En fait, les contribuables ne manquèrent pas de profiter de la belle occasion qui leur était offerte et, de toutes parts, les abus ne tardèrent pas à être dénoncés.

Ceux qui en profitèrent le plus, sinon exclusivement furent, évidemment, les gros taillables qui, presque les seuls, étaient propriétaires d'immeubles sur le territoire de différentes paroisses. De sorte que cette mesure se retourna

encore contre les petites cotes, au détriment de qui les dissimulations étaient faites.

Cette seule raison était suffisante pour que la déclaration de 1728 fût mal jugée par le peuple. Il faut y ajouter encore un reproche ; c'est la crainte **dans laquelle se trouvaient** les taillables d'une paroisse de voir les plus imposés d'entre eux partir dans une autre paroisse et s'y faire taxer. Ces changements de domicile entraînaient, pour ceux qui restaient, une augmentation de taille, l'année suivante. Les autres le savaient et en profitaient pour se faire imposer moins qu'ils n'auraient dû l'être. Cette épée de Damoclès menaçait les collecteurs, et on la leur rappelait, chaque fois qu'ils montraient quelques velléités de résister aux prétentions des contribuables influents.

Et le ministère du cardinal de Fleury se passa sans que le régime fût amélioré.

Le 30 mars 1730, Le Pelletier Desforts fut remplacé au Contrôle des finances par Orry, intendant de Lille, ancien intendant de Soissons et de Perpignan.

La question des impôts en général et de la taille en particulier le préoccupait.

« Orry fit d'abord rendre l'arrêt du 7 juillet 1733 remettant en vigueur les prescriptions tombées en désuétude des édits de 1600 et 1634 et autres plus récents qui enjoignaient aux collecteurs de mentionner sur les rôles le détail des facultés des taillables, biens propres, biens exploités pour le compte d'autrui, nombre de charrues, de têtes de bétail, rentes actives, industries, etc... la **taxation in globo** et sans indication de bases, qu'ils préféraient comme plus simple

et plus vite faite, leur permettait de commettre impunément toutes sortes d'injustices.

Bien appliqué, cet arrêt eut prévenu les abus les plus graves, obligé les collecteurs à ne rendre pour ainsi dire que des sentences motivées, empêché les complaisances ou les rigueurs par trop scandaleuses, procuré en tout cas un moyen de les faire apparaître et corriger. Mais, comment astreindre à ce détail des collecteurs pour la plupart illettrés, obligés de faire faire leurs rôles, et, par conséquent désireux de les faire faire aussi rapidement et aussi économiquement que possible, soumis à l'influence de gros contribuables qui ne se souciaient pas de voir leurs facultés ainsi détaillées et mises à jour, entourés de petites gens qui ne s'en souciaient pas davantage, et qui, eux aussi, avaient peur de la lumière ?

Aussi l'arrêt du 7 juillet 1733 eut-il le sort commun aux autres prescriptions antérieures sur la même matière, il fut mal ou ne fut pas exécuté » (1).

Cet arrêt n'était qu'un prélude à la restauration de la taille tarifée. De l'un à l'autre, il n'y avait pas loin : un nom tout au plus, car qu'est-ce que la taille tarifée sinon la taille assise sur chaque contribuable en tenant compte de toutes les sources de ses revenus ? Aussi, en même temps qu'il essayait de régénérer la taille, le contrôleur général engageait-il les intendants à entreprendre de nouveaux essais de taille tarifée, en leur faisant remarquer que ces essais n'avaient rien de contraire aux ordonnances royales, mais que leur application découlait tout naturellement de

(1) MARION, *Histoire Financière de la France depuis 1715*. T. I^{er}, p. 162.

la stricte observation des prescriptions du Pouvoir. « En effet, écrit-il à l'intendant de Champagne (1), les collecteurs sont obligés par tous les règlements à faire ce que l'on propose d'exiger d'eux plus particulièrement, qui est de répartir la taille sur tous les contribuables proportionnellement à leurs facultés. Pour voir s'ils remplissent à cet égard l'obligation qui leur est imposée, il n'est question que de les obliger à prendre d'eux-mêmes toutes les connaissances nécessaires pour faire leur répartition avec justice et à faire connaître la règle qu'ils ont suivie en exigeant d'eux qu'ils inscrivent dans le rôle la valeur et les facultés qu'ils connaissent à chacun des contribuables et les proportions dans lesquelles ils imposent ces facultés. »

Orry laissait aux intendants toute initiative, leur confiant le soin de s'en rapporter à ce qui avait déjà été tenté (2).

En Champagne, comme dans les autres généralités l'appel du contrôleur général ne fut pas vain. C'était alors l'intendant Le Pelletier de Beaupré (3), successeur de Lescalopier depuis 1730, qui administrait la généralité.

Il se consacra tout entier à ce travail ardu et arriva par sa tenacité et son zèle à instituer un système de répartition

(1) Lettre du 19 mai 1738, Arch. Marne C. 763.

(2) Pour les résultats du nouvel essai dans les différentes provinces, voir PAULTRE, *op. cit.*, 2^e partie, Ch. II.

(3) Le Pelletier (Charles-Etienne), Seigneur de Beaupré, né le 27 Juillet 1702, mort vers 1760, Conseiller au Parlement 28 janvier 1722, Maître des Requêtes, le 11 septembre suivant, succéda à Lescalopier comme intendant de la province de Champagne en 1730. En janvier 1749, il est nommé Conseiller d'Etat et en 1753 premier Président du Grand Conseil pendant 4 ans, d'après AMÉDÉE LHOTE. *Documents pour servir à l'histoire des Intendants de Champagne*, 1879.

de la taille, propre à la Champagne, qui, en dépit des difficultés qu'il rencontra, put subsister jusqu'à la chute de l'Ancien Régime, alors que, dans la plupart des autres généralités, la tentative d'Orry n'eut pas de résultats durables.

Sous la Régence on avait parlé de « taille proportionnelle », il s'agit maintenant de « taille tarifée ». Malgré la différence de termes, rien n'est changé, comme on pourrait être tenté de le croire. Pas de nouveaux principes. Les deux mots sont synonymes : la seconde expression est celle qu'a employée l'abbé de Saint Pierre et c'est celle qui a prévalu.

La taille tarifée est un impôt dont l'assiette au lieu d'être arbitraire, est faite en tenant compte des revenus de chacun. On s'occupe des revenus et non de la fortune des contribuables. Chaque source de revenus est imposée suivant un tarif qui lui est propre. C'est un impôt sur les revenus et non un impôt sur le revenu global. On peut le comparer à nos impôts cédulaires actuels, par opposition à notre impôt général sur le revenu. A vrai dire, à l'époque, la principale source de richesse est la terre sous ses différents aspects. On fait peu de cas de l'industrie et du commerce qui sont encore peu développés. Il en résulte qu'alors que l'imposition des immeubles est minutieusement réglée, celle de l'industrie et du commerce l'est d'une façon beaucoup plus imprécise.

Voilà le principe. Nous allons voir comment on allait procéder dans le détail.

Une première question se pose : Par quel moyen arriverait-on à connaître les différents revenus de chacun ?

C'est surtout pour la terre, richesse essentielle, que le problème s'est présenté. Deux systèmes ont été préconisés

et mis en pratique. L'un et l'autre a ses avantages et ses inconvénients. Ce sont : l'arpentage et la déclaration des taillables.

De prime abord, il semble que le premier doive être préféré au second pour cette raison qu'il est plus précis. Encore qu'une telle raison, pour vraisemblable qu'elle soit, ne présente pas toute l'exactitude qu'on pourrait supposer, elle n'est pas sans entraîner de très gros frais de réalisation. C'est là la principale objection qu'on peut soulever contre le procédé.

L'idée d'un cadastre général des terres du royaume n'était pas neuve. Depuis longtemps il en était question (1). Mais le pouvoir royal ne disposait pas des subsides suffisants pour procéder à ce travail de longue haleine, qui n'a pu être repris que sous Napoléon I^{er}.

Pour se rendre compte de l'importance de l'entreprise, qu'on pense qu'il a fallu plus de quarante années pour effectuer ce cadastre, qui, commencé en 1807, n'a pu être terminé qu'en 1850. Si seulement, une fois fait, il avait été dressé exactement et pour toujours. On peut, sans pessimisme, croire que le cadastre d'alors aurait été loin d'atteindre le degré de perfection souhaitable. L'expérience l'a d'ailleurs prouvé (2).

Mais, aussi, pour être utile et juste un cadastre doit être tenu au courant des mutations de propriété, d'une part, et des changements de culture, d'autre part, qui, incessamment, viennent le modifier.

(1) Le Compois Terrien sous Charles VII est une première tentative de cadastre.

(2) En Limousin, voir *infra*, Ch. VI, p. 190.

On sait les difficultés qu'on éprouve actuellement pour tenir au courant notre cadastre, qui fourmille d'erreurs. Cela tient à l'incurie des propriétaires fonciers qui négligent, bien souvent, de faire opérer les mutations survenues à leurs cotes. On imagine alors aisément combien inexact aurait été, à la fin du règne de Louis XV, le travail qui aurait été établi au début de son règne.

Pour ces raisons, en Champagne, Le Pelletier de Beaupré préféra employer le système des déclarations plutôt que celui de l'arpentage. Certes, il pouvait y avoir des déclarations infidèles, mais on tendrait à les diminuer en exigeant le serment des déclarants suspects et en ordonnant l'arpentage à leurs frais au cas où la fraude serait reconnue.

D'ailleurs, cet intendant pensa, malgré tout, à la confection d'un cadastre. C'est ce qu'il écrivit au contrôleur général Orry (1). Mais il se rebuta vite parce que le travail eut été très long et très difficile, étant donné le peu de moyens dont il disposait et surtout parce que, le clergé et la noblesse s'étant refusés ouvertement à l'exécution du cadastre, il lui sembla impossible de vaincre cette résistance ; aussi crut-il inutile d'entreprendre un travail qui n'aurait pas été complet.

Ce principe adopté, les avis divergeaient sur le point de savoir si les déclarations seraient ou non obligatoires.

Dans son « Mémoire pour l'établissement de la taille proportionnelle », l'abbé de Saint-Pierre, qui était le guide en la matière, s'était prononcé ouvertement pour le principe

(1) Dans sa lettre du 3 septembre 1739, Arch. Marne C. 763.

de la déclaration facultative. D'après lui, on devait laisser les taillables entièrement libres de souscrire une déclaration de leurs différents revenus. Mais, pour être affirmé aussi franchement, son principe ne s'en trouve pas moins, par la suite de son ouvrage (1), singulièrement amoindri par les dispositions, qui, sans le contredire ouvertement, viennent lui enlever une partie de sa force. C'est ainsi qu'il propose des avantages pour les déclarants bénévoles alors qu'il prévoit des surtaxes qu'on infligera aux non-déclarants.

Quoiqu'il en soit, l'intendant Le Pelletier crut préférable de ne pas suivre, sur ce point, les errements de son maître. Il ne laissa pas le choix à ses administrés.

Il prescrivit que les déclarations seraient obligatoires, et, pour sanctionner ce principe, il prit des mesures contre les non-déclarants et contre les faux-déclarants. Pourtant, dans la correspondance suivie qu'ils échangèrent au sujet de la mise en application de la taille tarifée en Champagne, on peut voir que le contrôleur général n'était pas du même avis que l'intendant de Champagne. Il préconisait, le système de l'abbé de Saint-Pierre. Mais Le Pelletier tint bon, alléguant que, depuis plusieurs années qu'il avait entrepris des essais de taille tarifée, il avait prescrit l'obligation des déclarations et que cela n'avait pas soulevé de difficultés ; que, puisque les habitants commençaient à s'y habituer, il ne croyait pas bon de changer de méthode ; que, d'ailleurs, le travail des collecteurs était déjà suffisamment ardu pour qu'on y apportât cette difficulté nouvelle (2).

(1) Dans l'édition de 1723.

(2) Lettre à Orry du 22 juillet 1737, Arch. Marne C. 763.

Aussi Le Pelletier de Beaupré continua-t-il comme il avait commencé, en maintenant l'obligation des déclarations, ce qui, sans contredit, facilita la tâche des commissaires. Nous verrons qu'en Limousin l'intendant Aubert de Tourny fit de même.

Un autre problème était à résoudre. Quand la consistance des biens était établie, il fallait leur donner une évaluation. Sur quelles données, se baserait-on, pour procéder à ce travail ?

S'en tiendrait-on à la valeur vénale des biens déterminée d'après les actes authentiques de vente, aux estimations faites par l'assemblée générale des habitants ou aux baux ?

Le premier mode était, certes, le plus près de la réalité, surtout quand les ventes avaient lieu aux enchères publiques, car alors il n'y avait pas à craindre les contre-lettres, qui, dans les ventes amiables, surtout, celles sous seings privés, tendaient à frauder sur le prix. Mais les transactions immobilières n'étaient pas suffisamment nombreuses pour servir de base d'évaluation aux terres d'une paroisse donnée. On ne pouvait utiliser celles qui avaient faites que pour les terres de même nature qui se trouvaient à proximité. C'est pourquoi, bien que présentant le plus de garantie, ce procédé ne pouvait être employé que pour une faible proportion des immeubles à évaluer et l'on devait, pour les autres, recourir à l'estimation des habitants ou aux baux.

Les baux étaient beaucoup plus nombreux que les contrats de vente, on aurait donc pu, plus facilement, s'y référer pour estimer les terres. Pourtant, l'intendant se montra moins disposé à s'y rapporter. Voici les raisons qui l'en détournèrent. Il prétendait, d'abord, que, suivant l'habi-

leté du propriétaire, des biens d'égale valeur étaient affermés à des prix différents, puis qu'il y avait dans la plupart des baux des prestations en nature qu'il serait difficile d'évaluer ; que, dès qu'on saurait que les baux devraient servir de base, bailleurs et fermiers s'entendraient pour déclarer un loyer moindre ; qu'enfin, cette façon de procéder amènerait souvent des changements dans la répartition, le renouvellement des baux étant assez fréquent.

C'est pourquoi il recommanda à ses commissaires de ne se servir des baux qu'à défaut de tout autre mode d'évaluation et de préférer s'en tenir aux déclarations des habitants, contrôlées par des experts, si besoin était.

Sur ce point encore la méthode suivie en Champagne diffère de celle préconisée par le « promoteur de la taille tarifée ». Celui-ci admettait que les baux fissent foi pour les déclarations de la valeur des biens, sous cette réserve, cependant, qu'on tint compte des contre-lettres. Nous verrons également que, lorsqu'ils entreprirent la réforme de la taille dans la généralité de Paris en 1768, les Bertier de Sauvigny firent procéder à l'évaluation des terres sans tenir compte des baux (1).

Comme la réforme ne fut pas tentée par l'autorité royale, mais seulement conseillée par elle, ce n'est pas dans ses édits ou ordonnances qu'il faut chercher, pour cette époque du moins, les principes de la taille tarifée. Ils sont contenus dans les instructions que les intendants de Champagne adressaient aux commissaires des tailles pour leur

(1) Paultre, *op. cit.* p. 157, prétend que c'était une innovation de Bertier de Sauvigny.

donner les directives suivant lesquelles ce nouveau mode de répartition de la taille devait être appliqué.

Ce sont les instructions ou ordonnances de 1738, 1740 et 1747 de l'intendant Le Pelletier de Beaupré, puis l'ordonnance de 1749 de son successeur l'intendant Caze de la Bove.

De tous ces documents, c'est, sans contredit, l'instruction de 1740 qui est le plus important.

Elle s'intitule : *Instruction pour les commissaires chargés du travail de la taille tarifée dans le département de Champagne pour 1740.*

Elle est divisée en trois parties qui comprennent :

La première : les dispositions préliminaires à prendre par le commissaire aussitôt la réception des ordres de l'intendant.

La seconde : les opérations qu'il sera tenu de faire pour parvenir à la fixation des estimations et des tarifs de chaque nature de biens, commerces et vacations.

La troisième : la forme de l'imposition.

Enfin, elle est suivie d'un modèle de rôle.

Le dispositif des autres instructions est sensiblement le même. Quoiqu'il en soit, celle de 1740 peut être considérée comme la clef de voûte du système de la taille tarifée en Champagne.

Pourquoi celle-là plutôt qu'une autre ?

Parce que l'instruction de 1738 étant le premier travail de l'intendant Le Pelletier sur la matière est moins complète. A voir fonctionner le système, il se rendit compte des points qui avaient besoin d'être précisés, des prescriptions qui étaient le plus souvent enfreintes et sur lesquelles il y

avait lieu d'attirer l'attention des commissaires. Aussi deux ans après sa première instruction, il en publia une seconde plus générale, qui contient tous les principes de la taille tarifée.

Parce que, d'autre part, les ordonnances de 1747 et 1749 ne sont que des rééditions de l'instruction de 1740, à laquelle elles apportent seulement quelques retouches de peu d'importance.

Sans étudier chacune de ces instructions en détail, ce qui nous entraînerait forcément à des redites, nous nous bornerons à en extraire les principes, signalant à l'occasion les différences qu'on peut relever de l'un à l'autre de ces documents.

Il fallait rendre la réforme sympathique aux taillables.

Dans ce but, les instructions indiquaient que la première chose que le commissaire devait faire était de choisir quelques habitants intelligents, capables d'enseigner aux autres ce qu'il allait faire et les avantages qui devaient en résulter.

« Comme la méfiance et la mauvaise volonté des contribuables sont les plus grands et pour ainsi dire les seuls contredits de cette opération, le commissaire doit s'attacher, d'abord, à convaincre les principaux habitants que le véritable intérêt de chaque taillable, en général et en particulier, est de fournir les déclarations dans la plus exacte vérité et leur faire sentir que la paroisse peut, d'un côté, se procurer un soulagement réel en faisant connaître sa véritable situation et que, de l'autre, chaque contribuable assure son état par un tarif uniforme qui le mettra pour toujours à l'abri de cette jalousie qui l'oblige pour ainsi dire présentement de négliger ses talents et, par conséquent,

l'empêche de tirer de son industrie et de son travail les ressources qu'il pourrait s'en procurer ».

Le commissaire devait ensuite charger une personne de publier les ordres de l'intendant et, au besoin, de les expliquer aux autres habitants de la paroisse ; puis, de recevoir exactement leurs déclarations et d'instruire ceux qui seraient embarrassés dans la forme à leur donner. Ce pouvait être un scribe ; mais, comme il y avait déjà eu des abus, malgré les prescriptions de l'intendant pour les éviter, si c'était un scribe qui rédigeait les déclarations, il devait porter au bas de chacune de celles-ci la somme qu'il avait reçue pour la faire, sinon il devait être puni comme concussionnaire.

D'ailleurs, les taillables ne pouvaient être contraints de s'en servir. Ils avaient la faculté, s'ils le préféraient, de rédiger leurs déclarations eux-mêmes ou bien d'avoir recours aux bons offices de leurs amis, si, les uns et les autres, ils étaient capables de faire un travail convenable et lisible.

La personne choisie devait remettre au commissaire les déclarations sitôt qu'il y en avait un nombre suffisant. Ce dernier prenait des notes au bas de chacune, tant d'après ses connaissances particulières que d'après les observations qui lui avaient été fournies. Pour s'instruire de la force et des ressources d'une paroisse, il avait dû s'enquérir personnellement ou par ses relations ou par des gens du pays non suspects, tels que les gentilshommes et les curés.

Quand il avait un certain nombre de déclarations, il se transportait un dimanche ou un jour de fête dans la paroisse.

se, à moins qu'il ne se s'y fit représenter. Là, les habitants rassemblés à son de cloche, il exhortait ceux d'entre eux qui n'avaient pas encore fait de déclaration, à en faire une et il communiquait aux autres celles qu'il avait déjà reçues ; ceux-ci pouvaient présenter leurs observations. S'il voyait les discussions s'éterniser, le commissaire devait nommer dix ou douze habitants de toutes professions, à condition que ce fussent d'honnêtes gens. Il lui était recommandé d'en prendre parmi les moins hauts en taille, qui avaient plus d'intérêt à découvrir les fraudes des riches. Il les chargeait d'éclaircir les déclarations douteuses et de lui faire ensuite leurs observations.

Dès les premiers essais, l'intendant se rendit compte qu'il arrivait parfois à tous les habitants d'un village de s'entendre pour dissimuler une partie de leurs biens. Aussi prescrivit-il, dans son instruction de 1740, qu'en cas de concert frauduleux de l'ensemble des habitants d'une paroisse, le commissaire devrait l'en avertir afin qu'il pût prononcer des peines contre les meneurs. En outre, tous les habitants seraient taxés à un marc la livre supérieur à celui auquel ils auraient dû normalement être assujettis ; de sorte que les moins favorisés dans la combinaison ne tarderaient pas à dénoncer les fraudes.

Lorsqu'il avait toutes les déclarations, le commissaire faisait le relevé particulier de chacune, en en détaillant le plus possible les différents objets : terres, prés, vignes, bois, maisons, leur contenance, leur revenu, etc...

Ce travail terminé, le commissaire en personne se transportait pour la seconde fois dans la paroisse, un jour de fête ou un dimanche, après avoir prévenu à l'avance du

jour de sa visite. De nouveau, l'assemblée générale des habitants était réunie à son de cloche. Alors, en présence de tous les habitants, le commissaire donnait lecture de chaque déclaration en commençant par les plus fortes. Il réformait tout ce qui était convenu et avoué et dressait un procès-verbal en cas de contestations. Pour les articles douteux, si, dans les trois jours, la justification du contraire des faits allégués n'était pas faite, ils étaient tenus pour constants. Le commissaire devait prendre tous renseignements sur les absents ou ceux qui n'avaient pas fait de déclaration, pour établir le rôle et former leurs cotes sur ces déclarations, sans préjudice des pénalités à édicter par l'intendant contre les faux-déclarants ou les non-déclarants.

Le commissaire devait, lors de ce second voyage, examiner attentivement la qualité des terres, leur situation, le plus ou moins d'aisance des habitants, l'état des maisons, etc... enfin tout ce qui devait le mettre à même d'établir la force contributive de la paroisse. Autant que possible, il devait convenir de la valeur des terres (bonnes, médiocres ou mauvaises), ainsi que de celles des maisons, avec les habitants. Ceux-ci n'étaient-ils pas les plus aptes pour cette détermination ? De même, le commissaire constatait le prix de la journée du manouvrier, de l'artisan et la valeur des bestiaux. Au cas où il n'arrivait pas à s'entendre avec les contribuables sur tous ces points, il faisait mention de leurs prétentions dans son procès-verbal.

Voilà en quoi consistait le travail préparatoire à la confection du rôle.

En possession de tous ces renseignements, le commissaire avait tous les éléments pour faire le rôle. De retour

chez lui, il devait classer les déclarations par ordre alphabétique (1), faire le relevé général de tous les biens composant la paroisse, constater la quantité et la qualité des terres, si elles étaient tenues à loyer ou en propriété, dresser l'état des bestiaux, des basses-cours et ruches (si elles en valaient la peine), l'état des rentes, celui des maisons, jardins, etc... l'état des commerçants par espèces, leur nombre et leur qualité, de même des artisans, des manouvriers, des veuves ou filles tenant ménage, etc...

Puis, il dressait un relevé général de toute la paroisse, pour embrasser l'ensemble de ces renseignements d'un seul coup d'œil. Après quoi, il n'avait plus qu'à se déterminer sur les estimations et le tarif à appliquer. Celles-là étaient basées sur la valeur des terres, celui-ci d'après le chiffre de la taille imposée à la paroisse. Quand il avait ainsi établi le total des différentes sources de revenus, par comparaison entre le chiffre obtenu et celui de la taille imposée, il tirait un marc la livre du montant de la taille. C'était là l'opération la plus minutieuse, qui demandait le plus d'exactitude et d'intelligence de la part du commissaire et sur laquelle l'intendant attirait spécialement son attention. Il lui était recommandé de bannir totalement l'arbitraire et de s'attacher à évaluer les biens à leur juste valeur, en procédant comme s'il s'agissait d'une prise à l'amiable.

Au cours de ses visites dans la paroisse, il avait dû se faire montrer quelques contrats de vente, parmi les moins suspects, de même que des baux.

Ayant ainsi quelques données sûres, il procédait par comparaison pour les autres biens en tenant compte de la

(1) Elles sont classées par ordre alphabétique de prénoms.

situation, de la fertilité, du genre de culture pour les terres. Le travail était le même pour les maisons, mais, dans son instruction de 1740, l'intendant Le Pelletier engage les commissaires à se méfier des baux, nous avons vu pourquoi (1). « En suivant le nombre d'arpents, la quantité et la qualité des terres, la justice sera égale pour tous. Il n'y aura que le laboureur vigilant qui trouvera la récompense de son travail, au lieu que celui qui négligera ses labours, les fumiers ou autres amendements propres à faire valoir sa terre, trouvera la punition de sa négligence. Cette surcharge apparente pour les malheureux et les moins intelligents, loin de décourager les taillables excitera au contraire leur vigilance et cette émulation si désirable dans tous les Etats » (2).

Ceux qui sous-louaient leurs biens étaient taxés à raison des bénéfices qu'ils étaient censés faire du fait de leur sous-location.

Pour les fermes données à loyer dans d'autres communautés que le domicile de leurs propriétaires et quand ceux-ci avaient demandé d'y être imposés pour ces fermes en vertu de la déclaration de 1728, on s'en tenait aux baux bien constatés. Les commissaires ne pouvaient se transporter sur les lieux pour se rendre compte de la valeur des terres.

L'impôt était uniforme pour tous les laboureurs, qu'ils fussent riches ou pauvres (3), le plus riche payant pour ses autres revenus.

(1) Voir *supra*, p. 78 et 79.

(2) Voilà une opinion qui n'est plus admise aujourd'hui.

(3) C'est un impôt réel : l'impôt unique sur les possesseurs de la terre.

Voici les principes essentiels en matière d'imposition des terres :

1° Le fermier ne devait être taxé pour tous les biens dépendant de la ferme qu'il exploitait que dans la paroisse où se trouvait le principal établissement de cette ferme, bien qu'il eut des terres dans d'autres paroisses.

Tous les fonds devaient payer la taxe d'exploitation dans la paroisse où ils étaient situés, à moins qu'aux termes de la déclaration de 1728 les taillables n'eussent fait signifier qu'ils entendaient être taxés dans celle de leur domicile.

3° On ne faisait payer la taille qu'au fermier qui avait fait la récolte (1) ; s'il n'avait fait qu'une partie de la récolte, il payait une **part correspondante d'impôt**, le fermier entrant, faisant le complément de récolte, payait le surplus de l'imposition.

L'intendant Le Pelletier ne prétendait pas arriver, dès la première année, à la perfection. D'emblée, le tarif ne pouvait être parfait : il serait ou trop fort ou trop faible, mais on pourrait facilement s'en rendre compte. Ce n'était que

(1) Ce principe résulte de l'édit de 1643 et de la déclaration de 1683.

L'article 25 de l'édit de 1643 déclare que « celui qui prend une ferme dans une autre paroisse et qui, pour la faire valoir, transfère son domicile, ne sera taxé dans la paroisse d'où il sortira qu'une année après sa translation de domicile dûment signifiée et sera taxé en sa nouvelle demeure après l'an et jour passé de ladite translation, eu égard à ses biens et facultés ».

La déclaration de 1683 porte que « ceux qui transféreront leur domicile dans une paroisse pour y faire valoir quelque ferme et qui cesseront de travailler à la culture des héritages de la paroisse d'où ils sont sortis, seront imposés une année seulement dans la même paroisse après lequel temps ils seront taxés dans celle de leur nouvel établissement ».

par des ajustements progressifs qu'on tendrait à obtenir la juste répartition que l'on cherchait.

Ce sont des suggestions qu'il propose plutôt qu'un tarif qu'il édicte.

Terres labourables : Pour les terres labourables, il était partisan de n'en faire qu'une seule classe, à moins de trop grandes différences dans leur qualité. Dans ce cas, il permettait d'en distinguer trois classes : les bonnes, les médiocres, les mauvaises. Autant que possible, il recommandait de classer les terres d'une même paroisse dans une même catégorie pour éviter l'arbitraire. Il prétendait que, chaque habitant possédant sensiblement la même proportion de chaque qualité de terres, l'équilibre se rétablissait.

Toutes les terres étaient sujettes à l'impôt : celles qui étaient en jachères aussi bien que les autres, sous prétexte que celles qui ne se reposent jamais et qu'on fume ne produisent pas plus dans une même période que les autres.

Les terres exploitées par leurs propriétaires payaient le double de celles qui étaient affermées (1). On considérait que le bénéfice que réalise le locataire ou fermier est du montant du prix de sa location. C'est pourquoi les propriétaires exploitant par eux-mêmes étaient taxés au double des propriétaires qui avaient donné leurs biens à loyer, qui supportaient uniquement la taxe de la propriété, et des fermiers à qui incombait la taille d'exploitation. Il en était ainsi parce qu'ils étaient censés réaliser à la fois le bénéfice du propriétaire et celui de l'exploitant.

(1) A comparer avec les tarifs de Turgot et de Bertier de Sauvigny, voir *infra*, Ch. VI, p. 191 et suivantes.

Étaient exemptes les terres des privilégiés, des nobles et des habitants des villes franches.

Les luzernes et les sainfoins étaient compris dans les terres labourables de première classe.

Chaque nature de terre devait avoir son estimation particulière, l'arpent de terre, tant ; l'arpent de vigne, tant ; etc...

Pour être considéré comme laboureur et être imposé sur la valeur des terres, il fallait en exploiter un certain nombre d'arpents qu'on appelait une « charrue » (1). Ce nombre d'arpents n'était pas fixé d'une façon générale, certaines terres étant plus difficiles à travailler que d'autres. Le chiffre était déterminé entre le commissaire et les habitants. Faute de cultiver la quantité de terres voulue, le taillable était taxé comme laboureur pour moitié, un tiers, un quart de charrue et payait la cote d'industrie d'un artisan du même âge pour le surplus.

Il y avait lieu de distinguer les terres exemptes de dîmes et de champarts, parce qu'elles rapportaient plus que les autres.

Prés : De même que pour les terres, si le commissaire pouvait, il devait les classer tous dans la même catégorie ; sinon n'en faire que deux classes qu'on distinguait en prés hauts et prés bas. Le commissaire les estimait (2).

Bois : Il fallait distinguer les bois taillis des bois de haute futaie.

(1) En Champagne, la « charrue » variait entre 75 et 150 arpents.

(2) Dans certaines généralités ils étaient taxés indistinctement au double des terres labourables.

Les premiers devaient être estimés à tant par arpent, quand ils étaient loués. Leur imposition était du sou par livre jusqu'à 100 livres de produit inclusivement ; de 100 livres à 600 livres, elle était de 20 sous par 50 livres ; et, au-dessus de 600 livres, de six deniers par livre.

Quant aux autres, ils n'étaient pas soumis à la taille parce qu'ils font partie du fond qui diminue quand on les abat.

Les adjudicataires des bois taillis pour une année devaient l'impôt comme les adjudicataires pour plusieurs années. Ils étaient taxés comme ceux qui tenaient des bois à loyer.

Oseraies : Comme leur récolte était plus lucrative, le commissaire devait les taxer en conséquence.

Jardin et enclos : Comme pour les autres terres, leur estimation devait être faite d'après le chiffre de leur revenu.

Vignes : Il y avait de telles différences dans la valeur des vignes que l'intendant Le Pelletier conseillait de les distinguer. Toutefois, de peur de retomber dans l'arbitraire par des divisions multiples, le commissaire ne pouvait en établir que trois classes : bonnes, médiocres, mauvaises.

L'intendant recommandait, aussi, de prendre garde de leur donner une estimation trop élevée, car, si leur produit est de beaucoup supérieur à celui des autres biens, il est aussi plus aléatoire.

De plus, il fallait tenir compte des frais considérables que la vigne nécessite.

Chevaux des Laboureurs : L'intention de Le Pelletier, conforme en cela à celle du Conseil, était de les exempter ; mais, ayant appris qu'on les imposait dans la généralité de

Paris « sous les yeux du Conseil » il se détermina à faire de même. Ils étaient taxés comme les bestiaux.

Toutefois, l'ordonnance de 1749 prescrivit que les bœufs et chevaux servant au labour seraient exemptés.

Bestiaux : Ils devaient être taxés modérément parce que le commerce des bestiaux diminuait dans le royaume. Il n'y avait pas de différence de taxe entre ceux qui étaient tenus à loyer et ceux qui l'étaient à cheptel, **par crainte des fraudes** que cette distinction n'aurait pas manqué d'amener ; mais, ceux qui étaient donnés en hivernage n'étaient taxés que pour moitié. Il y avait un **tarif différent** pour chaque espèce, y compris les volailles et les ruches à miel, quand elles étaient **d'un certain rapport. C'est ainsi qu'une vache, un bœuf, un cheval, un poulain ou une ruche à miel payait dix sous de taille ; un porc cinq sous, une « bourrique » quatre sous, une chèvre deux sous et un mouton ou une brebis un sou (1).**

Maisons : Si elles étaient louées, on devait prendre comme base les baux authentiques et non suspects. Si la fraude était apparente, le commissaire devait faire l'estimation, en tenant compte du quartier dans lequel elles se trouvaient.

Les maisons occupées par leurs propriétaires payaient le double des autres.

Quant aux bâtiments de ferme que les fermiers pou-

(1) La question de la taxation des bestiaux est une de celle qui a soulevé le plus de controverses. Les règlements s'en sont ressentis ; suivant les généralités, les bestiaux sont ou non taxés ; dans une même généralité, celle de Châlons, par exemple, ils sont taxés ou exemptés suivant les époques.

vaient posséder en plus de ceux nécessaires à leur exploitation, ils étaient taxés comme maison de la dernière classe.

Dans tous les cas, en considération de l'entretien et des réparations qu'elles nécessitent et des périodes où elles peuvent ne pas être louées, les maisons ne supportaient pas le taux plein. Suivant les époques, le taux de l'abattement varie :

En 1738, il était d'un cinquième ; puis, à partir de 1740, l'intendant estima que le dégrèvement devait être plus fort et il porta la diminution à la moitié du revenu. Cette proportion subsiste encore en 1747 et en 1749. Ainsi, si, par exemple, une maison était considérée comme ayant un revenu de cinquante livres, on ne l'imposait que pour vingt-cinq livres seulement.

Usines (19) : On procédait de même que pour les maisons. Comme pour celles-ci, le propriétaire exploitant payait double taxe. Mais la déduction à opérer n'était que d'un quart. Cette proportion n'a pas varié dans les différentes instructions.

Etangs : Les étangs étaient imposés au sou par livre de leur produit, sans déduction d'un quart pour les réparations, en 1747, et déduction faite de ce quart, en 1749. Mais, au cas où le taux de l'exploitation était inférieur au sou par

(1) Voici ce qu'entend l'instruction de 1740 par ce mot : « Sous le terme générique d'usines, nous entendons comprendre les moulins à blé, à tan, à foulon et autres, les forges, les briqueteries, les étangs, les fours à chaux, pressoirs, papeteries, tuileries, droits seigneuriaux, droits de marché, droits de péage, barrages, placages, ponts, bacs, rivières, pêches et généralement, toutes autres pareilles natures de biens dont la dénomination peut nous échapper ». On voit que ce terme est employé dans un sens très large.

livre, la taxe pouvait être moindre et devait alors suivre le tarif.

Droits seigneuriaux : Alors qu'en vertu de l'instruction de 1740 ils étaient taxés, déduction faite du quart, l'ordonnance de 1747 ordonna qu'ils seraient taxés en plein. Celle de 1749 leur appliqua le même taux qu'aux dîmes.

Dîmes et champarts : Leur taux a changé suivant les époques :

En 1738, il est de 18 deniers à 2 sous par livre de revenu, si le taux de l'exploitation est de 2 sous par livre, sinon il varie en proportion.

En 1740, ces droits paient invariablement le taux de l'exploitation.

En 1747, on revient au système de proportion :

Si le taux de la propriété et de l'exploitation réunies est inférieur à 3 sous 6 deniers, le taux de ces droits est du sou par livre.

Si le taux de la propriété et de l'exploitation réunies est entre 3 sous 6 deniers et 4 sous 6 deniers, celui des dîmes est de 1 sou 6 deniers.

Enfin, quand le taux plein est supérieur à 4 sous 6 deniers, celui des dîmes est de 2 sous.

L'ordonnance de 1749 fixe uniformément le taux des dîmes au sou par livre.

Il en est résulté une sensible augmentation de la taxe sur les fonds. Ce que le laboureur a gagné d'un côté, il l'a perdu de l'autre. D'autre part, par suite de la réduction du pourcentage de taille, les décimateurs ont loué plus cher, de sorte que cette mesure a été peu favorable aux fermiers.

Fermiers généraux : Ce sont ceux qui prennent à bail général les biens des seigneurs ecclésiastiques ou autres, soit qu'ils les fassent valoir par eux-mêmes, soit qu'ils les sous-louent.

Dans les deux cas, ils étaient imposables.

Les premiers, sur le pied du tarif général de l'exploitation.

Quant aux seconds, le tarif de leur imposition a légèrement varié. Alors que, d'après l'instruction de 1740, ils étaient taxés en raison du profit qu'ils étaient censés réaliser, aux 2 sous par livre du dixième du prix de leurs baux, si le taux de l'exploitation était lui-même de 2 sous par livre, et que leur imposition variait en proportion de ce taux si celui-ci était supérieur, dans les ordonnances suivantes, le tarif des fermiers généraux qui sous-louaient tout ou partie de leur « admodiation » (1) était uniformément fixé aux 2 sous par livre du dixième du prix de leur bail, quel que fût le taux de l'exploitation.

Les sous-locataires payaient toujours le taux de l'exploitation.

Commerce : C'était là un des points les plus délicats du tarif. Il était d'autant plus difficile d'arriver à régler la taille des commerçants par rapport à celle des biens-fonds que l'on ne voulait pas se montrer trop inquisiteur. Il n'y avait pas de règles spéciales. Les commissaires devaient s'enquérir discrètement des revenus possibles des commerçants en tenant compte des apparences extérieures ou de

(1) On dit maintenant « amodiation » ; amodiataire pour celui qui prend la terre à ferme et amodiateur pour celui qui loue.

la quantité de marchandises vendues (1). En tous cas ajoutait l'intendant dans l'instruction de 1740 : « Ce mode d'activité devant être encouragé pour la prospérité nationale, on ne saurait trop recommander de le ménager dans les estimations ».

Les commerçants n'étaient exempts de la taxe d'industrie qu'à condition de n'exercer que leur commerce et que leur taxe surpassât, d'un quart au moins, celle d'un manouvrier de leur âge et de leur classe. Sinon les commissaires devaient leur donner une taxe d'industrie proportionnée.

Dans le cas où certains taillables exerçaient plusieurs commerces à la fois, chacun d'eux avait son estimation particulière, mais il n'était fait qu'un seul total et une seule imposition. Les usines, auxquelles étaient joints des commerces, étaient taxées à la fois pour l'une et l'autre source de revenus. Les marchands de bois n'étaient pas assujettis à la taxe de commerce lorsqu'ils ne faisaient qu'une simple vente de consommation de bois, puisqu'ils étaient déjà imposés de ce fait. Cependant si les bénéfices qu'ils tiraient d'une telle exploitation dépassaient ceux que faisaient ordinairement les débitants de bois, ils étaient taxés comme commerçants. Le taux de l'imposition était celui de l'exploitation.

Industrie : Pour des raisons analogues, la détermination des revenus de l'industrie était épineuse. Aussi l'intendant prescrivait-il les mêmes façons de procéder et les mêmes ménagements.

(1) C'est le principe de la patente ou de l'impôt sur le chiffre d'affaires.

Artisans : La cote d'industrie, qui était à proprement parler celle des artisans, devait être plus ou moins forte à proportion du plus ou moins de débit qu'ils pouvaient faire chacun dans leur état. On distinguait le simple artisan d'avec celui qui avait des commis ou des apprentis. La cote variait également avec l'importance de la boutique.

Alors que l'abbé de Saint Pierre ne tenait pas compte de l'âge des taillables ou des possibilités de chacun, prétendant que des hommes de 60 ans gagnent souvent plus que d'autres de 25 ans et qu'il y avait compensation, arguant de ce fait que les hommes de 60 ans ont eu 25 ans, et que, par suite, ils en ont profité, l'intendant Le Pelletier range les artisans en plusieurs catégories, eu égard à leur âge, leurs infirmités et celles de leurs femmes, ainsi qu'au nombre de leurs enfants.

Le nombre de classes n'a pas toujours été le même.

En 1738, il y en a deux :

- 1) de 25 à 50 ans, les artisans paient le taux plein.
- 2) après 50 ans, ils ne paient plus que la moitié.

A partir de 1740, il y en a trois :

- 1) de 25 à 50 ans, ils supportent la taxe entière.
- 2) de 50 à 60 ans, trois quarts de la taxe.
- 3) de 60 à 70 ans, moitié de la taxe.

Au-dessus, ils ne paient plus rien.

On faisait l'estimation du produit de la journée par profession.

Pour les professions libérales, telles que « avocats, notaires, procureurs, etc... », il n'était pas tenu compte de l'âge, mais plutôt des produits de leur profession.

Pour ces professions, en effet, contrairement à ce qui se

produit dans les professions manuelles, les revenus sont supérieurs quand le titulaire acquiert avec l'âge plus d'expérience, de pratique et de renommée.

Les meuniers n'étaient exempts d'industrie que si leur moulin produisait 200 livres de revenus, sinon, comme les laboureurs, ils payaient une cote d'industrie supplémentaire.

Pour arriver à déterminer la taxe des simples artisans, on se basait sur leur salaire moyen dans le courant de l'année, en admettant un travail de 200 jours par an, car il fallait déduire les dimanches et jours de fêtes, les journées de maladie et de chômage. En 1738 et 1740, ils étaient imposés au vingtième de leur gain, soit la valeur de 10 journées de travail.

Ainsi, si un maçon de la première classe gagnait 10 sous par jour, son gain annuel était estimé à 100 livres et son imposition, au taux du sou par livre, était de 5 livres.

D'ailleurs, l'intendant engageait les commissaires à ne pas craindre de leur donner une taxe raisonnable « cette espèce de peuple grossier, demandant à n'être point trop ménagé pour *les* forcer de travailler avec plus d'émulation et d'activité » (1).

En 1749, le tarif de l'industrie suivit le taux de la simple exploitation sans pouvoir dépasser 1 sou 6 deniers par livre.

Ceux qui avaient des apprentis et des compagnons devaient payer, en sus de leur taxe, une supertaxe égale à la moitié de la leur, par apprenti ou compagnon, dans l'ins-

(1) Instruction de 1740, P. 13. Arch. Marne C. 763.

truction de 1740, et égale au tiers, dans celle de 1747 et dans l'ordonnance de 1749.

On s'était demandé, quand un artisan changeait de classe, comment devait être fixé le point de départ de ce changement. Dans son ordonnance de 1747, l'intendant tranche la question en décidant qu'il n'y avait lieu à diminution que quand le taillable avait changé de classe avant le 1^{er} Octobre.

Journaliers : Comme celles des artisans, leur imposition était basée sur la valeur des dix journées de travail. Eux, non plus, ne devaient pas être trop ménagés.

En principe, ils ne devaient pas être assujettis à la taxe d'industrie à moins d'exercer un métier en dehors de leur travail. Dans ce cas, ils étaient taxés pour ce commerce, mais le commissaire devait tenir compte du temps qu'ils pouvaient y consacrer et réduire à proportion leur taxe de journalier. Evidemment, s'ils possédaient des biens, ils payaient pour ceux-là.

Privilégiés et commis de fermes : On supprimait les cotes des premiers comme s'ils n'existaient pas. Quant aux commis de fermes, ils n'étaient exempts de taille que pour le gain qu'ils faisaient dans l'exercice de leur profession. De sorte que, s'ils possédaient des biens fonds, s'ils exploitaient un commerce ou une industrie, ils étaient sujets à la taille pour ces différentes sources de profits.

Domestiques : Il en était de même des domestiques, en ce sens qu'ils n'étaient pas imposables du fait de leurs gages pour lesquels ils devaient être soumis à la capitation. S'ils avaient d'autres sources de revenus, ils étaient taillables pour ces autres revenus.

En outre, les femmes de ceux qui étaient mariés et qui tenaient leur ménage particulier avaient une cote d'industrie comme les veuves, déterminée suivant la classe et l'âge de leur mari.

Veuves et filles tenant ménage : Elles étaient ordinairement les victimes des collecteurs contre qui elles ne pouvaient se défendre. Aussi l'intendant recommandait-il de les ménager ainsi que les veuves des commerçants ou d'artisans, pour leur permettre de continuer le commerce ou le métier de leur mari.

En 1738, les veuves et filles âgées de 25 à 40 ans devaient payer moitié de la taxe des manouvriers. Au-delà de 40 ans, elles ne supportaient plus que le quart de cette taxe.

En 1747, de 25 à 60 ans, elles payaient uniformément le tiers de la taxe des manouvriers mariés ou la moitié de celle des manouvriers veufs.

Enfin, en 1749, de 25 à 40 ans, elles payaient le tiers du taux entier.

De 40 à 50 ans, le tiers des trois quarts.

A partir de 50 ans, elles ne payaient plus d'industrie.

Femmes séparées : Elles étaient taxées comme les autres taillables suivant leurs facultés.

Veufs : Les veufs sans enfants ou avec des enfants mineurs profitaient d'une diminution du tiers sur leur taxe d'industrie.

Mineurs : En 1738, les manouvriers et les veuves qui avaient des enfants de plus de seize ans, capables de travailler, supportaient de leur chef une taxe modérée.

A partir de 1740, les mineurs, qu'ils soient à charge ou utiles, n'étaient plus l'objet d'aucune augmentation de taille ni d'aucune diminution. Jusqu'à leur majorité, ils étaient exonérés, même s'ils faisaient valoir leurs terres par eux-mêmes ; mais, si c'étaient leurs pères ou tuteurs qui les cultivaient, ceux-ci devaient être taxés comme exploitants, tout comme des locataires.

Enfin, en 1749, l'intendant autorisait les commissaires à diminuer les cotes des contribuables pauvres qui étaient chargés de famille.

Enfants majeurs : Les orphelins de père ou de mère vivant avec le survivant étaient imposés pour l'héritage qui leur était échu. En tous cas, ils ne pouvaient être considérés comme domestiques de leurs parents. S'ils n'avaient pas de profession, ils devaient être taxés comme manouvriers.

Ecclésiastiques : Ils étaient exempts de taille pour les dîmes, les biens de la cure et ceux qui leur appartenaient en propre. Pour ceux qu'ils tenaient en location, ils étaient soumis à la taille d'exploitation.

Taillables nouveaux : Les jeunes mariés et autres nouveaux taillables, qui n'avaient été cotisés encore nulle part, bénéficiaient, pendant trois ans, d'une diminution de moitié de leur cote d'industrie.

Fermiers entrants et sortants : Leurs cotes étaient réglées sur les dépouilles qu'ils avaient faites dans l'année qui précédait leur imposition. Les commissaires devaient se conformer aux usages des lieux. Si, contrairement à ce qui a été dit plus haut, l'usage était de les imposer dès la

première année, comme à Sainte-Menehould, ils étaient portés sur le rôle de la taille.

*Habitants insolvable*s : Les commissaires ne devaient considérer comme tels que ceux qui l'étaient notoirement, « car il faut bien prendre garde de favoriser l'esprit de fainéantise, toujours à charge dans un Etat ».

Dans l'instruction de 1738, indépendamment des différentes sources de revenus pour lesquelles il pouvait être taxé, chaque taillable supportait, en outre, une cote personnelle, sorte de capitation de faible importance. Pour la fixation de ces cotes personnelles, l'intendant avait partagé les habitants de chaque paroisse en deux classes : les laboureurs et les artisans aisés, d'une part ; les simples manouvriers, d'autre part. Les premiers payaient une cote supérieure à celles des autres, qui était très modique.

Pour les raisons que nous donnerons plus loin (1), à partir de 1740, la cote personnelle fut supprimée et remplacée par une cote d'industrie. Cette taxe, comme on vient de le voir, frappait la plupart des taillables. N'étaient exceptés que ceux qui cultivaient au moins une charrue ou étaient taxés en entier comme commerçants.

Morts depuis la Saint-Remy : Ils étaient imposés comme s'ils étaient vivants, non seulement pour leurs biens mais aussi pour leur industrie (2).

Propriété des biens : La taxe de propriété étant dûe au domicile, le revenu des biens situés dans les villes fran-

(1) Voir *infra*, Ch. IV, p. 118 et 119.

(2) Il en est de même aujourd'hui, mais le point de départ est le 1^{er} janvier au lieu d'être le 1^{er} octobre.

ches et sur leurs territoires n'étaient pas exempts de cette taxe.

Les propriétaires des biens situés hors le royaume, même dans les pays réputés étrangers (Barrois, Clermontois, etc.) en étaient exempts.

Dans les deux cas, il n'y avait pas lieu à perception de la taxe d'exploitation, puisque celle-ci était dûe au lieu de la situation des biens.

Si les fermes étaient situées hors de la paroisse, elles étaient taxées d'après les baux. Si toutes les terres d'une ferme étaient situées dans la même généralité, elles étaient taxées dans la paroisse où se trouvait le corps de ferme. Dans le cas contraire, elles étaient considérées comme fermes séparées.

Forains : Ceux qui étaient propriétaires n'étaient pas portés sur les rôles de la taille à moins que le revenu des biens qu'ils faisaient valoir ne fût égal ou supérieur à 50 livres.

Il en était de même pour ceux qui étaient locataires. La limite, dans ce cas, était de 20 livres. Cependant, s'il s'agissait de prés, dans tous les cas, les forains étaient taxés dans la paroisse de la situation des prés.

Privilégiés spéciaux : Ces privilégiés étaient : les maîtres de poste, les salpêtriers, les garde-étalons.

Les maîtres de poste bénéficiaient d'une exemption de 100 arpents, s'ils ne tenaient pas d'auberge ; sinon cette exemption n'était que de 50 arpents, non compris tous les biens qu'ils tenaient à loyer.

L'imposition des salpêtriers n'était que de 50 sous tant

pour leurs biens propres que pour leur industrie, à condition de justifier qu'ils avaient fourni la quantité de salpêtre prescrite par le règlement.

Enfin, les cotes des garde-étalons étaient diminuées d'un tiers sans que cette diminution pût excéder 30 livres.

Accidents : Les commissaires devaient dresser un état des accidentés indiquant leur situation, le genre d'accident dont ils étaient victimes et la perte qui en était résultée pour eux. Enfin, les commissaires devaient proposer un chiffre pour la réduction à accorder. C'était l'intendant qui taxait d'office ces contribuables éprouvés. Sur le rôle, il était indiqué le montant de l'imposition qu'ils auraient dû supporter, celui qu'ils devaient effectivement payer et la cause de cette diminution.

En ce qui concerne spécialement les incendiés, il leur était accordé par l'intendant, une diminution de taille pendant trois années. C'est pourquoi, sur les rôles de taille, on peut voir en face des noms des contribuables qui ont été victimes d'incendies, à côté du chiffre dont ils ont été dégrevés, la mention pour la 1^{re}, 2^e ou 3^e année.

Cotes de suite : La règle était, comme nous l'avons vu (1), que ceux qui transféraient leur domicile dans une autre paroisse continuaient d'être taxés pendant dix ans dans la paroisse qu'ils quittaient. Aussi l'intendant recommandait-il aux commissaires, dans ses instructions, de ne pas trop imposer les habitants qui se seraient établis dans des villes franches, parce que, dans le lieu de leur nouveau domicile, ils devaient payer la capitation.

(1) Voir *supra*, Ch. I^{er}, p. 24.

Rentes actives : Toutes, à l'exception des rentes sur la Ville de Paris, des tontines et de celles comprises dans les Etats du Roi, devaient être taxées comme la simple propriété.

Toutefois, en vertu de l'ordonnance de 1747, les rentes viagères ne l'étaient que pour la moitié de leur montant.

Déduction des charges : Il était admis qu'on pouvait tenir compte des charges dans les conditions suivantes :

Pour les rentes sur les biens-fonds, il fallait qu'elles fussent au-dessus de trois livres par an, pour une rente moindre cela n'eût pas valu la peine. Cette déduction était faite d'après le même taux que celui qui était appliqué aux biens grevés de rente et ne devait être opérée que sur la taxe due par la propriété.

S'il s'agissait de rentes sur les maisons, la déduction ne portait que sur la moitié, les maisons étant dégrevées d'autant pour les réparations. De même, pour les rentes sur les usines, les charges ne venaient qu'en déduction des trois quarts.

Voilà, telle qu'elle était réglée par les instructions de 1738 et 1740, la question des rentes passives. Des points restaient dans l'ombre qui sont précisés par l'ordonnance de 1747. Celle-ci prescrit que, lorsque la somme à déduire du chef des rentes passives excédera le montant de l'imposition de l'ensemble des revenus des biens propres, le chiffre à déduire ne pourra excéder celui de l'imposition. Mais elle admet qu'une rente, à la garantie de laquelle est hypothéqué un immeuble quelconque, ne devait pas être réduite à l'estimation particulière de ce bien, lorsque le dé-

biteur était propriétaire d'autres immeubles dont le revenu total était supérieur ou tout au moins égal à cette rente.

C'est sur ces données que les commissaires se basaient pour procéder à la confection des rôles des paroisses qu'ils avaient à tarifier.

Dans tous les cas, ils devaient établir les rôles en distinguant les différentes sources de revenus, afin que chaque contribuable pût se rendre compte des motifs de son imposition.

Les rôles devaient être établis en minute. Comme il arrivait aux commissaires de tarder à établir leurs rôles, l'instruction de 1747 leur enjoignait de les faire avant le 1^{er} janvier et d'en remettre la copie au syndic, au plus tard le 1^{er} février.

Punition des réfractaires et faux déclarants : Pour que le tarif fût applicable, il fallait des sanctions :

Les faux déclarants et ceux qui n'avaient pas voulu réformer leurs déclarations à l'assemblée générale des habitants devaient être imposés, pour la portion dissimulée, au double de l'imposition qu'ils auraient dû supporter normalement.

Quant à ceux qui avaient refusé de fournir leur déclaration, ils étaient taxés d'office par les commissaires, d'après les renseignements que ceux-ci avaient pu obtenir des autres habitants. Il était absolument défendu aux commissaires d'établir arbitrairement les cotes des non-déclarants. Ils devaient toujours prendre des indications auprès des autres taillables. A titre de pénalité, les récalcitrants payaient en plus un tiers de leur cote.

Le produit de ces pénalités devait servir à décharger

d'autant, pour l'année en cours, la généralité des habitants de la paroisse.

Tels étaient les principes de la taille tarifée en Champagne. Comment furent-ils appliqués ? Nous allons le voir dans le chapitre suivant.

CHAPITRE IV

LA TAILLE TARIFÉE EN CHAMPAGNE

LA MISE EN APPLICATION

Les principes une fois adoptés, il existait deux procédés pour les mettre en pratique.

Ou bien, l'intendant pouvait décider qu'à partir d'une date déterminée toute la généralité serait imposée suivant les règles de la taille tarifée, ou bien, il pouvait procéder par essais successifs en tentant la réforme dans un petit nombre de paroisses à la fois et en donnant de l'extension chaque année à son champ d'expériences.

Plusieurs raisons militaient en faveur de cette seconde façon de procéder.

1) D'abord, comme il s'agissait d'une tentative qui, quelque vingt ans plus tôt n'avait pas donné les résultats qu'on en attendait, Le Pelletier de Beaupré jugea préférable de ne pas prendre une mesure générale et de n'appli-

quer son système de taille tarifée qu'à quelques uns de ses administrés, afin de la faire désirer par d'autres si les résultats s'en montraient salutaires.

2) C'était aussi plus facile, une mesure générale étant toujours plus compliquée à mettre à exécution qu'une mesure particulière. Il faut moins de personnel ce qui simplifie le recrutement et occasionne moins de frais. Cette question des frais intervient encore quand on envisage l'aléa de la réussite. Si l'essai avortait, on réduisait ainsi les frais exposés en pure perte.

C'est pourquoi l'intendant recourut au second procédé. Il tenta d'abord la réforme dans quelques paroisses seulement. En cela, il prévoyait les intentions du contrôleur général dont il avait devancé les désirs. « Dès le mois d'août, déclare-t-il le 26 juin 1738 à Orry, j'écrivis tant à mes subdélégués que dans les élections, où je connaissais des sujets en état de travailler, de m'envoyer les noms de sept ou huit communautés où l'établissement de la taille tarifée leur paraîtrait le plus nécessaire. Sur leurs réponses, je fis choix de trois ou quatre de celles que j'estimais qu'elle pouvait être le plus utile et où les habitants et seigneurs particuliers paraissaient la souhaiter davantage, après quoi j'envoyai les ordonnances nécessaires pour en donner avis dans ces paroisses avec quelques modèles de déclaration, imprimées » (1).

Dans chaque élection, si ce n'est dans celles de Chaumont et de Sainte-Menehould, où il ne trouva, paraît-il, pas les hommes capables d'entreprendre ce travail, il choisit plusieurs paroisses où les rôles furent faits par tarifs.

(1) Lettre du 26 juin 1738, Arch. Marne, C. 763.

De même que le contrôleur général avait laissé toute latitude aux intendants sans leur donner de directives, de même fit l'intendant Le Pelletier vis-à-vis de ses commissaires. Il se contenta de leur recommander de puiser dans les écrits de l'abbé de Saint-Pierre, pour y découvrir les principes de la taille tarifée.

Loin de suivre une règle homogène, les commissaires interprétèrent, chacun à sa guise, les principes de l'auteur du *Mémoire pour l'établissement de la taille proportionnelle*.

Certains firent un relevé du terrain, sorte de cadastre avec classement des terres, mais la plupart, estimant ce procédé trop difficile à mettre en pratique, prirent le parti de s'en tenir aux **déclarations des contribuables**. Parmi ceux-ci, certains classèrent les terres en trois catégories, d'autres n'en firent qu'une seule, se rangeant à l'avis de l'abbé de Saint Pierre qui repoussait toute idée de classification.

Par les comptes-rendus qu'ils firent à l'intendant, celui-ci put juger des avantages et des inconvénients des méthodes de chacun et des résultats qu'ils obtenaient.

Ces résultats étant, en somme, satisfaisants, Le Pelletier de Beaupré, résolut de généraliser la réforme. Il profitant de l'expérience de ses commissaires.

En 1738, il donna la première instruction générale contenant les principes de la taille tarifée. Il y joignit des modèles de rôles et de déclarations. Puis il en fit tirer un grand nombre d'exemplaires, qu'il distribua largement, dans le but de faire connaître au public les avantages du nouveau système. Il en fut remis à toutes les personnes qui

semblaient désireuses de se mettre au courant de la matière, ainsi qu'à la noblesse.

A partir de 1738, chaque année un nombre, sans cesse grandissant, de paroisses fut tarifé. Le chiffre variait, dans les débuts, entre 100 et 200. Ce sont les élections de Châlons et de Vitry, où le tarif fut d'abord appliqué et les villages de Matougues et de Vinetz qui, dans l'élection de Châlons, furent les premiers tarifés vers 1733. La réforme ne fut entièrement terminée qu'en 1748.

Les collecteurs, qui n'étaient autres que les habitants de la paroisse désignés à tour de rôle pour remplir les fonctions de la collecte, par la façon même dont ils étaient recrutés, n'étaient pas aptes à asseoir la taille suivant les nouveaux principes. La majorité d'entre eux était incapable de rédiger le rôle de l'imposition, quand on n'entrait pas dans le détail des facultés de chaque contribuable et devait recourir à la plume des scribes. A plus forte raison le travail eut été au-dessus de leur science s'ils avaient été chargés d'établir un rôle de taille tarifée.

Aussi l'intendant y employa-t-il les commissaires.

Il existait un arrêt du conseil du 5 juillet 1707, confirmé par l'édit d'août 1715, qui autorisait les intendants à faire rédiger les rôles par des personnes de leur choix et leur réservait la connaissance des contestations qui s'élèveraient à propos des rôles ainsi établis. Jusqu'alors les intendants n'en avaient pour ainsi dire pas profité.

Devant l'incompétence des collecteurs, Le Pelletier de Beaupré songea à employer des auxiliaires plus intelligents et assez instruits pour établir les rôles de taille en suivant

les règles du tarif. Alors on voit concurremment commissaires et collecteurs.

On sait que le travail des collecteurs se divisait en deux opérations : l'assiette de la taille ou répartition et la collecte ou perception. Ce qu'on a enlevé aux collecteurs, c'est seulement la première de ces attributions : la répartition de la taille. Ce sont toujours eux qui restent préposés à la perception de cet impôt.

Où l'intendant allait-il trouver des hommes suffisamment capables pour le travail qu'on attendait d'eux ?

La difficulté était plus grande qu'on peut l'imaginer, au premier abord, à cette époque où le niveau de culture générale était peu élevé et le peuple très ignorant.

« D'un côté, écrit Le Pelletier de Beaupré au contrôleur général, ceux mêmes que nous sommes en état d'y employer paraissent intéressés à s'y opposer, et, de l'autre, il est fort difficile de trouver des hommes que l'honneur seul et l'amour du bien public fassent agir ». Le roi n'accordant aucun fonds pour la récompense des commissaires, les intendants ne peuvent avoir recours qu'à trois sortes de personnes : leurs subdélégués, les officiers des élections et quelques receveurs des tailles « intelligents et bien intentionnés ». Ceux-ci par une plus juste répartition de l'impôt, facilitent son recouvrement qu'ils ont tout intérêt à compliquer, car, malgré toute l'attention de l'intendant, ils tirent bénéfice des frais qu'ils occasionnent ; de même, les officiers des élections doivent craindre un établissement qui tend à diminuer leur juridiction. Tous les procès qui découlent de la répartition arbitraire de la taille ne sont-ils pas

le plus clair de leurs revenus et le produit le plus considérable du greffe ?

Enfin les subdélégués, qui ne sont pas tous capables de ce travail, sont « hommes comme les autres ». On ne peut empêcher qu'ils favorisent leurs amis ou ceux qui sont protégés par le seigneur dont ils ont peur de se faire un ennemi (1).

Ce n'est pas que les candidats n'aient été nombreux. L'emploi est très couru. Il suffit pour s'en assurer de compulser les nombreuses requêtes qui sont adressées à l'intendant et dont la plupart sont appuyées de recommandations émanant de personnages influents. Ce sont des subdélégués, des commis de l'intendance, d'anciens hommes de loi et surtout beaucoup de gens qui n'ont d'autres références à faire valoir que les lettres de recommandation qui accompagnent leurs requêtes.

Malgré cette pléthore d'offres, il est difficile à l'intendant de s'entourer du personnel qu'il lui faudrait. Ses crédits sont insuffisants pour qu'il puisse convenablement recruter et rémunérer ses commissaires. Aussi se contente-t-il de choisir parmi les nombreux solliciteurs dont beaucoup sont incompetents.

Les officiers des élections qui voient d'abord la taille tarifée d'un œil peu favorable, puisqu'elle leur enlève de nombreuses sources de procès, partant une notable portion de leurs revenus, recherchent peu à peu cette place très enviée. A tel point qu'ils arrivent presque tous à remplir cette fonction. Ainsi, dans l'élection de Rethel, M. Hibert

(1) Lettre de Le Pelletier de Beaupré à Orry, 26 juin 1738, Arch. Marne, C. 763.

président de l'élection « demande du travail et se trouve humilié en qualité de Président d'être le *seul* de sa Compagnie qui n'en ait point » (1).

Cependant, l'abbé de Saint Pierre qui porte un vif intérêt aux essais de Le Pelletier de Beaupré en Champagne semble se défier des élus en tant que commissaires (2).

C'est là un phénomène assez curieux et qui mérite d'être signalé en passant. Les officiers des élections, agents des Parlements et des Cours des aides et qui, comme tels, étaient hostiles aux intendants qui portaient ombrage à leur pouvoir, en arrivent, à mesure que l'intendant prend plus d'importance et d'autorité, à se rallier à lui, en dépit de leurs principes contraires, et à essayer de récupérer, par la faveur de ce personnage, une partie des fonctions dont il les a, antérieurement, dépossédés.

C'est ainsi qu'on les voit devenir des commissaires des tailles convaincus, tout à la cause de la taille tarifée. Malgré le préjudice qu'elle leur cause en tant que juges, ils s'en font les défenseurs, comme il arrive dans un mémoire que les officiers de l'élection de Châlons adressent à la Cour des aides de Paris (3).

Il semble que l'intendant ne se soit jamais conformé à aucune règle en ce qui concerne la répartition de la besogne entre les commissaires, mais plutôt qu'il ait réparti les cotes entre eux au hasard des circonstances.

Certains ont trois ou quatre paroisses à tarifer, d'autres n'en ont que deux ou même une.

(1) Arch. Marne, C. 764.

(2) Cf. Lettre à Le Pelletier de Beaupré du 24 mai 1740, *infra* p. 126, Arch. Marne, C. 763.

(3) Arch. Marne, C. 763.

Si, sans choisir, on regarde le nombre de cotes établies par certains commissaires, on arrive à des chiffres très différents : 1036. 3507. 515. 3556. 2654. 469.

Pour les récompenser quand ils ont bien rempli leur mission, l'intendant accorde à certains commissaires l'établissement de nouvelles cotes. Par contre, d'autres se voient enlever une partie de leur travail parce qu'ils ne l'ont pas accompli avec toute la diligence voulue. Pour ne citer qu'un exemple, c'est ainsi que six commissaires des tailles de Reims furent révoqués pour n'avoir pas rempli leur commission. « Ils avaient chargé le sieur Siret, huissier des tailles à Reims, de se transporter pour eux dans les communautés qui leur avaient été confiées pour y recevoir les changements et déclarations et en donner procès-verbal, ce qui était absolument contraire aux recommandations de l'intendant » (1).

Le travail des commissaires était convenablement rémunéré.

Ceux-ci durent au début, se rendre deux fois dans les paroisses. Une première fois, pour recevoir eux-mêmes les principales déclarations des habitants et leur donner toutes les explications nécessaires pour leur faire fournir les autres ; une seconde, pour donner lecture des déclarations et les contrôler à l'assemblée générale des habitants.

Ce travail et ces voyages occasionnaient des frais élevés. Pour payer les commissaires, l'intendant ne disposait que des six deniers par livre alloués aux collecteurs. Cette rétribution était très insuffisante. Aussi prit-il sur lui de leur accorder des rejets de 10, 15 et 20 livres, jusqu'à ce que

(1) Arch. Marne, C. 763.

le contrôleur général l'ait autorisé à les appointer plus raisonnablement qu'ils ne l'étaient.

Il leur fut alors alloué pour la première année quinze sous par cote.

De sorte (1) que l'établissement de la taille tarifée, en Champagne, où il y avait 2.200 paroisses taillables d'environ 190.000 cotes, a coûté 142.500 livres. Cette somme semble, à première vue, considérable. Mais, il faut se rappeler que l'opération n'a pas été faite en une seule année, mais en dix, de 1738 à 1748.

Comment se procura-t-on les fonds nécessaires à cet établissement ?

Les deux tiers de cette somme, ou dix sous par cote, furent fournis par les excédents de la capitation. Quant aux cinq sous de surplus, ils le furent de la manière suivante : quatre sous, par une imposition supplémentaire que chaque paroisse paya au marc la livre de son imposition, et avec la capitation ; et le dernier sou fut versé par les collecteurs. Il était normal que, n'ayant plus à établir les rôles de la taille, ils rétribuassent les commissaires de ce travail. D'ailleurs, ils donnaient auparavant au moins cette somme aux scribes qu'ils chargeaient de la confection de leurs rôles et des copies.

La seconde année, il ne fut plus accordé aux commissaires que dix sous par cote, savoir : cinq sous sur l'excédent de la capitation et les cinq autres comme la première année : quatre sous imposés sur les habitants et un sou payé par les collecteurs.

(1) D'après l'intendant Rouillé d'Orfeuil. Lettre du 6 décembre 1764 à d'Ormesson, Arch. Marne, C. 763.

En fait, cette allocation de la seconde année se prolongea d'une façon générale pour tous les commissaires, jusqu'en 1758. Nous allons voir les difficultés qui se présentèrent dans l'établissement des rôles par tarif, les rendirent défectueux et furent la cause de révisions qui occasionnèrent des voyages pénibles et répétés des commissaires. A partir de 1758, on considéra le travail comme établi d'une façon à peu près définitive. Il s'ensuivit que les commissaires eurent beaucoup moins à faire pour établir les rôles de taille. On en profita pour réduire leur rétribution de dix sous à huit sous par cote. Ce nouveau pourcentage dura quatre années. A partir de 1762, il fut réduit à six sous par cote pour la répartition de la taille, de la capitation et autres impositions levées, réparties en un même rôle, en conformité de la déclaration du 13 avril 1761.

Ces six sous étaient prélevés comme suit :

Deux sous sur les collecteurs ; c'était moins que ce qu'ils payaient pour faire les rôles de la taille et de la capitation, quand ceux là étaient faits arbitrairement.

Les quatre sous de surplus, soit environ 38.000 livres pour la province, auxquelles il y avait lieu d'ajouter environ 5.000 livres pour les appointements des inspecteurs, étaient fournis par fractions à peu près égales par les deniers des communautés et l'excédent de la capitation (1).

Nous verrons ultérieurement (2) quelles difficultés suscita la Cour des aides au sujet de la rétribution des commissaires.

(1) En 1764, 21.000 livres sont fournies par les fonds des communautés, 22.000 livres prélevées sur l'excédent de la capitation. Lettre citée du 6 décembre 1764.

(2) Cf. *infra*, Ch. V, p. 167.

Ces derniers, étant rémunérés à tant par cote, eurent tendance à en multiplier le nombre, pour augmenter leur salaire. C'est ainsi que certains d'entre eux firent plusieurs cotes pour un même contribuable ; d'autres réclamèrent des appointements pour celles qui ne donnaient pas lieu à des recouvrements. Aussi l'ordonnance de 1747 avisa-t-elle les commissaires que leur gratification ne pouvait porter sur les cotes des exempts et celles des mendiants. Cette ordonnance ajoutait qu'il n'était permis aux commissaires de réclamer aux collecteurs, dont ils faisaient une partie du travail, puisqu'ils asseyaient la taille, qu'un sou par cote non compris les frais de papier timbré, à peine d'être punis comme concussionnaires.

Lorsque toute la province fut tarifiée, ce qui avait eu pour effet de multiplier le nombre sans cesse accru des commissaires, l'intendant ne put plus, par ses propres moyens, assumer le contrôle de leur travail. C'est pourquoi Le Pelletier de Beaupré eut l'idée de répartir les paroisses de sa généralité en arrondissements à la tête desquels il plaça des inspecteurs de la taille. La fonction de ceux-ci était de surveiller les commissaires à qui il était donné un canton à tarifer. Chaque inspecteur convoquait, avant l'établissement du rôle, les commissaires qu'il avait sous ses ordres et leur rappelait les principes suivant lesquels ils devaient y procéder. Quand les commissaires avaient terminé leur travail, ils le soumettaient à l'examen de l'inspecteur. Enfin celui-ci adressait un rapport à l'intendant.

Cette réforme commencée par Le Pelletier de Beaupré, à la fin de son mandat en Champagne, fut en grande partie

réalisée par son successeur Caze de la Bove. La généralité fut divisée en six inspections. Les inspecteurs furent recrutés de la même manière que l'avaient été les commissaires. La plupart le furent parmi ces derniers.

Ils n'étaient pas rétribués comme les commissaires à tant par cote, mais touchaient des appointements fixes qui étaient prélevés sur les fonds libres de la capitation (1).

Dans la correspondance échangée entre Le Pelletier de Beaupré et Orry au début de la restauration de la taille tarifée en Champagne, on remarque les points qui ont le plus embarrassé l'intendant de Champagne dans sa réforme.

Nous avons vu que, dans son instruction de 1738, il avait fait supporter à chaque contribuable une cote personnelle, comparable à notre cote personnelle mobilière actuelle et que cette taxation avait disparu dans son instruction de 1740.

La raison de cette modification, nous la trouvons dans cette correspondance.

Il avait paru bon à l'intendant Le Pelletier de Beaupré de faire supporter à chaque particulier une imposition par tête, indépendante de toute autre taxation. Il existait, dans chaque village, des domestiques, des veuves, des manouvriers qui n'avaient ni biens-fonds ni industrie et qui, par conséquent, n'auraient pas été sujets à la taille. « Il fallait néanmoins les imposer parce que tout habitant non privilégié doit au Roi le tribut de sa personne ». Quand

(1) En 1788, par exemple, sur les 6 inspecteurs 4 touchaient 600 livres et 2, 1.200 livres.

à ceux qui payaient déjà une cote, cette cote personnelle diminuerait d'autant le tarif de chaque nature de biens.

Mais Orry ne vit pas l'utilité de cette imposition. Il prétendit que ceux qui n'avaient pas de cotes étaient des mendiants et que, par suite, ils ne devaient pas être taxés. Cette cote personnelle, anguaît-il, pourrait être une taxe sur le plus d'aisance à égalité de ressources, ce qui serait dangereux, car le plus d'aisance est la récompense du travail et de la bonne conduite. Cette raison suffisait, à son avis, pour écarter cette taxe ; d'ailleurs il pensait que c'eût été introduire l'arbitraire.

Les cotes personnelles furent donc supprimées. Mais, en 1740, elles furent remplacées par des cotes d'industrie qui tendaient sensiblement au même but.

L'intention première de l'intendant Le Pelletier de Beaupré avait été d'entrer dans le détail du nombre d'enfants, de l'âge, des malheurs ou fortunes particulières, sans suivre une proportion uniforme. C'est pourquoi, il avait demandé tous ces détails dans ses projets de déclarations. La différence fut si peu sensible qu'il y renonça.

Pour la fixation de chaque nature de biens, il crut indispensable d'admettre autant de distinctions et de taux différents qu'il y avait de communautés. Même parfois, il établit deux et trois tarifs de terres par paroisse. Pour ce travail, il se basa sur les renseignements qu'il avait recueillis par lui-même ou par des personnes dont il était assuré de la bonne foi.

Il craignit que le contrôleur général ne lui objectât l'arbitraire d'une telle diversité, tout en étant persuadé qu'il devait en être ainsi pour que le tarif fût juste. C'est

pourquoi il donna des ordres en ce sens dans ses instructions de 1738 et 1740. Il pensait bien ne pas arriver à la perfection du premier coup, mais il avait l'espoir qu'au bout de plusieurs années, par des réajustements, il pourrait rendre plus équitable la répartition.

En fait, cette façon de procéder ne laissait pas d'être compliquée et d'allonger le travail des commissaires, et cela d'autant plus inutilement que, dès les débuts, ceux-ci prirent l'habitude de considérer les terres des propriétaires comme un tiers bonnes, un tiers médiocres, un tiers mauvaises.

Cela revenait à fixer toutes les terres au même taux.

L'intendant Caze de la Bove s'en étant rendu compte, par son ordonnance du 25 septembre 1749, il autorisa les commissaires à imposer toutes les terres d'une même paroisse à un taux unique.

Nous avons vu que Le Pelletier de Beaupré, s'appuyant sur l'autorité de l'abbé de Saint Pierre, prit parti de tenir compte des hypothèques ou des rentes passives et de les déduire de la cote des taillables à qui elles incombaient. Mais la difficulté était de savoir si ces dettes étaient réelles.

Il pensa exiger de chaque contribuable le serment qu'il n'y avait ni remboursement ni contre-lettre. Puis, il se détermina à prononcer en cas de fraude la peine du quadrupule. Il fixa la déduction à un sou par livre de la rente ou de la redevance, en regardant le bien grevé comme un bien à loyer et non comme un bien tenu en propriété.

Il était une fraude que cet intendant observa et à laquelle il remédia.

Beaucoup de garçons riches obtenaient, en se mariant, des commissions des fermes et se trouvaient ainsi exemptés de la taille. Souvent, en outre, le père faisait donation à son fils de tous ses biens et celui-ci les lui rendait par une contre-lettre. Comme les commis des fermes ne devaient pas être imposés à un chiffre supérieur à celui pour lequel ils étaient taxés antérieurement à leur prise de charge, et que, d'autre part, les garçons étaient exemptés de taille, il en résultait qu'ils arrivaient à être entièrement exonérés. « Grâce à leur commission, ils sont exemptés, soit qu'ils l'aient acquise avant d'être imposés, soit qu'imposés très modiquement, par considération ou par faveur d'un collecteur à leur dévotion, ils prétendent n'être plus augmentés » .

Pour obvier à cet abus, l'intendant avait décidé de les exempter seulement de cote personnelle. Quand cette taxation fut supprimée, ils ne furent exemptés de taxe que pour ce qu'ils gagnaient du chef de leur commission des fermes.

C'est pour éviter des contestations fréquentes entre ces contribuables, souvent récalcitrants, et les commissaires que, dans son ordonnance de 1747, Le Pelletier de Beaupré prescrit : « Les commis de fermes du Roi ne doivent pas être taxés pour industrie. Ils ne peuvent être cotisés, lorsqu'ils ne l'étaient pas avant leur commission, à moins qu'ils ne possèdent des biens dans la paroisse ou qu'ils ne s'y marient avec des femmes qui en posséderont ou enfin qu'ils ne fassent quelque commerce et prennent des biens à loyer autres que les maisons nécessaires pour leur logement » .

La noblesse et le clergé étaient personnellement exempts de taille (1). Mais ils en subissaient indirectement le contre-coup par suite de l'imposition qui atteignait ceux qui affermaient leurs biens. Les fermiers généraux devaient payer la taille et ils en tenaient compte lors de la passation de leurs baux. Aussi, dès la reprise de la taille tarifée dans la généralité, arriva-t-il que les seigneurs traitèrent leurs fermiers généraux comme des régisseurs afin de les exempter d'impôt.

Déjà, dans son instruction de 1740, l'intendant met les commissaires en garde contre la fraude. Il leur conseille de la déjouer en exigeant des uns et des autres des affirmations par écrit sur le lien qui les unit.

Plus tard, il leur enjoignait de s'assurer que la régie était bien sincère en se faisant mettre sous les yeux les livres de comptes recettes et dépenses de chaque année, arrêtés et affirmés tant par les régisseurs que par les propriétaires.

Ces mesures n'empêchèrent pas les abus. Alors Le Pelletier de Beaupré en avisa le contrôleur général, qui provoqua la déclaration du roi du 19 mars 1747. Conformément à l'article III de cette déclaration, l'ordonnance de 1747 prescrivit que tous ceux qui feraient valoir des dîmes, fermes ou seigneureries, sous quelque nom que ce fût, seraient soumis à la taille.

C'était, évidemment, le moyen le plus catégorique pour éviter les déclarations mensongères sur ce point.

Dans le but de remédier aux fraudes des forains, l'intendant Caze de Bove avait, en 1749, ordonné à tous les

(1) Et encore leur imposition était-elle réduite à un certain nombre de charrues.

commissaires de s'envoyer réciproquement des notes concernant les contribuables propriétaires de maisons, fermes, terres ou autres biens dans les paroisses qu'ils tarifaient, afin que leurs collègues du domicile de ces taillables pussent se rendre compte si ceux-ci avaient déclaré ces biens et voir à les imposer s'ils ne l'étaient pas.

Ce moyen devait permettre de découvrir les dissimulations en cette matière. Mais, beaucoup de commissaires négligeaient de communiquer ces renseignements, de sorte que les fraudes étaient nombreuses.

Il était de règle d'affranchir d'industrie les contribuables vivant bourgeoisement, c'est-à-dire ne possédant ni commerce ni industrie et ne se livrant à aucun travail servile. Or, il y avait des gens, qui, vivant en apparence sans rien faire, ne semblaient posséder aucune source de revenus. Il y avait tout lieu de penser que ces individus avaient des professions cachées, des rentes dissimulées ou des propriétés, hors de la paroisse, qui n'étaient pas déclarées.

Aussi, pour éviter ces évasions, avait-on proposé à l'intendant d'assujettir à la taxe d'industrie tout bourgeois qui n'aurait pas un certain revenu déclaré. « La crainte d'être confondu avec le manouvrier et d'en recevoir dans un acte public l'humiliante qualification mettrait au jour les biens cachés, ou, du moins, l'assujettissement à cette taxe forcerait la vanité fainéante de s'occuper pour se mettre en état de l'acquitter » (1).

Ce à quoi l'intendant avait répondu qu'il n'était pas nécessaire de recourir à cette taxe, car un commissaire avisé avait bientôt fait de se rendre compte à qui il avait affaire.

(1) Arch. Marne, C. 763.

L'instauration de la taille tarifée une fois faite, Le Pelletier était partisan qu'un règlement général défendit de modifier, pendant dix ans, le tarif qui aurait été réglé par les commissaires, sinon au marc la livre des augmentations et des diminutions et pour les cas imprévus, le tout avec sa permission. Il craignait qu'on retombât dans l'arbitraire si, l'année suivante de celle où le tarif serait fait, un collecteur était capable de tout changer suivant son caprice (1).

Le contrôleur général approuva cette façon de voir et autorisa l'intendant à donner des ordres à cet effet.

Cependant, la plupart des déclarations ayant été mal faites, l'ordonnance de 1747 décida qu'il en serait recommencé d'autres aux frais des commissaires, sauf à les dédommager par la suite. Ceux-ci durent, au moins une fois par an, se rendre dans les paroisses et dresser un procès-verbal détaillé de l'état et de la situation de celles-ci, ainsi que de toutes les exemptions à faire par suite d'accidents.

L'abbé de Saint Pierre, ayant appris que l'intendant Le Pelletier de Beaupré avait donné comme guide à ses commissaires son *Mémoire pour l'établissement de la taille proportionnelle* suivit avec le plus vif intérêt la mise en application de ses principes dans la généralité de Champagne.

Dès qu'il sut que l'instruction de 1740 était parue, il écrivit le 10 mai de la même année à l'intendant de Champagne pour lui en demander un exemplaire. Ce dernier lui en ayant adressé un, le 24 mai suivant, il lui répondait : « Je viens de lire, Monsieur, votre instruction sur la taille

(1) Bertier de Sauvigny a fait la même prescription dans son ordonnance de 1776. Cf. *Infra*, p. 194.

tarifiée et je ne suis point surpris de la réputation de sagesse et d'habileté qu'elle vous a acquise.

Vous avez avec raison marqué que cette méthode est la seule qui peut donner assez de connaissance du revenu des taillables de chaque paroisse pour faire soulager les familles et les paroisses qui ont été trop surchargées. Vous pourriez ajouter non seulement les familles et les paroisses, mais encore les élections et les généralités elles-mêmes qui ont été trop surchargées.

Vous avez sagement recommandé de conserver le rôle de proportion, peut-être viendrez-vous à l'ordonner.

Peut-être en viendrez-vous aussi à faire l'essai de l'établissement de sept ou huit collecteurs volontaires pour un canton d'environ quatre vingt mille livres d'imposition pour en voir l'utilité, tant pour les taillables que pour l'augmentation de facilité dans la répartition proportionnelle et dans le recouvrement.

Je loue volontiers l'humanité et la justice des intendants qui ont exempté de la taxe d'industrie les taillables qui ont un ou plusieurs enfants à nourrir et habiller au-dessous de dix ans, car c'est une charge réelle pour la famille du taillable et pour l'Etat, qui met une grande différence entre ces taillables et les taillables qui n'ont point une pareille charge.

J'ai vu les termes de *valeur réelle* des terres, à la place de *réelle*, je mettrais le mot d'*annuelle* car *la taille suit le revenu annuel*.

Je regarde la taxe d'industrie comme une capitation de peu de chose, ainsi pour éviter les contestations sur la qualité de laboureur en entier ou de laboureur de moitié ou de

quart, je loue ceux qui n'exempteront aucun de la taxe d'industrie que ceux qui ont des petits enfants à nourrir ou qui ont soixante-dix ans.

De même, je loue ceux qui taxent le commerçant sur le pied du revenu du denier vingt que lui rapporterait la somme qu'on lui suppose dans son commerce.

J'aime à lire l'espérance que vous avez de voir bientôt votre généralité toute tarifée, vous me feriez bien plaisir de me dire dans combien d'années : combien vous avez de paroisses tarifées et combien il vous en reste à tarifer, c'est que je veux vous proposer pour exemple à quelques paresseux.

J'ai encore à vous demander si les cinq sous par cote que donne M. le Contrôleur général au commissaire, n'est pas, comme je le crois, une rétribution suffisante en général pour aller faire la répartition dans chaque paroisse, et s'il ne serait pas à propos d'y employer d'autres commissaires que des élus, comme officiers exempts, notaires, avocats, prieurs, abbés, curés, chanoines habiles et vertueux, car il y en a de tels : les élus me sont suspects quant à présent.

Ce qui me plaît le plus, c'est de voir combien vous estimez le bonheur des peuples qui, moyennant l'exacte observation de votre instruction, n'auront plus rien à craindre de l'injustice et de la vengeance des collecteurs ni de l'ignorance des commissaires et combien cette méthode augmentera la concorde, le commerce et les secours mutuels dans les paroisses et dans toute votre province.

Monsieur votre frère rend la justice à mille personne par an, et il en est très louable, vous la rendez à huit cent

mille et vous les rendez justes, souvent malgré eux, et en les faisant vivre en paix et en tranquillité vous rendez un grand service au Roi et à votre Patrie. C'est un grand bienfait, ainsi je finis par vous dire : Paradis aux bienfaisants.

L'abbé de Saint Pierre (1) ».

Il aurait été intéressant de connaître la réponse de l'intendant de Champagne, malheureusement nous n'avons pu la retrouver.

De par ses principes, la taille tarifée était un réel progrès. Elle devait assurer la sécurité des taillables par une plus juste répartition de leur imposition.

Dans la pratique, elle fut loin d'apporter tous les bienfaits qu'on en attendait. Sa mise en application fut viciée, comme l'avait été celle de la taille proportionnelle sous la Régence. Et ce fut pour les mêmes causes.

Les taillables étaient tellement accablés d'impositions de toutes sortes qu'ils redoutaient toute innovation. Ils craignaient que la moindre indication qu'ils pourraient fournir ne fût la cause d'une recrudescence d'impôt. C'est l'opinion qu'émettent, dans un mémoire adressé à la Cour des aides, les officiers des élections de la généralité de Châlons (2). « Les premiers commissaires nommés par ce magistrat (Le Pelletier de Beaupré), arrivant dans les paroisses dont le travail leur était confié, étaient regardés par les gens de la campagne comme des hommes dont la mission ne tendait qu'à les surprendre et à faire augmenter leurs

(1) Arch. Marne, C. 763.

(2) Mémoires à Nos Seigneurs de la Cour des Aides par les Officiers des Elections de la Généralité de Champagne vers 1765. Arch. Marne, C. 763.

impositions ; le détail exact dans lequel les commissaires étaient obligés d'entrer pour s'assurer de la vérité des déclarations de chaque particulier sur ses biens propres ou sur ceux qu'il donnait ou tenait à loyer étaient autant de précautions effrayantes pour le contribuable, qui ne pouvait pas être encore instruit de tout le bien qui devait en résulter. »

L'intendant Le Pelletier avait cru que, quand ses administrés sauraient que leur imposition ne dépendrait plus de l'arbitraire des collecteurs, mais de leurs différentes sources de revenus, ils accepteraient plus facilement leur imposition, en connaissant la cause. Il n'en fut rien. Au contraire, la plupart, quand ils surent ce pour quoi ils étaient taxés, accueillirent sans bienveillance ce mode d'imposition qui représentait pour chaque arpent de terre, chaque tête de bétail ou chaque journée de travail un certain chiffre de taille à payer au fisc.

De plus, les déclarations n'étaient pas exactes. C'est là le principal obstacle que rencontra l'application de la taille tarifée et qui fut cause qu'elle n'atteignit jamais le degré de perfection qu'on eût souhaité.

Dès les débuts, ce vice, qui n'était pas particulier à la Champagne, fit son apparition. Orry le signale à l'intendant Le Pelletier avant que celui-ci ait rien entrepris de général dans sa province (1). « La plupart de ceux qui ont travaillé à l'établissement de la taille proportionnelle, écrit-il, ont cru devoir commencer par exiger des déclarations de tous les contribuables. L'expérience a fait connaître qu'il

(1) Lettres d'Orry à Le Pelletier de Beaupré du 19 mai 1738, Arch. Marne, C. 763.

était souvent difficile d'amener tous les **habitants** d'une paroisse à subir cette formalité, les uns, [étant] désobéissants et mal intentionnés, les autres **grossiers et ignorants**. D'ailleurs, celles qui sont fournies sont, pour la plupart, fausses ou au moins captieuses, dans la vue de dérober à la connaissance du commissaire une partie des facultés des taillables. Les peines qui ont été prononcées contre les non-déclarants et faux-déclarants n'ont intimidé personne **parce qu'on les a regardées comme purement comminatoires.** »

Malgré toutes les précautions prises par les intendants Le Pelletier de Beaupré et Caze de la Bove pour pallier ce grave inconvénient : en invitant les commissaires à redoubler de vigilance, en prescrivant les contradictions des habitants et en édictant des sanctions contre les faux déclarants, il n'y avait rien à faire. L'esprit de dissimulation était trop ancré chez les taillables. Avec les collecteurs, ils avaient accoutumé de se faire paraître plus pauvres qu'ils n'étaient et de crier misère pour être moins accablés. Bien qu'une telle façon de procéder ne fût plus pour eux d'aucune utilité vis-à-vis des commissaires, l'habitude de frauder était trop invétérée pour qu'ils s'en départissent si vite. Et puis, l'autorité de l'intendant, quoique affermie, n'était pas assez puissante pour réprimer les infractions à ses ordonnances, infractions qu'il savait soutenues et même encouragées par les taillables influents et par les privilégiés.

Pour obvier à la fausseté des déclarations, on avait bien proposé des remèdes. L'un consistait à charger les quatre principaux propriétaires et les quatre principaux manouvriers ou artisans d'examiner les rôles et de dévoiler les

fausses déclarations, sous peine d'une amende de deux cents livres pour chacun d'eux et de cinquante livres pour chacun des propriétaires convaincus de dissimulation. Un autre comportait la nomination par le commissaire de quatre habitants chargés d'affirmer l'exactitude des déclarations des contribuables de la paroisse, à charge par eux de supporter les frais d'un arpentage, si, malgré leurs assertions, certaines déclarations étaient reconnues fausses.

Ni l'un ni l'autre ne fut suivi. Néanmoins, quelquefois, quand la fraude était évidente, il fut ordonné des arpentages dont les frais étaient mis à la charge des délinquants. Mais les sanctions n'étaient pas assez énergiques. Il avait été question de prononcer la confiscation des biens cachés par les propriétaires et une amende très forte pour ceux qui l'étaient par les fermiers. On n'osa jamais mettre en pratique ces sanctions qui n'eussent, certes, pas manqué d'efficacité. Il y aurait eu trop de biens confisqués.

Il arrivait souvent aux habitants d'un village de s'entendre pour cacher une partie de leurs revenus, avant que le commissaire se soit rendu dans la paroisse pour y recueillir les déclarations. Par suite de ce concert frauduleux, qui les rendait tous solidaires les uns des autres, il n'y avait pas à craindre les délations possibles de certains. Ainsi que nous l'expliquerons, il en résultait un allègement du chiffre de la taille par suite de la réduction de son taux.

On pourrait objecter à cela que, si, d'un commun accord, les cultivateurs pouvaient dissimuler une partie de leurs ressources, en attribuant à leurs terres un revenu moindre que leur revenu effectif, il n'en était pas de même des artisans et des manouvriers, dont la cote était basée

sur le produit de 200 journées de travail ; qu'il était donc probable que ceux-ci démasqueraient ceux-là. Cette éventualité n'était pas à craindre, parce que les laboureurs tenaient à leur merci les artisans et les manouvriers, dans la crainte où ceux-ci étaient qu'on ne fit plus suffisamment travailler pour qu'ils pussent gagner leur vie.

Or, si les déclarations ne sont pas exactes, il n'y a plus de taille tarifée, tout au moins risque-t-elle d'être aussi injuste que la taille arbitraire. Le Pelletier de Beaupré s'en était rendu compte. C'est pourquoi il a tant insisté, dans ses instructions aux commissaires, pour leur faire porter toute leur attention sur ce point : la sincérité des déclarations.

Enfin, beaucoup de commissaires ne déployaient pas dans leur fonction la vigilance que l'intendant leur réclamait.

Le travail qu'on exigeait d'eux était long et minutieux, surtout dans les débuts de la réforme.

Pour arriver à se faire une idée exacte des revenus des contribuables, il aurait fallu que le commissaire appliquât à la lettre les prescriptions des ordonnances de l'intendant, qu'il se rendît dans chacune des paroisses qu'il avait à tarifer, qu'il en parcourût le territoire afin de se rendre compte de la situation des terres, qu'il se fît montrer des actes de ventes notariés pour savoir quelle était la valeur vénale des biens et en fixer le revenu, et qu'il se basât sur ces données pour assigner, d'accord avec les principaux habitants, un revenu à chaque sorte de biens-fonds. Tout ce travail ne pouvait se faire en une seule journée. Plusieurs jours étaient nécessaires pour parcourir le pays, dis-

cuter avec les habitants et compulser leurs titres de propriété. C'était demander aux commissaires et de l'intelligence et du zèle : la plupart manquaient de l'un ou de l'autre, sinon des deux.

Les premières années de l'essai, beaucoup se dispensaient de se rendre sur place pour y prendre tous les renseignements qui leur étaient indispensables à l'établissement du rôle. Ils se contentaient d'y envoyer des commis. Quand l'intendant Le Pelletier fut mis au courant de cette façon de procéder, il les força de se rendre eux-mêmes dans les paroisses. Ils firent alors leur travail si hâtivement que les résultats furent à peu près les mêmes. Ils convoquaient les habitants à une heure donnée et se dépêchaient de recueillir les déclarations que ceux-ci voulaient bien leur faire, sans les discuter et sans demander aucune justification.

De telles pratiques aboutirent à des rôles au moins aussi injustes que ceux faits par les collecteurs arbitrairement. C'est pour réformer cet état de choses défectueux que Le Pelletier de Beaupré ordonna, en 1747, que la plupart des déclarations seraient refaites par les habitants aux frais des commissaires, sauf à les dédommager ensuite.

Il en était, pourtant, quelques-uns qui s'acquittaient consciencieusement de leur mission, visitant le territoire qu'ils avaient à imposer, faisant contredire les habitants et se faisant présenter les actes de vente récents et les baux. Après s'être fait une idée exacte de la valeur des biens de certains contribuables, il leur était ensuite plus facile de déterminer, par comparaison, le revenu des propriétés voisines. Ils étaient, d'ailleurs, aidés dans cette tâche par ceux

dont ils avaient fixé la cote sur des données précises, qui, une fois découverts, voulaient que celles des autres taillables le fussent aussi. Il leur fallait beaucoup de diligence pour que la ruse et la malice des paysans ne parvinssent pas à les circonvenir.

M. de Brienne, avocat du roi à la prévôté et élu à Bar-sur-Aube prétendait qu'il était un moyen bien simple de se rendre compte si un commissaire était intelligent et zélé. Il suffisait, disait-il, de voir si, depuis qu'il tarifait un groupe de paroisses, le marc la livre de la taille avait augmenté ou diminué proportionnellement à la taille imposée dans ces paroisses.

Si le commissaire était zélé, le marc la livre devait avoir baissé ; s'il était négligent, ne cherchant pas à découvrir les fraudes, le marc la livre serait stationnaire. Enfin, s'il était incapable, laissant échapper une partie des propriétés, soit par ignorance, soit par complaisance, le marc la livre aurait augmenté. C'était là, évidemment, un moyen très empirique.

A côté de ces vices qui tenaient à la négligence des commissaires, il y a lieu de signaler les inconvénients qui résultaient du fait que les instructions de l'intendant laissaient des questions sans solution.

C'est ainsi qu'il n'y avait pas d'estimation générale des grains pour toute la province, eu égard aux différents poids et mesures de chaque élection. De sorte que la plus grande diversité se présentait dans leur mode d'évaluation par les commissaires.

Les uns avaient fixé leurs prix suivant l'estimation arrêtée pour le dixième de 1733, d'autres pour celui de 1741,

d'autres, enfin, avaient déterminé ce prix d'accord avec les habitants. Il s'ensuivait des inégalités et, par suite, des injustices. Alors que, dans certains endroits, le tarif des grains était fixé trop haut par rapport aux autres tarifs, dans d'autres c'était le contraire qui se produisait.

C'était d'autant plus à déplorer qu'il y avait à l'époque beaucoup de fermes louées en grains.

Le même grief pouvait être adressé à la taxe d'industrie des artisans et des journaliers. Dans nombre de paroisses, les journées n'étaient pas évaluées en concordance avec la valeur des fonds.

Quoiqu'il en soit, chaque année, on se rapprochait de la réalité. Moins accablés par le travail de mise en route, les commissaires pouvaient mieux approfondir les déficiences de leur tarif, connaissant mieux le pays, apprendre la qualité des terres, profiter des transactions qui s'étaient faites dans le courant de l'année pour baser leurs évaluations, rechercher les fausses déclarations et les omissions.

Et, petit à petit, l'assiette de la taille tendait à devenir équitable.

En somme, l'œuvre de Le Pelletier de Beaupré avait tout de même apporté quelques progrès dans la répartition de cet impôt.

Si, au hasard, on examine les rôles de certaines paroisses pendant plusieurs années consécutives, à l'époque de la transition entre la taille ordinaire et la taille tarifée, entre 1738 et 1748 pour la plupart des paroisses, on peut faire les constatations suivantes qui prouvent combien la taille était arbitrairement imposée avant de l'être par les commissaires.

D'abord, ceux qui remplissent les fonctions de collecteurs sont toujours moins taxés l'année où ils le sont que les années avoisinantes.

Ensuite, alors que, tant que la taille était assise par ces derniers, la cote de chaque contribuable restait sensiblement la même chaque année, tout au plus subissait-elle quelques légers changements par suite de la complaisance ou de l'animosité des collecteurs, dès qu'elle est répartie par les commissaires en vertu d'un tarif, on voit se produire de très grosses différences dans les chiffres des cotes.

C'est ainsi que certains habitants qui payaient 25 ou 30 livres de taille sont portés à 150 livres, alors que d'autres, imposés à la même somme, sont réduits à 4 ou 5 livres seulement.

C'est une preuve que, avant qu'elle fût assise d'après les facultés de chacun, les gros taillables usaient de leur influence sur les collecteurs pour se faire exonérer d'une portion de leur imposition et que la nouvelle façon de procéder ne pouvait que tendre à plus de justice.

Une autre preuve de la réalité de ces progrès, c'est que la perception de la taille s'opère plus facilement. C'est un critérium : mieux l'assiette de l'impôt est faite, plus facile est son recouvrement. Or, voici ce que rapporte sur ce point Rouillé d'Orfeuil dans le mémoire sur la taille tarifée qu'il adressait en avril 1767, à M. d'Ormesson.

« Avant 1738, la Champagne ne pouvait supporter ses impositions, les recouvrements étaient retardés de deux ou trois ans. Les frais des demandes formées aux élections pour décharges, surtaux, modérations étaient, année commune, de 120.000 livres. Aujourd'hui, les recouvrements se

font sans difficultés, presque sans frais. Pourtant la Champagne est la province la plus pauvre. Au 1^{er} avril 1767 toutes impositions 1765 payés, et sur 3.800.000 livres de 1766, il n'en reste que 800.000 livres à payer. Les frais se montent à 400 livres environ par an, même 370 livres seulement en 1766. »

Si le témoignage de cet intendant peut paraître tendancieux, il en est un autre qui émane d'une source qu'on ne saurait juger telle, tout au moins dans le même sens. C'est des officiers des élections de Champagne qu'il s'agit. Voici comment, en s'adressant à la Cour des aides, ils s'expriment au sujet de la réforme entreprise en 1738. « La taille tarifée, à son début, fut mal vue par les gens de la campagne qui craignaient qu'on ne les imposât encore plus qu'auparavant. Quand ils se rendirent compte qu'au contraire cette nouvelle façon de procéder tendait à une plus juste répartition, ils s'en réjouirent. Aussi toutes les communautés demandèrent-elles à l'intendant d'être soumises au nouveau tarif. Seuls, les riches qui se faisaient craindre et qui n'étaient pas taxés proportionnellement à leur fortune, accueillirent cette réforme avec mauvaise grâce. Une preuve que le tarif a du bon, c'est que, depuis qu'il est en vigueur, le recouvrement des **impositions s'opère** beaucoup plus facilement que dans le temps de la taille arbitraire, et, en conséquence avec moins de frais, et ce, malgré l'augmentation des impositions que rendent nécessaires les dépenses excessives des guerres, et nonobstant la misère du peuple de Champagne. »

Or les officiers des élections ne pouvaient être taxés de partialité à l'égard des intendants, surtout quand ils

s'adressaient à la Cour des aides. On peut donc tenir le fait pour exact.

En résumé, la taille tarifée une fois installée, faisait preuve de vitalité et se maintenait.

Le plus gros effort était fait. Les débuts avaient été durs, comme le rappelle Rouillé d'Orfeuil dans une lettre à d'Ormesson : « L'établissement en a été pénible, on a même douté pendant longtemps du succès malgré les soins de M. de Beaupré, qui présidait lui-même à cette opération » (1).

Mais, plus de vingt ans s'étaient passés sans voir **s'anéantir** l'œuvre de Le Pelletier de Beaupré. On mesure la valeur des institutions à leur durée. La taille tarifée, en dépit de tous les obstacles qu'elle avait rencontrés à sa naissance, survivait et se fortifiait.

Alors que tout péril semblait conjuré, les intendants de Champagne allaient avoir à soutenir la lutte engagée par la Cour des aides de Paris, au sujet de la mise en application des principes de l'abbé de Saint-Pierre.

(1) Lettre du 6 décembre 1764. Arch. Marne, C. 763.

CHAPITRE V

LUTTE DE LA COUR DES AIDES CONTRE LA TAILLE TARIFÉE

La taille tarifée, quoiqu'en vigueur dans plusieurs provinces et particulièrement en Champagne, n'était pas encore reconnue officiellement. Elle avait, si l'on peut s'exprimer ainsi, une existence *de facto* et non *de jure*.

Les déclarations des 20 mai et 13 avril 1761 allaient créer une situation telle que le statut quo ne pouvait être gardé. Il allait falloir que le roi se décidât, soit à consacrer l'existence officielle de cette façon de percevoir la taille, soit à la supprimer. C'est à la première de ces deux solutions qu'il se détermina.

La Cour des aides de Paris avait vu, avec déplaisir, réussir les essais de taille tarifée. Elle s'était opposée, tant qu'elle l'avait pu, à son établissement en 1716 et toutes les difficultés, qu'elle avait indirectement suscitées, n'avaient pas peu contribué à l'échec que celle-ci avait essuyé.

Lorsque Orry avait essayé de la restaurer, il avait fallu qu'à son énergie vint s'adjoindre l'effort de quelques intendants tout dévoués à la cause, pour lutter contre les Cours des aides.

Le motif de cette opposition si marquée pour la taille tarifée, dont le but était d'obtenir une plus juste répartition de la taille, est facile à comprendre. Il tenait uniquement à une question de juridiction.

C'est parce qu'alors que le contentieux de la taille était du ressort des élections en première instance, et de la Cour des aides, en appel, en vertu de l'édit d'août 1715, la taille tarifée, comme la capitation et le dixième, était de la compétence de l'intendant avec appel au Conseil d'Etat. Voilà pourquoi les Cours des aides étaient si hostiles à la taille tarifée qui leur enlevait en même temps qu'une partie de leur prestige, un certain nombre de leurs procès et une fraction de leurs revenus.

D'ailleurs, celles-ci ne cachaient pas la cause de leur hostilité. Qu'on en juge par le mémoire que la Cour des aides de Paris adressait en avril 1760 au Chancelier.

Après avoir rappelé comment la suppression de privilèges avait, en 1715, déterminé l'octroi aux intendants de la confection des rôles d'office, en leur réservant les oppositions formées contre ces rôles, avec appel au Conseil, cette Cour remarque que ce pouvoir n'était accordé que pour deux années après lesquelles tout devait rentrer dans l'ordre accoutumé ; que les deux années sont expirées depuis longtemps et que, cependant, le nombre de ces rôles s'est singulièrement accru « à un tel point qu'il y a des paroisses où ils se font presque tous d'office ». Et ce mé-

moire continue : « La Cour des aides ignore les biens que ces rôles ont procurés aux taillables. Les plaintes réitérées qui lui ont été portées prouvent l'abus qui règne souvent dans leur confection.

Elle ignore pareillement quel est le pouvoir sur lequel se fondent les commissaires départis pour les continuer.

Elle sait seulement que les ordonnances lui enjoignent expressément de poursuivre toutes personnes, qui, n'étant pas collecteurs, se mêlent de la répartition de la taille.

Nous sommes obligés de le dire avec douleur : il n'est plus question de règle dans l'imposition de la taille, on ne sait quel est le motif de cet anéantissement des lois.

Les commissaires départis dans les provinces ont cru que le bien public exigeait qu'ils s'emparassent souverainement de la répartition de cette imposition et de sa perception.

Contre les lois les plus précises, contre la teneur de l'édit de 1715 qui limitait ce pouvoir à deux années, ils ont continué à faire faire les rôles d'office et se sont réservé toutes les contestations que ces rôles peuvent faire naître.

On a dérangé toute la sage organisation des lois.

Par elle, le collecteur, garant des deniers et de l'événement de son imposition, est seul maître de les faire : par la nouvelle méthode, il est forcé de signer les rôles.

Veut-il refuser parce qu'il trouve l'imposition mal faite ? On emploie les voies les plus dures pour l'y contraindre ».

Suit un sombre tableau des misères qu'on fait endurer aux collecteurs et des moyens de coercition dont on use pour les contraindre à se conformer aux volontés des in-

tendants. Et tout cela sans aucun soulagement pour les taillables, bien au contraire, puisqu'on augmente leur imposition pour la rétribution des commissaires (1).

En 1759, la Cour des aides livre un premier assaut contre la juridiction des intendants. La déclaration du 23 avril ayant suspendu l'exemption de taille des privilégiés, une autre déclaration du 20 mai suivit, qui décréta que ceux-ci seraient taxés d'office.

A l'encontre de l'édit d'août 1715 qui avait déjà révoqué tous les annoblissements accordés depuis 1689 et chargé l'intendant de cette taxation d'office, en ordonnant que les oppositions à ces cotes seraient portées devant celui-ci, sauf appel au Conseil, avec défense expresse aux élections et aux Cours des aides d'en connaître, la nouvelle déclaration de 1759 rendait à ces deux juridictions la compétence en cette matière, qui leur avait été enlevée quarante-quatre ans plus tôt.

C'était une première emprise, mais de peu d'importance en comparaison de celle qui allait suivre. Quelque nombreux que fussent les privilégiés, ils étaient, cependant, l'exception dans la masse des taillables.

Le roi, toujours en dette avec la Cour des aides de Paris, n'avait pu obtenir l'enregistrement de son édit de février 1760, créant le troisième vingtième, qu'à la condition de donner à celle-ci « la connaissance des contestations sur les rôles de taille faits d'office, ce qui pouvait mener à la destruction complète de la taille tarifée, mal vue dans le

(1) Mémoire pour servir à l'Histoire du Droit public de la France en matière d'impôts, p. 23, rapporté par MARION, *Les Impôts directs sous l'Ancien Régime*. Paris, 1910, p. 179 et 180.

monde judiciaire » (1). La promesse fut tenue par la déclaration du 13 avril 1761, dont les articles 6 et 7 enlevèrent aux intendants la compétence des rôles de taille faits d'office pour l'attribuer aux élections, en premier ressort et aux Cours des aides en appel (2). En Champagne, comme en Limousin, le bénéfice de tant d'années de travail faillit être anéanti.

Le contrôleur général, Maynon d'Invaux, rapporte, dans une lettre à d'Ormesson « qu'après la déclaration de 1761, M. de Saint Contest, alors intendant de cette généralité, craignit que cette loi fît perdre tout le fruit de ces opérations, qu'il en écrivit à M. le contrôleur général, mais que peu de temps après, M. le premier président de la Cour des aides ayant eu l'occasion de voir un exemplaire de l'ins-

(1) MARION, *Histoire Financière de la France depuis 1715*. tome I^{er}, Paris 1914, p. 210.

(2) Ces articles étaient ainsi conçus : Art. VI : « Les oppositions qui pourront survenir aux cotes insérées auxdits rôles seront portées en première instance en l'Election par un simple mémoire et sans ministère de procureur, si bon en semble à l'opposant, lequel mémoire sera remis à notre Procureur en l'Election à l'effet d'y défendre pour les habitants, après avoir préalablement communiqué ledit mémoire au Commissaire qui aura fait le rôle pour donner son avis ou déclarer qu'il n'entend le donner, ce qu'il sera tenu de faire et de rendre le mémoire dans la huitaine du jour qui lui aura été communiqué : duquel jour sera fait mention, sans frais, sur le registre du greffe de l'Election ».

« Art. VII. — Sur l'avis du commissaire ou sa déclaration qu'il n'entend en donner, il sera statué sans frais, sur le mémoire de l'opposant par les Officiers de l'Election, et, en cas d'appel de leur sentence ledit appel sera porté, instruit et jugé en nos Cours des Aides dans la même forme prescrite par notre déclaration du 20 mai 1759 concernant l'appel des cotes d'offices des privilégiés dont le privilège d'exemption de taille a été suspendu par celle du 17 avril précédent ». *Nouveau code des Tailles* III, p. 706 AUGER. *Op. cit.*, T. III, p. 1604 et 1605.

truction, d'après laquelle on opérait, fut le premier à reconnaître tous les avantages qui en résulteraient et que, pour prévenir toutes les contradictions que la déclaration de 1761 pouvait donner lieu d'élever, il proposa d'expédier des lettres patentes pour autoriser provisoirement les principes de répartition établis dans l'instruction » ce qui n'alla pas sans soulever quelques observations de la part de la Cour des aides, qui finit par enregistrer les lettres patentes le 7 septembre 1764, pour une année seulement (1).

En fait, nous verrons que les choses ne se passèrent pas aussi simplement. La déclaration qu'avait réclamée l'intendant de Saint-Contest fut rendue le 11 octobre 1762.

En voici la teneur (2).

« Louis par la grâce de Dieu, Roi de France et de Navarre. A tous ceux qui ces présentes lettres verront, salut : En établissant par notre déclaration du 13 avril 1761 une nouvelle forme de procéder plus sommaire et moins dispendieuse que celle qui avait été pratiquée précédemment, dans les cas où nos sujets taillables se croient fondés à former opposition à leurs cotes, notre intention a été de diminuer pour l'avenir les frais qui se faisaient pour parvenir à l'imposition, levée et recouvrement de la taille et des autres impositions accessoires : Nous avons à cet effet permis par l'article IV de notre déclaration aux sieurs intendants et commissaires départis, conformément aux dispositions de l'édit de feu Roi Louis XIV, notre très honoré Seigneur et Bisaïeul du mois d'août 1715, de faire procéder par les

(1) Lettre du contrôleur général à M. Ormesson du 27 septembre 1769. Arch. Marne, C. 763.

(2) *Nouveau code des tailles*, T. IV, p. 52. AUGER, T. III, p. 1662.

officiers des élections ou autres qu'il plairait aux dits sieurs intendants commettre, à la confection des rôles des tailles des villes, bourgs et paroisses taillables, dans lesquels ils le jugeraient nécessaire, et nous avons ordonné, par les articles 6 et 7, que les oppositions qui pourraient survenir aux cotes insérées dans lesdits rôles seraient portées, en première instance, aux élections et, en cas d'appel, à nos Cours des Aides : Nous avons été informés que l'exécution desdits articles 6 et 7 de notre déclaration pouvait faire naître quelques difficultés dans la généralité de Champagne, où la taille s'impose dans une forme particulière, et suivant un tarif dont les principes ne sont pas juridiquement connus des officiers des élections : nous avons reconnu que cette forme, introduite en 1738 dans ladite généralité, avait pour objet d'établir des règles fixes et moins arbitraires pour la répartition de l'imposition entre les contribuables et prévenir par là tous les abus qui naissent de l'incertitude et de l'inégalité des répartitions : Que pour y parvenir, la valeur de tous les biens-fonds de ladite généralité a été constatée par des déclarations faites par les propriétaires de la quantité et qualité des terrains qu'ils possédaient, lesquelles déclarations ont été contredites par les autres contribuables et vérifiées contradictoirement avec eux par la représentation soit des contrats d'acquisition, soit des baux desdits biens. Qu'après cette opération, il a été établi des règles pour imposer l'industrie à un taux modéré, et de la manière la moins arbitraire qu'il a été possible, que sur des procès-verbaux d'évaluation des biens-fonds, dans lesquels le produit ou le revenu de chaque espèce de biens a été marqué, il a été formé un relevé exact des-

dits biens possédés par chaque particulier contenant aussi l'estimation ou le produit d'iceux : Que les registres ou feuilles de relevé ont servi de base au travail des commissaires pour asseoir la taille, que ces commissaires ont été chargés chaque année de vérifier dans les paroisses, les changements arrivés, tant dans la propriété des biens, que dans ceux donnés ou tenus à ferme et de les porter sur les registres ou feuilles de relevé : que, pour les diriger dans la répartition de l'imposition, il a été dressé une instruction ou préambule de rôle qui règle la proportion dans laquelle doivent être imposés les différentes natures de biens propres et d'exploitation et les différentes classes d'industrie ; en sorte que le commissaire n'a plus qu'à en faire l'application aux cotes particulières, que depuis l'établissement de cette forme de répartition dans la généralité de Châlons, les sieurs intendants et commissaires départis de cette généralité se sont occupés des moyens de la porter à toute la perfection dont elle est susceptible, soit en faisant vérifier et corriger les inexactitudes qui auraient pu se glisser dans les premières opérations soit en simplifiant la forme des calculs et des répartitions ; que les premiers frais indispensables, pour parvenir à la connaissance détaillée de tous les fonds, ayant été considérables, et le peuple en ayant recueilli des fruits très avantageux par la diminution du nombre des contestations, le bien de la province exige que nous prenions les mesures nécessaires, soit pour maintenir ladite forme d'imposition, soit pour la porter encore à un plus haut degré de perfection. Notre intention est de remplir l'un et l'autre de ces objets ; mais comme les mesures à prendre pour y parvenir demandent du temps et des

instructions préalables, nous nous réservons d'y pourvoir dans la suite, et, étant nécessaire d'empêcher que la prorogation du tarif ne soit dérangée par les jugements que rendraient les officiers des élections, en conformité de l'article 6 de notre déclaration du 13 avril 1761, ce qui pourrait arriver par l'impossibilité où seraient lesdits officiers de se conformer dans leurs jugements aux principes du tarif dont ils n'ont eu jusqu'à présent aucune connaissance juridique : Nous avons jugé à propos d'assujettir les officiers des élections à se conformer dans leurs jugements au tarif, tel qu'il est actuellement en usage dans la généralité de Champagne, et, en conséquence, nous avons cru devoir ordonner le dépôt au greffe des élections, tant d'un double des procès-verbaux d'évaluation des biens-fonds et de l'industrie sur les extraits desquels les commissaires établissent leur imposition, que des instructions insérées au préambule des rôles et qui contiennent les principes du tarif dont il s'agit.

A ces causes, et autres à ce nous mouvant de l'avis de notre Conseil, et de notre certaine science, pleine puissance et autorité royale, nous avons dit, déclaré et ordonné, et par ces présentes signées de notre main, disons, déclarons, et ordonnons, voulons et nous plaît ce qui suit :

I. — Les tailles et autres impositions accessoires continueront dans la généralité de Châlons d'être imposées comme par le passé conformément aux règles du tarif exécuté dans cette généralité depuis l'année 1738 suivant les instructions ou préambules des rôles attachés sous le contre-scel des présentes et d'après les énonciations et estimations des héritages portées aux registres ou feuillets de relevé,

qui, depuis ce temps, servent de base au travail de la confection des rôles.

II. — Les officiers des élections en première instance et notre Cour des aides en cause d'appel, se conformeront auxdites règles et aux estimations dans les jugements des oppositions qui pourraient survenir aux cotes insérées aux rôles faits en conséquence, et ce, pendant le temps de trois années, que nous jugeons nécessaires pour nous mettre en état d'expliquer nos intentions sur les changements qui pourraient être à faire, soit aux règles du tarif en général, soit aux estimations des fonds de chaque paroisse en particulier.

III. — A l'effet de mettre nos officiers des élections à portée d'exécuter les dispositions de l'article précédent, nous ordonnons qu'il sera déposé au greffe de chacune des élections de ladite généralité, un modèle de l'instruction insérée au préambule des rôles et un double des procès-verbaux d'évaluation des biens-fonds et de l'industrie, lesquels seront conformes aux modèles desdites instructions et procès-verbaux déposés aux greffes des élections, dans trois mois pour tout délai, à compter de la date de l'enregistrement des présentes.

IV. — Ceux qui seront chargés de vérifier chaque année conjointement avec les commissaires des tailles les évaluations des biens, seront tenus d'envoyer aux greffes des élections, aussitôt après la vérification, un état des changements qui auront été jugés nécessaires, pour être fait mention desdits changements sur les procès-verbaux déposés auxdits greffes.

V. — Lorsque les officiers des élections recevront des requêtes ou mémoires de la part des opposants aux cotes insérées aux rôles des tailles d'une communauté, ils les communiqueront au substitut de notre procureur général qui prendra les éclaircissements qui lui seront nécessaires et se fera remettre par le commissaire une copie détaillée de la cote de celui qui aura formé l'opposition avec son avis, sans que, pour raison de ce, il puisse exiger aucun frais, pour lesdits officiers, sur les pièces et conclusions dudit substitut, être statué ce qu'il appartiendra. Si donnons en mandement à nos amés et féaux Conseillers, les gens tenant notre Cour des aides à Paris, que ces présentes ils aient à faire lire, publier et registrer, même en temps de vacation et le contenu en icelles garder, observer et exécuter selon leur forme et teneur nonobstant tous édits, déclarations, arrêts, réglemens et autres choses à ce contraires, auxquels nous avons dérogé et dérogeons par ces présentes, aux copies desquelles, collationnées par l'un de nos amés et féaux Conseillers-Secrétaires, voulons que foi soit ajoutée comme à l'original : Car tel est notre plaisir. En témoin de quoi nous avons fait mettre notre scel à cesdites présentes. Donné à Fontainebleau le onzième jour d'octobre, l'an de grâce 1762 et de notre règne le 48^e. Signé : Louis et plus bas par le Roi, signé Phélypeaux, Vu au Conseil : Bertin et scellé du grand sceau de cire jaune. »

Cette déclaration suscita de vives protestations de la part de la Cour des aides qui refusa de l'enregistrer.

Le temps est passé où Louis XIV exerçait un pouvoir absolu sur toutes les Cours souveraines qu'il tenait à sa merci. Sitôt après sa mort, celles-ci avaient récupéré leur

rôle politique perdu depuis plus d'un demi siècle et qu'elles n'escomptaient plus. Pour faire annuler le testament de son beau-frère et se débarrasser du Conseil de régence, Philippe d'Orléans avait recouru à l'aide du Parlement. En échange, il avait dû lui reconnaître, ainsi qu'aux autres Cours souveraines, le droit de remontrances dont ils ne tardèrent pas à abuser (1).

Peu à peu, le pouvoir royal faiblit et, à mesure, l'emprise de la haute magistrature devient plus forte. Et cela d'autant plus que toutes ces assemblées solidarisaient. C'est là un des grands éléments de leur force. Nous ne sommes pas loin de 1771 où ce mouvement syndicaliste ne fait aucun doute, lorsqu'après l'exil du Parlement de Paris à Troyes, tous s'unissent à lui dans la rébellion.

La Révolution approche à grands pas, dont ils sont en grande partie responsables.

Quoiqu'il en soit, le pouvoir a de plus en plus à compter avec ces forces sans cesse grandissantes et, jusqu'à la fin du Régime, les heurts vont devenir de plus en plus fréquents.

Le 7 septembre 1764, enfin, la déclaration de 1762 (2) est enregistrée par la Cour des aides, pour être exécutée suivant sa forme et teneur pendant l'année 1765 seule-

(1) JACQUES BAINVILLE, *Histoire de France*. Arthème Fayard, Paris 1924, p. 258-259.

(2) Entre temps, de l'Averdy a succédé à Bertin au contrôle général des Finances. De l'Averdy était un conseiller au Parlement de Paris et sa nomination était une concession faite aux Cours souveraines. L'autorité royale a reconnu à celles-ci le droit de donner leurs avis.

ment, sans préjudice des privilèges de la noblesse et du clergé, à la charge :

« 1° Que les domestiques dont les femmes sont imposées en vertu de l'instruction attachée sous le contre-scel desdites lettres ne seront pas pour raison de cette imposition réputés être imposés personnellement et que leurs maîtres privilégiés pourront continuer à se servir d'eux pour leurs exploitations sans être pour cela dans le cas de la déchéance prononcée par l'édit de 1667.

2° Que les articles concernant les commis des fermes ne pourront avoir lieu que conformément à l'article XI du titre commun pour toutes les fermes de l'ordonnance de 1681, lequel continuera d'être exécuté selon sa forme et teneur.

3° Que les simples adjudicataires ou acheteurs non fermiers ne pourront être imposés à la taille comme exploitants pour maison desdites adjudications ou achats, mais que l'imposition sera faite sur lesdits biens, s'il y a lieu, comme s'il n'y avait point d'adjudication ni d'achat. Et sera le roi très humblement supplié pour l'encouragement de l'agriculture et l'amélioration des terres, de vouloir bien totalement supprimer la taxe sur les bestiaux.

Et que les copies collationnées desdites lettres et de l'instruction attachées sous le contre scel desdites lettres-patentes ensemble du présent arrêt seront envoyées ès-sièges des élections de la généralité de Châlons, pour y être lues, publiées et enregistrées, l'audience tenant » (1).

La déclaration du 11 octobre 1762 n'est donc enregistrée

(1) *Nouveau code des tailles*. T. IV, p. 59.

que pour une année et encore la Cour des aides fait-elle des restrictions.

En ce qui concerne les domestiques, la modification qu'elle réclame n'apporte aucun changement aux principes adoptés pour la répartition de la taille en Champagne. Nous l'avons vu en étudiant les instructions qui précèdent.

Par sa seconde modification, la Cour des aides exige l'exécution pure et simple de l'ordonnance de 1681 en faveur des commis des fermes.

L'article XI de cette ordonnance déclare que les commis des fermes ne doivent point être compris aux rôles de taille à moins qu'ils n'aient été taxés avant leur commission et que l'imposition qu'ils se trouveront payer au moment où ils entreront dans leur emploi ne pourra être augmentée qu'en proportion des immeubles qu'ils auront acquis depuis ou en cas de trafic.

« A en revenir à l'esprit de ce règlement, il paraît que l'intention du Conseil n'a point été d'exempter de taille les commis des Fermes, ce qui serait leur accorder une partie des privilèges de la noblesse, mais seulement d'arrêter la passion du peuple toujours opposé à tous les gens qui sont employés aux recouvrements des deniers du Roi (1). »

Lors de l'établissement de la taille tarifée en Champagne, Le Pelletier de Beaupré avait ordonné que les commis des fermes ne jouiraient d'aucune exemption de taille si ce n'est en ce qui concernait l'impôt qu'ils auraient dû supporter en raison des gains qu'ils pourraient faire du chef

(1) Lettre de Rouillé d'Orfeuil au contrôleur général, 6 décembre 1764. Arch. Marne, C. 763.

de leurs commissions, mais qu'à l'égard de leurs autres biens, tant en propriété qu'en exploitation, ainsi que de leur industrie ou de leur commerce, les règles ordinaires du tarif leur seraient applicables.

Plus tard, il fut décidé que les commis seraient exempts de la taxe d'industrie ou de commerce lorsque leurs appointements dépasseraient 100 livres « Il est certain, écrivait, le 24 octobre 1764, Rouillé d'Orfeuil à Mr. de Chevrière, procureur du roi en l'élection de Reims, qu'un commis des fermes qui n'a que 100 livres d'appointements ou de remise, ne peut point vivre de son emploi, s'il n'a d'ailleurs des facultés qui le mettent en état de vivre bourgeoisement ; que, s'il n'en a pas, il se trouve dans la nécessité de faire quelque commerce ou d'exercer quelque autre profession pour raison de quoi il doit être cotisé (1) ».

Dans sa lettre au contrôleur général, Rouillé d'Orfeuil faisait remarquer à celui-ci que, si ce principe n'était pas suivi, les taillables éprouveraient bientôt une surcharge dans leurs impositions ; qu'il y avait peu de paroisses en Champagne où il n'y eût au moins un commis ; qu'un laboureur aisé marierait son fils (non encore taillable) et lui ferait obtenir une commission, qu'ensuite il lui donnerait ses biens de sorte que le donataire, par sa qualité, serait exempt d'impôt. Il concluait en lui rappelant qu'il y avait plus de trente ans qu'on faisait autrement, malgré les sollicitations des commis ; qu'adopter les nouveaux principes ce serait accabler le peuple ; qu'enfin, le plus qu'on pourrait faire pour les commis serait de les exonérer entièrement de commerce et d'industrie.

(1) Arch. Marne, C. 763.

Le troisième point ne laissait pas non plus d'être embarrassant, étant contraire aux usages établis dans la province.

Comme le faisait observer l'intendant, la distinction que la Cour des aides voulait établir entre les adjudicataires ou fermiers à longs baux et l'acheteur ou adjudicataire pour une seule année n'était pas logique. Pourquoi les soumettre à la taille dans le premier cas et les en dispenser dans le second ?

Il attirait, en outre, particulièrement l'attention du contrôleur général de l'Averdy sur le fait que toutes les adjudications ou ventes de bois, prés, étangs, dîmes et autres droits seigneuriaux ne seraient plus sujettes à aucune imposition parce que la plupart de ces biens n'appartenaient qu'au clergé ou à la noblesse. Exempter les adjudicataires, c'était dispenser tous ces biens de la taille. Et, comme ils étaient nombreux, il ne voyait pas la possibilité d'asseoir la taille de 1766 en se conformant à cette prescription, car il est une limite à la surcharge du peuple, et celle-ci n'aurait pas été de moins de 200.000 livres.

Il était un remède qui semblait pouvoir rétablir l'harmonie en tournant la difficulté ; c'était de décider que les adjudicataires seraient imposés dans le lieu de leur domicile à raison des bénéfices qu'ils seraient censés faire sur leurs adjudications. Mais la plupart d'entre eux habitant des villes franches, ou hors de la généralité, la difficulté restait la même. C'eût été, d'ailleurs, favoriser beaucoup les étrangers puisque les habitants de la paroisse auraient été seuls soumis à l'imposition.

Sur le quatrième point : l'exemption des bestiaux, la

réforme de la Cour des aides était bien accueillie. L'intendant l'approuvait, estimant qu'elle favoriserait l'élevage des bestiaux et leur commerce que l'Etat recommandait. Il regrettait qu'ils aient été taxés en Champagne, lorsqu'on y avait établi la taille tarifée, car, écrivait-il à d'Ormesson, « si l'on avait été bien persuadé... combien ces sortes de taxes dégoûtent les habitants d'avoir des bestiaux, on n'aurait point cherché à mettre des bornes à une industrie qu'on doit au contraire protéger, puisque c'est le seul moyen de procurer l'engrais nécessaire aux terres, la seule richesse de l'Etat » (1).

La taille n'en devait pas être sensiblement modifiée puisque, par suite de la suppression de la taxe sur les bestiaux, la taxe sur les fonds serait plus forte et qu'ordinairement la proportion de l'une à l'autre, chez les contribuables, était constante.

Aux observations de l'intendant de Champagne, d'Ormesson répondit que les commis des fermes, qui étaient dans la nécessité d'exercer un commerce en plus de leur ferme, devraient être taxés conformément à l'ordonnance de 1681 ; pour les adjudicataires de bois, il n'y aurait lieu d'imposer les bénéfices qu'ils seraient censés faire que s'ils habitaient dans un lieu taillable. La taxe serait de cinq sous par livre du prix des baux.

Confirmée pour trois années par la déclaration du 11 octobre 1762, la taille tarifée n'eût à être appliquée avec les modifications de la Cour des aides que pendant une année pour la taille de 1766.

(1) Lettre citée du 6 décembre 1764. Arch. Marne, C. 763. Rouillé d'Orfeuil était physiocrate.

De nouveau, la Champagne risquait de voir disparaître le mode d'imposition qui lui était propre et qui lui avait été salutaire.

Rouillé d'Orfeuil (1), qui venait d'être nommé intendant de cette généralité en 1764, avait déjà eu le temps d'apprécier la taille tarifée et de se rendre compte qu'elle avait pour objet d'établir des règles fixes et non arbitraires. Tous les abus qu'il avait remarqués dans la généralité de La Rochelle, qu'il administrait auparavant et où la confection des rôles était abandonnée à l'arbitraire des collecteurs, lui firent connaître la nécessité de continuer un travail qui avait atteint un degré de perfection relative.

Aussi usa-t-il de toute son influence pour obtenir du Gouvernement une prorogation de délai. Il plaida la cause de l'œuvre de ses prédécesseurs avec conviction. Il était désolé à la pensée que sa province pût perdre le fruit de tous les travaux et dépenses qui avaient été faits depuis 1738 : « Je ne crois pas, écrit-il, qu'il soit possible de faire plus de bien à cette province qu'en y maintenant, suivant les principes établis jusqu'à ce jour, la taille tarifée ou proportionnelle qui est établie depuis plus de trente ans et dont on connaît aujourd'hui tous les avantages. Ce travail est actuellement si détaillé et si clair... que chaque contribuable voyant d'un seul coup d'œil les motifs de son impo-

(1) Rouillé (Gaspard Louis), Comte d'Orfeuil, Chevalier, Marquis de Marville, Maître des Cérémonies de l'Ordre de Saint-Louis en 1771, né à Paris vers 1730, mort au même lieu en 1800 ; en 1753 maître des requêtes, 3 septembre 1762 intendant de La Rochelle, 30 Juillet 1764 intendant de Champagne jusqu'en janvier 1790 avec son fils qu'il s'était adjoint avec le titre de sous-intendant en 1884. D'après ЛЮТЕ, *op. cit.*

sition, les procès portés ci-devant en foule aux élections sont cessés, au point que ceux qui y ont été jugés pendant cette année n'ont pas occasionné pour vingt pistoles de frais dans toute l'étendue de cette généralité » (1).

Il convient de tenir compte de la partialité qui poussait cet intendant à peindre la situation aussi brillante que possible. Cependant, on ne peut nier que la taille tarifée ait rendu de grands bienfaits aux taillables champenois. Des témoignages qui peuvent paraître moins suspects que celui de l'intendant en font foi.

L'attente ne fut pas déçue. Par la déclaration du 13 août 1765, le roi prorogeait pour trois années la taille tarifée en Champagne.

« Toujours animés des mêmes vues pour l'intérêt et le soulagement de nos sujets taillables, déclarait-il dans le préambule, nous avons fait examiner les instructions qui servent de règle pour la répartition de la taille dans notre généralité de Châlons et nous nous sommes déterminés à proroger cette forme de répartition jusqu'à ce que nous ayons pu mettre nos peuples à portée de profiter des avantages qu'ils doivent attendre avec confiance de l'entière exécution de notre déclaration du 21 novembre 1763 (2), nous avons seulement fait quelques changements à cette forme de répartition qui, sans en déranger les principes, nous ont paru propres à porter l'encouragement dans l'agriculture, à prévenir des abus qui auraient pu augmenter le poids des impositions qu'elle supporte et nous avons

(1) Lettre citée 6 décembre 1764. Arch. Marne, C. 763.

(2) Cette déclaration avait en vue l'établissement d'un cadastre général du royaume.

eu la satisfaction de voir que nous n'avons fait en cela que seconder les vœux des magistrats qui partagent avec nous le désir sincère d'accroître cette source féconde de grandeur et de richesse dans nos Etats » (1).,

Cette déclaration n'était que le résultat de la correspondance échangée entre Rouillé d'Orfeuil et d'Ormesson, d'une part, et le nouveau contrôleur général de l'Averdy, d'autre part.

Leur amour du peuple et leur commun désir de le soulager, autant qu'il leur était possible, les mirent rapidement d'accord sur les bases de la nouvelle déclaration.

On vient de voir quelles étaient les vues de l'intendant de Champagne, sur les points au sujet desquels la Cour des aides avait soulevé des difficultés : la question des commis des fermes et celle des adjudicataires de bois, puisque sur les deux autres : la taille des domestiques et celle des bestiaux leur opinion était la même.

Rouillé d'Orfeuil ne manqua pas de les rappeler à de l'Averdy, comme il les avait exposés à d'Ormesson, afin qu'il déterminât le Conseil à rendre une déclaration conforme à ses desiderata.

Il suggéra aussi une réforme relative à la proportion de l'imposition entre la taille de propriété et la taille d'exploitation des terres labourables.

Jusqu'alors le taux de la première était égal à celui de la seconde. Il en résultait un préjudice pour l'agriculture. Les propriétaires préféraient donner leurs biens à ferme

(1) Déclaration du roi portant règlement pour l'imposition de la taille dans la généralité de Champagne 13 août 1765. *Nouveau code des tailles*, T. IV, p. 240.

plutôt que de les exploiter par eux-mêmes, uniquement pour se soustraire à des impositions onéreuses.

Or, au point de vue économique, il est préférable que la terre soit exploitée par le propriétaire. Il ne craint pas de la fumer comme il convient et d'investir les engrais qui assureront un meilleur rendement. Il entreprend plus volontiers le défrichage des terres incultes, afin de les faire produire. La peine qui lui en coûte se trouve largement compensée par les récoltes qu'il en retirera par la suite. Ce point de vue était, à l'époque, de la première importance, étant donné la grande proportion des terres incultes, malgré les récoltes souvent déficitaires qui engendraient de redoutables disettes.

Alors que le propriétaire cherche à faire acquérir de la valeur à son bien, le fermier ne s'occupe que d'en retirer, pendant la durée de son bail, le plus qu'il peut. Dans l'incertitude où il est de savoir si son propriétaire lui renouvellera son bail, il recherche le maximum de rendement, sans souci d'épuiser la terre. Aurait-il, d'ailleurs, quelquefois l'intention de se comporter comme le propriétaire, que, bien souvent, il ne le pourrait, faute de moyens pécuniaires.

Les intérêts de l'un et de l'autre sont donc très différents.

Aussi était-il naturel que l'Etat favorisât celui qui contribuait le plus à augmenter la richesse nationale.

C'est pourquoi Rouillé avait demandé que lorsque le propriétaire exploitait personnellement son bien, la taxe de la propriété fût de la moitié seulement de celle de l'exploitation.

Comme nous allons le voir, toutes ses suggestions furent adoptées par l'instruction jointe à la déclaration de 1765, si ce n'est en ce qui concerne les adjudicataires de bois auxquels elle ne fait pas allusion.

Sur ce point, on conservait donc le statu quo consécutif à l'enregistrement de la déclaration de 1762 par la Cour des aides. En effet, voici les règles qu'édicteait cette instruction pour l'établissement des rôles de taille tarifée :

L'imposition de l'industrie était toujours réglée sur la base de 200 journées de travail par an, dont le prix variait avec les métiers ou suivant les professions. Le taux de l'industrie suivait invariablement le taux de l'exploitation des biens-fonds.

L'industrie soit d'artisan, soit de manouvrier était réduite à deux classes.

La première, de 25 ans jusqu'à 60 ans, payait l'industrie entière.

La seconde, de 60 à 70 ans, payait la moitié seulement.

Les taillables, qui avaient atteint l'âge de 70 ans accomplis avant le 1^{er} octobre de l'année où l'imposition commençait, étaient exempts de l'industrie.

Comme cela se pratiquait antérieurement en Champagne, il était fait en faveur des hommes veufs et des garçons un tiers de diminution sur leur cote d'industrie, même quand les hommes veufs étaient aidés par des enfants mineurs.

Quant à la cote d'industrie des femmes veuves ou filles, elle était fixée au tiers de celle des hommes mariés.

Le laboureur qui exploitait tant en propre qu'à loyer la quantité de terres nécessaires pour former une charrue

demeurait exempt d'industrie et celui qui n'était que laboureur portionnaire payait la taxe d'industrie comme complément.

De même, les meuniers étaient exempts de la cote d'industrie lorsque leur moulin produisait un revenu d'au moins 200 livres, sinon ils payaient une partie de cette taxe proportionnée au revenu de leur moulin. Cette industrie était celle d'artisan, et, dans les paroisses où il y en avait de différentes sortes, elle était réglée sur le prix moyen.

Les infirmes, qui pouvaient travailler, bénéficiaient d'une classe. C'est-à-dire que ceux de la première étaient portés comme s'ils étaient de la seconde et ceux de la seconde étaient exempts de la taxe d'industrie.

Ceux qui ne pouvaient travailler profitaient d'une exemption complète de cette taxe.

Il en était de même des personnes vivant bourgeoisement et ne travaillant d'aucune façon.

Rien n'était changé aux principes régissant tant les cotes des domestiques en service qui n'étaient pas taxés et dont les femmes, s'ils étaient mariés et avaient leur ménage, payaient l'industrie des veuves, que celle des commis des fermes, dont l'exemption était restreinte aux bénéfices qu'ils réalisaient dans leur emploi.

Les artisans qui avaient des compagnons ou apprentis payaient un tiers de l'industrie de la première classe de leur profession pour chaque compagnon ou apprenti. Dans le même cas, les veuves d'artisans ne payaient qu'un quart de la taxe d'industrie pour chacun d'eux.

Les avocats, notaires, procureurs, sergents, praticiens et chirurgiens continuaient aussi de payer l'industrie d'après

les bénéfices qu'ils étaient censés faire dans leur profession et qui étaient réglés entre les habitants et le commissaire. En tous cas, leur taxe d'industrie ne pouvait être inférieure à celle de l'artisan.

Les maîtres d'école, qui n'avaient fait aucun traité particulier avec la communauté, étaient seulement exempts d'industrie, à condition encore de n'exercer aucun autre emploi, auquel cas ils étaient taxés à l'industrie à proportion du temps qu'ils consacraient à cet emploi.

Les pâtres et bergers, qui n'avaient pas non plus passé de traité avec la communauté, supportaient la taxe d'industrie des manouvriers.

Les bénéfices des commerçants étaient déterminés d'un commun accord entre les habitants et le commissaire. Ils étaient imposés au taux de l'exploitation.

Sous le nom de commerçant sont compris « tous marchands de quelque espèce qu'ils soient, en gros ou en détail, blattiers, cocassiers, revendeurs, boulangers, bouchers, charcutiers, cabaretiers à enseignes ou à bouchons, ceux qui brûlent des vins et marcs de raisins et font des eaux-de-vie, les vinaigriers, tanneurs, drapiers et maîtres fabricants d'étoffes en laine à leur compte, et généralement tous ceux qui font quelque négoce. »

Les biens-fonds étaient taxés, d'après leurs revenus, tels qu'ils résultaient des estimations portées dans les procès-verbaux, déposés aux greffes des élections, des assemblées générales des habitants en présence du commissaire. Les fermes qui étaient situées dans d'autres communautés étaient estimées en tenant compte de la valeur des biens, là où ils étaient situés.

Le propriétaire qui faisait valoir par lui-même payait, pour les terres en labour seulement, la taxe d'exploitation et moitié en plus pour celle de propriété, de sorte que si le taux de la paroisse pour l'exploitation se trouvait être de deux sous par livre, le propriétaire exploitant payait trois sous par livre, soit pour l'exploitation deux sous et pour la propriété un sou.

Quant aux autres biens-fonds « tels que prés, vignes, chenevières, maisons, usines et généralement tous autres biens que le propriétaire fait valoir par lui-même » ils continuaient d'être imposés au taux entier, c'est-à-dire que pour eux la taille de propriété était égale à la taille d'exploitation. Si le taux de l'exploitation était de deux sous, celui de la propriété et de l'exploitation réunies était de quatre sous.

Pour les maisons, les usines, les moulins et les étangs, il était fait une déduction du quart à cause des réparations.

La taxe des « admodiateurs généraux » était fixée d'après les mêmes règles que celles en vigueur. Lorsqu'ils ne faisaient rien valoir, c'était le taux de l'exploitation pris sur le dixième du montant de leur bail. Lorsqu'ils ne faisaient valoir qu'une partie de leur « admodiation », on les imposait d'abord d'après le revenu des biens qu'ils exploitaient par eux-mêmes et, pour le surplus, au taux de l'exploitation sur le dixième de leur bail.

Les propriétaires forains ou cultivateurs qui ne demeuraient pas dans la communauté et qui y faisaient valoir des biens en propre, payaient le taux de l'exploitation sur ces biens quand leur revenu était égal ou supérieur à 50 livres, sinon ils devaient être imposés dans la paroisse de leur

domicile et portés seulement pour mémoire dans celle de la situation des biens.

Il en était de même pour les fermiers, mais la limite était de 25 livres pour tous les biens-fonds, à l'exception des prés pour lesquels elle était d'un arpent.

Les mineurs, qui exploitaient leurs biens, étaient exempts de la taille pour la propriété de ces biens, ainsi que pour leur industrie ou commerce. Ils étaient seulement imposables pour la taille d'exploitation tant de leurs biens propres que de ceux qu'ils tenaient à loyer.

L'imposition maxima des salpêtriers était fixée à cinq livres, à condition par eux d'avoir fourni la quantité de salpêtre, prescrite par les règlements, qui ne pouvait être inférieure à mille livres.

Toutes les rentes actives, de quelque nature qu'elles fussent, perpétuelles ou viagères, même celles créées sur l'Hôtel de Ville de Paris, à l'exception des tontines créées avec exemption de taille, étaient assujetties à la taxe de propriété simple, sans aucune déduction pour les rentes viagères.

Les rentes et dîmes en grains étaient taxées : les rentes, propriété et ne devaient jamais excéder cette taille.

Les rentes et dîmes en grains étaient taxées ; les rentes, pour la propriété et les dîmes, pour l'exploitation conformément aux procès-verbaux d'évaluation déposés aux greffes des élections.

Enfin, tous les bestiaux étaient exonérés de taille.

Ces nouveaux principes n'étaient pas en harmonie avec ceux qu'on pratiquait alors en Champagne. Aussi, pour se conformer aux prescriptions royales, Rouillé d'Orfeuil

fit-il une nouvelle instruction modifiant les règles en vigueur dans sa généralité. Cette instruction est, dans l'esprit, la reproduction fidèle de celle qui était jointe à la déclaration du 13 août 1765.

Quels changements apportait-elle aux précédentes instructions et ordonnances de Le Pelletier de Beaupré et de Caze de la Bove ?

A part la modification du rapport des taux de la propriété et de l'exploitation, en ce qui concerne les terres labourables, et l'exemption des bestiaux, le nouveau tarif ne se différenciait pas beaucoup des précédents.

Quelques retouches de détail peuvent être signalées, comme, par exemple, l'abattement sur le revenu des maisons qui était réduit de moitié au quart. Le taux du commerce était fixé d'avance, c'était celui de l'exploitation. Il n'y avait plus que deux classes de manouvriers au lieu de trois. Les rentes viagères étaient imposées sans déduction.

Moins ombrageuse qu'elle ne venait de se montrer si peu de temps auparavant, la Cour des aides enregistra purement et simplement la déclaration du 13 août 1765, le 4 septembre suivant.

La taille tarifée était donc prorogée pour trois ans.

Le péril était conjuré et il semblait qu'à mesure que les années passaient la taille tarifée, qui, peu à peu, se dépouillait de ses défauts, entrait dans les habitudes des tailleables et s'implantait d'une façon assurée et durable.

Mais une mesure royale qui, bien qu'elle eût paru devoir fortifier la taille tarifée, puisqu'elle tendait en quelque sorte à la généraliser dans tous le royaume, faillit, encore

une fois, compromettre l'œuvre des intendants de Champagne.

C'est en 1768 que, de nouveau, le problème se pose : la taille continuera-t-elle d'être imposée en Champagne suivant le mode qui lui est propre, ou bien le Conseil appliquera-t-il à cette généralité les règles communes à tout le royaume ?

C'est d'autant plus à craindre que le roi vient de mettre en vigueur, le 7 février 1768, une nouvelle déclaration concernant la répartition de la taille.

Nous étudierons plus spécialement cette déclaration dans le chapitre suivant et les avantages qu'on pouvait en attendre. Nous nous contenterons ici de voir en quoi elle pouvait contrarier, en Champagne, l'application de la taille tarifée. Ce nouveau règlement prétendait, en effet, imposer des principes généraux pour tous les pays d'élections, principes tendant à une plus juste répartition de la taille.

Or, tous n'étaient pas compatibles avec ceux qui étaient appliqués en Champagne en vertu de la déclaration de 1765.

Ainsi, la déclaration de 1768 décidait que le taux de la propriété serait égal à celui de l'exploitation. On a vu que celle de 1765 avait créé un régime de faveur pour les propriétaires qui faisaient valoir par eux-mêmes, en leur accordant une diminution de la moitié de la taxe de propriété, pour les terres en labour seulement.

L'article 8 de la déclaration de 1768 prescrivait une taxe sur les bestiaux que l'article 9 de l'instruction de 1765 avait supprimée.

La nouvelle déclaration répartissait les taillables sui-

vant un mode différent de celui mis en pratique en Champagne.

Enfin, et c'était là le point le plus important, les rapports entre commissaires et collecteurs étaient bouleversés.

Alors que, depuis 1738, on avait perdu l'habitude, en Champagne, de faire signer par les collecteurs les rôles qui étaient établis par les commissaires, de leur propre mouvement et sans consulter les collecteurs, l'article 2 de la déclaration de 1768 interdisait aux commissaires de faire eux-mêmes les rôles en l'absence des habitants et des collecteurs et obligeait ces derniers de mentionner en marge du rôle quand les commissaires ne seraient pas de leur avis. Les attributions étaient donc inversées.

D'autre part, l'article 17 de la nouvelle déclaration et, plus particulièrement encore, l'arrêt d'enregistrement défendaient expressément aux commissaires de rien recevoir des contribuables ou des collecteurs.

Il avait toujours été défendu aux commissaires, en Champagne, de recevoir quoi que ce fût des taillables, mais les intendants avaient autorisé, comme nous l'avons vu, les commissaires à réclamer aux collecteurs deux sous par cote. Il leur avait semblé équitable de procéder ainsi puisque les commissaires faisaient en partie le travail des collecteurs et que ceux-ci étaient obligés auparavant, quand ils procédaient eux-mêmes à la confection des rôles, de payer une rétribution au moins équivalente aux scribes qu'ils employaient.

C'était assez pour mettre en émoi la généralité de Champagne.

A l'envoi que lui avait fait le contrôleur général de l'instruction contenant les principes de la future déclaration de 1768, Rouillé d'Orfeuil répondit, le 28 septembre 1767, sans le moindre enthousiasme pour la bienfaisante réforme qu'on lui avait annoncée.

Sa réponse peut se résumer ainsi : Les nouveaux principes sont parfaits, mais il ne tient pas du tout à les mettre en pratique ; autant que possible il s'y conformera, mais, quand ces principes seront inconciliables avec ceux en vigueur en Champagne, il n'en tiendra pas compte. Voilà près de trente ans qu'on procède différemment dans sa généralité et l'on est très content des résultats obtenus, à quoi bon changer ? D'ailleurs, pour cette année, il est trop tard d'entreprendre l'assiette de la taille sur ces nouvelles bases, car il faut des éclaircissements à tout son personnel.

Mais de l'Averdy ne l'entend pas de la sorte, le 21 octobre 1767, il lui écrit : « Vous dites que l'usage de votre province est que le commissaire se transporte dans les paroisses pour prendre les changements et déclarations nouvelles, que le mandement est envoyé à ce commissaire, que faisant le rôle d'office il n'a besoin, ni de l'aveu ni du consentement des collecteurs, qu'il opère seul et chez lui et que le rôle n'est signé que de lui : que, lorsqu'il est fait, il l'adresse au receveur des tailles qui le fait vérifier et le fait passer aux collecteurs pour faire le recouvrement. Cet usage est absolument contraire à tous les principes et à toutes les dispositions des règlements. Si vous remontez jusqu'à celui de 1715, vous verrez que la faculté accordée aux intendants n'est pas de faire les rôles par eux-mêmes ou par leurs commissaires, mais seulement de les faire faire

pardevant eux ou pardevant ceux qu'ils jugeront à propos de commettre, par conséquent cela ne les dispense en aucune façon d'appeler les collecteurs à la confection des rôles, ni de faire signer les rôles par ces mêmes collecteurs lorsqu'ils savent signer. Ceci est donc une dérogation aux règlements qui n'est nullement autorisée et que vous ne pouvez vous dispenser de détruire en rétablissant l'ordre et la règle dans cette partie (1) ».

Il ajoute qu'il faut employer pour la taille de 1769 le modèle de plumitif qu'il a envoyé et se conformer à la volonté du roi pour la répartition des taillables en quatre classes, car il faut que le travail de toutes les généralités soit uniforme.

Lorsque la déclaration est entrée en vigueur, Rouillé d'Orfeuil intercède tant auprès du contrôleur général de l'Averdy qu'auprès de l'intendant des Finances d'Ormesson pour que la déclaration de 1765 soit prorogée. Le 20 septembre 1768, ce dernier l'invite à espérer une solution favorable et prochaine ; il a reconnu la nécessité de la prorogation de cette déclaration, les lettres patentes en ont été approuvées et l'envoi doit en être fait incessamment à la Cour des aides.

Le temps presse, car c'est le moment de préparer les rôles de l'année 1769. Dans le doute où il se trouve, l'intendant de Champagne ne craint pas de les faire établir suivant les principes de son instruction de 1765. L'année se termine sans qu'il ait obtenu satisfaction. Il s'inquiète. « Je vous supplie, écrit-il le 20 janvier 1769 à d'Ormesson, de faire tout ce qui pourra dépendre de vous pour accélérer

(1) Lettre citée. Arch. Marne, C. 763.

l'enregistrement des lettres patentes » et il lui rappelle les contradictions que renferme la déclaration du roi avec son instruction. Il lui fait observer qu'il a défendu aux commissaires de rien recevoir cette année des collecteurs, leur promettant qu'ils seront dédommagés de leurs frais d'une autre façon, et le prie de vouloir bien l'autoriser à lever les six sous sur les fonds communs des paroisses ou sur les fonds libres de la capitation.

Les lettres patentes furent enfin enregistrées provisoirement à la Cour des aides. L'enregistrement définitif n'intervint pas. Mais cela suffisait à Rouillé d'Orfeuil. Il prétendit que ces lettres patentes n'ayant été annulées par aucune loi postérieure, rien ne s'opposait à ce qu'on procédât en Champagne conformément à la déclaration du 13 août 1765 jusqu'à ce qu'il en fût ordonné autrement.

Bien que la déclaration de 1765 fût prorogée, la question des rapports entre commissaires et collecteurs n'était pas résolue. La déclaration de 1768 était formelle : les rôles devaient être signés des collecteurs, de plus ceux-ci ne devaient rien payer aux commissaires.

Dans les mandements postérieurs à cette déclaration, l'intendant ne manque pas de rappeler ces prescriptions à ses commissaires : « Les règlements exigent que les rôles soient signés par les collecteurs. S'il en est qui refusent de signer, vous m'adresserez les rôles non signés et j'aviserai... », ou : « Vous ne devez rien recevoir des receveurs des tailles, syndics ou receveurs des villes et paroisses, collecteurs ou autres, pour raison de votre travail, et sous quelque prétexte que ce soit, même pour remboursement de papier, cotes de mineurs, domestiques et autrement, me

réservant de pourvoir au paiement entier de votre travail sur les ordres qui me seront donnés à cet effet, par le Conseil », peut-on lire dans le mandement qu'il leur adressera chaque année jusqu'à la chute du Régime.

Comment en fait ces règlements étaient-ils observés ?

Le principe était que les rôles devaient être faits par les collecteurs en présence des commissaires qui n'avaient qu'à donner leur avis. Dans la pratique, c'était le contraire qui se produisait ou plutôt le travail en entier était établi par les commissaires qui se contentaient de le faire signer par les collecteurs.

Dans un mémoire du procureur du roi de l'élection de Reims (1) celui-ci nous apprend comment on tournait la difficulté : « Les commissaires, afin de paraître exécuter ces règlements emploient deux moyens. Ils envoient aux collecteurs des paroisses les moins éloignées des ordres de quitter leurs demeures pour, par l'apposition de leurs signatures au bas des rôles et copies, faire croire que ce sont eux qui ont fait le travail, ce qui occasionne à ces gens des démarches et des frais en pure perte. Quant aux paroisses éloignées de 10 à 18 lieues, ils s'adressent aux receveurs des tailles qui font porter les rôles et copies par des hommes de garnison, qui sont chargés de les faire signer par les collecteurs, de les rapporter dans le chef-lieu de l'élection pour être vérifiés, de les reporter ensuite dans les communautés aux frais desquelles se font tous ces voyages inutiles. »

Outre le surcroît de frais, il en résultait un retard dans le recouvrement.

(1) Du 24 octobre 1780 adressé à Necker. Arch. Marne, C. 763.

L'intendant avait bien demandé au contrôleur général l'autorisation de prélever, soit sur les fonds communs des paroisses quand celles-ci en auraient, ou, à défaut, sur les fonds libres de la capitation, les sommes nécessaires à la rétribution des commissaires. Nous avons vu qu'avant la promulgation de la déclaration de 1768 cette rétribution était fournie en partie par ces fonds et, en partie, par les indemnités des collecteurs.

Bien souvent, déjà, alors que les commissaires réclamaient près de l'intendant pour obtenir une allocation supérieure à celle qui leur était octroyée, ce dernier s'était vu opposer un refus catégorique de la part du Gouvernement qui répondait, chaque fois, que cette allocation était exagérée.

Sur ce point encore, on retrouve l'hostilité de la Cour des aides contre la taille tarifée. Elle trouvait excessif qu'on allouât aux commissaires six sous par cote et s'insurgeait contre l'habitude qu'on avait prise de les faire rétribuer un tiers par les collecteurs, un tiers par les fonds communs des paroisses et un tiers sur l'excédent de la capitation.

Dans une lettre du 27 septembre 1769 qu'il adresse à d'Ormesson, le contrôleur général de l'Averdy estimait que le salaire des commissaires, à raison de six sous par cote était exagéré. « Si les opérations, continuait-il, ont été suivies avec soin depuis 1738 et perfectionnées comme elles ont dû l'être (ou elles ne le seront jamais) la rédaction et l'expédition des rôles ne doit plus coûter que la peine de les écrire, parce qu'ils doivent être à peu près les mêmes chaque année, à l'exception des légers changements qui

arrivent dans le cours de l'année et qui ne changent rien au fond de l'opération et une pareille besogne ne doit pas coûter six sous par cote » (1).

Il s'en était, d'ailleurs, déjà plaint à Rouillé d'Orfeuil par une lettre du 21 octobre 1767.

A partir de 1770, la Cour des aides obtint gain de cause et la rétribution des commissaires fut prélevée uniquement sur les fonds libres de la capitation. Cette année là, le contrôleur général n'avait accordé pour la Champagne qu'une somme de 48.000 livres ; somme nettement insuffisante pour subvenir aux appointements des commissaires et des inspecteurs de la taille, qui variaient alors entre 55.000 et 65.000 livres.

Aussi l'intendant sollicita-t-il la faveur d'imposer, en plus, 15.000 livres pour équilibrer le budget de la taille tarifée. Avec beaucoup de difficultés elle lui fut accordée.

La Cour des aides, jalouse de ses prérogatives, ne manquait pas de surveiller les agissements des commissaires et de rappeler ceux-ci à la règle, dès qu'ils s'en écartaient.

En témoigne ce rapport, fait le 9 août 1769 à la Cour des aides par un de ses conseillers :

« J'ai l'honneur de dénoncer à la Cour une contravention manifeste à ses arrêts de règlement, qui m'a paru mériter toute son attention.

La Cour, le 5 septembre dernier, par son arrêt d'enregistrement de la déclaration du 7 février 1768, entre autres modifications, a ordonné :

« Qu'il ne pourra rien être exigé ou reçu par les commissaires aux rôles, leurs commis ou écrivains, même sous

(1) Arch. Marne, C. 763.

prétexte de copies de rôles, à peine de concussion, conformément à l'arrêt d'enregistrement de la déclaration du 13 avril 1761.

« On se plaint dans la généralité de Châlons de l'inexécution d'une modification aussi nécessaire pour arrêter les vexations et l'avidité des commissaires aux rôles. On s'y plaint que ceux qui sont établis pour faire exécuter les arrêts de la Cour sont les premiers à y contrevenir.

« On y exige des collecteurs sur les deniers de leur recette, deux sous par cote pour frais ordinaires de la confection des rôles, et, en outre, le commissaire départi accorde aux commissaires aux rôles, sur leur certificat, une somme tant pour les frais extraordinaires que pour gratification et cette somme est exigée des communautés taillables.

« Je suis en état dès aujourd'hui de fournir les preuves par écrit de ces abus dans l'élection de Vitry-le-François.

« Le 17 février dernier, les sieurs Rémy, Proquet et consorts, collecteurs des tailles de la paroisse de Sompuis pour l'année 1769, portant aux receveurs des tailles une somme de 300 livres pour d'autant s'acquitter sur leur recette, il ne leur a voulu donner quittance que de la somme de 276 livres à compte de la taille de ladite paroisse et il a reconnu avoir reçu desdits collecteurs 24 livres pour frais de rôles.

« Je rapporte en preuve copie collationnée de la quittance du receveur des tailles, du 17 juin 1769, de 276 livres au bas de laquelle est la mention de 24 livres reçues dudit collecteur pour frais de rôle.

« De plus, je rapporte une copie collationnée d'une or-

donnance rendue le 6 juillet 1769 par le commissaire départi en la généralité de Châlons.

« Cette ordonnance adjuge au sieur de Soulanges, élu, commissaire nommé pour la répartition de la taille de la communauté de Blacy, pour l'année 1769, la somme de 20 livres 8 sous à quoi montent, suivant le certificat dudit élu visé en ladite ordonnance, les frais extraordinaires tant pour son transport dans ladite communauté, l'expédition dudit rôle, que pour la gratification qui lui est accordée.

« Cette somme lui est adjugée, outre les frais ordinaires dont sont tenus les collecteurs pour la confection dudit rôle.

« L'ordonnance porte injonction au syndic de payer cette somme sur les deniers communs qu'il peut avoir entre ses mains et par préférence à toutes autres dépenses et de la remettre dans un mois pour tout délai entre les mains du receveur des tailles, qui la fera passer audit sieur commissaire.

« Cette ordonnance indique qu'il est d'usage dans cette généralité, outre les frais ordinaires de rôle qui sont payés par les collecteurs, d'accorder aux commissaires des tailles et de leur faire payer par les paroisses des frais extraordinaires et des gratifications.

« Il y a longtemps que de pareils abus subsistent dans cette généralité.

« Ceux de MM. qui ont assisté aux assemblées tenues pour l'examen des mémoires envoyés par les élections en conséquence de la déclaration du 13 avril 1761, peuvent se rappeler que, dans ladite généralité, on se plaignait de toutes parts des frais énormes qu'on faisait supporter aux

contribuables pour la confection des rôles par les commissaires, frais qu'on faisait monter notamment pour la seule élection de Châlons à 120.000 livres et pour l'élection de Sainte-Menehould à 72.000 livres, indépendamment des faux-frais, allées et venues que ces rôles par commissaires occasionnaient aux taillables.

« La Cour ne saurait trop tôt réprimer un pareil abus et, comme il y a tout lieu de craindre que cet abus ne soit pas particulier à quelques personnes, ni à une élection, en même temps que la Cour réprimera les abus particuliers, je croirais qu'il serait à propos de charger M. le procureur général et de prier M. le premier président de s'informer s'il ne se commet pas de pareils abus dans les autres élections de la même généralité (1) ».

Auger rapporte comment avortèrent ce litige et un autre analogue provoqué par les collecteurs de la paroisse de Saint-Amand, à qui il avait été fait semblable retenue.

Les collecteurs de Saint-Amand assignèrent le commissaire des tailles, M. de Meaux, en restitution de la somme de 30 livres qui leur avait été retenue pour confection du rôle, avec les intérêts. Celui-ci ne s'étant pas présenté, les officiers de l'élection de Vitry, devant qui était portée l'instance, prononcèrent défaut contre lui faute de comparaître.

M. de Meaux usa de tous les moyens pour que les deux affaires ne reparussent pas à l'audience. Il alla jusqu'à menacer les collecteurs de garnison, de prison et de corvée et même de maréchaussée, s'ils ne retiraient pas leur plainte. Ceux de Saint-Amand, intimidés, renoncèrent à

(1) AUGER, *Mémoire pour servir.....*, p. 282, § XXIII et § XXIV.

leurs prétentions. Quant aux autres qui avaient tenu bon, leur affaire ne fut pas jugée, le substitut du procureur général n'étant pas venu le jour de l'audience.

La remarque qu'on peut tirer de ces faits, c'est que, d'une part, la Cour des aides se montrait particulièrement peu accueillante pour la taille tarifée, parce qu'elle y sentait trop l'influence sans cesse croissante de l'intendant, qui la tenait en échec. C'est aussi, d'autre part, que les officiers des élections, qui auraient dû normalement épouser les façons de juger de leurs chefs hiérarchiques, se montraient plus soucieux, en ne condamnant pas ses agents, de se ménager la bienveillance de l'intendant, dont ils cherchaient à devenir les acolytes, s'ils ne l'étaient déjà (1).

(1) D'ailleurs, nous avons vu, *supra* p. 136 que les officiers des élections ne craignaient pas d'affirmer les bienfaits de la taille tarifée.

CHAPITRE VI

DERNIERES REFORMES A LA TAILLE

APERÇU DES SYSTEMES DE TURGOT

ET DE BERTIER DE SAUVIGNY

LA TAILLE TARIFEE A LA FIN DE L'ANCIEN REGIME

Tandis qu'en Champagne les intendants s'efforçaient d'apporter à la taille tarifée les perfectionnements dont sa mise en application avait démontré l'utilité, de son côté, le Pouvoir royal ne restait pas insensible aux vices de la taille arbitraire et s'employait à les corriger.

La déclaration du 13 avril 1761 n'avait-elle pas rappelé les nombreux règlements, qui, depuis 1600, prescrivaient aux collecteurs d'asseoir la taille non pas arbitrairement, mais en considération des facultés contributives des tail-lables ? L'habitude de procéder autrement était trop forte pour qu'il suffît de rappeler ces sages prescriptions pour

les faire observer. Après, comme avant cette déclaration, les collecteurs ne répartissaient la taille qu'à leur guise.

Par l'édit d'avril 1763, le roi avait ordonné le dénombrement des terres du royaume en vue de la confection d'un cadastre. Mais, en raison des difficultés, surtout pécuniaires, qu'elle présentait, cette entreprise dût être abandonnée.

La circulaire d'août 1767 fixa le premier brevet de la taille d'une façon invariable. On se souvient que ce premier brevet comprenait : le principal de la taille, les crues y jointes, le taillon, le fonds des étapes et le fonds des maréchaussées, alors qu'au second étaient portés : le quartier d'hiver, l'ustensile, les milices et diverses impositions générales ou locales. Cette mesure tendait à supprimer, jusqu'à un certain point, l'instabilité de la taille. Elle ne pouvait qu'être accueillie favorablement par les contribuables, qui reprochaient à la taille, comme un de ses plus grands défauts, l'incertitude continuelle dans laquelle ils se trouvaient de savoir d'avance le chiffre de leur imposition. Le Gouvernement avait alors l'intention, en stabilisant la taille, de connaître le taux de celle-ci dans les différentes paroisses d'une élection afin de l'égaliser entre elles d'abord, puis entre les élections et les généralités.

Vint ensuite la déclaration du 7 février 1768, qui fut un effort louable pour l'assainissement de la taille. Elle prescrivait la nomination de commissaires par les intendants, pour procéder, avec le concours des collecteurs, à la confection des rôles.

D'après les règlements antérieurs, les collecteurs étaient tenus d'insérer dans leurs rôles, à chaque cote, la condition

du cotisé, ses biens et exploitations, tant en propre qu'à loyer et autres facultés, par article séparé, afin de reconnaître, par la lecture du rôle, si les cotes étaient bien assises et si elles étaient en proportion les unes avec les autres.

Dans le but d'observer ces prescriptions, cette déclaration ordonnait de tenir une ou plusieurs assemblées générales des habitants en présence des commissaires, qui en dresseraient procès-verbal ; alors, les habitants des paroisses devraient faire la déclaration exacte et sans fraude de leurs biens, facultés et industrie, sous peine d'amende en cas de fausse déclaration ou de non-déclaration. Les commissaires prendraient, en outre, les connaissances les plus étendues sur la consistance du terrain de chaque paroisse ; sur les différentes cultures et productions, leur prix et leur valeur courante ; sur le commerce et l'industrie de chaque habitant, et sur le bénéfice que chacun faisait sur l'un et sur l'autre ; sur les facilité et difficulté de l'exportation avec distinction de ce qui se consommait sur le lieu d'avec ce qui se vendait et ce qui s'exportait. Ce procès-verbal serait signé par le commissaire et les habitants. Après quoi, les biens devaient être taxés de la manière suivante : la taxe des biens-fonds était supportée en entier par le propriétaire du fonds, lorsqu'il le faisait valoir et concurremment par le propriétaire et le fermier, lorsque le fonds était donné à ferme ou à loyer.

Pour l'industrie, il y avait trois classes :

Les journaliers dont la taxe était établie à raison des 200 journées de travail par an, d'après le prix de la journée dans la paroisse.

Les commerçants et artisans qui étaient taxés sur le bénéfice qu'ils étaient censés avoir fait.

Enfin, les fermiers ou propriétaires, qui, en plus de l'exploitation de leurs fonds, exerçaient un commerce de bestiaux ou de fourrages et grains, étaient taxés à part sur les bénéfices qu'ils pouvaient réaliser de ce chef.

La cote de chaque contribuable résultait de l'ensemble de ces différentes taxes.

La quotité de taille des taxes d'industrie était d'abord fixée et le surplus réparti entre les fonds relativement à leur qualité et à la valeur de leur production.

L'article 15 de la déclaration ordonnait qu'à la fin du rôle des tailles de chaque paroisse il fût mis un chapitre contenant les noms des ecclésiastiques, nobles et autres exempts, s'il y en avait dans la paroisse, avec la cause de leur exemption.

Les intendants étaient invités à rédiger des instructions pour les collecteurs et commissaires et des modèles de rôle.

Comme nous l'avons déjà vu pour la Champagne, il était défendu expressément à toutes personnes de rien exiger ni rien recevoir des contribuables sous prétexte de la confection des rôles d'office à peine de punition.

Enfin la déclaration du 17 février 1728 était révoquée.

Si nous avons cru bon d'entrer un peu dans le détail de cette déclaration de 1768, c'est pour montrer qu'en somme elle ne tendait à rien d'autre que de généraliser les principes de la taille tarifée qui, depuis trente ans déjà, étaient en vigueur en Champagne.

N'a-t-on pas, en effet, l'impression, après la lecture de cette déclaration, que c'était une ordonnance de Le Pelle-

tier de Beaupré, qu'on avait sous les yeux ? Comme dans une instruction de cet intendant, on y voit ordonner des assemblées générales des habitants en présence des commissaires, des déclarations des contribuables, donner le détail des éclaircissements que devront se procurer les commissaires, indiquer des bases sensiblement analogues pour l'établissement du rôle et la taxe des différentes sources de revenus.

Sans doute le Conseil avait-il constaté que les résultats qu'on obtenait en Champagne, s'ils n'étaient pas parfaits, étaient beaucoup plus satisfaisants que ceux qu'on pouvait attendre de la taille arbitraire et espérait-il procurer quelque soulagement au peuple en établissant ce mode d'imposition. C'est là une preuve éclatante des heureux effets de la taille tarifée.

Nous avons vu quelles difficultés avait soulevées cette déclaration quand il s'était agi de l'appliquer en Champagne.

Il était normal qu'elle fût mal accueillie par la Cour des aides, qui ne pouvait y trouver qu'une augmentation de pouvoirs accordée aux intendants à son détriment. Aussi celle-là se refusa-t-elle d'enregistrer cette déclaration, en présentant ses observations dans ses remontrances du 9 juillet 1768. Par ses lettres de jussion du 13 août 1768, le roi lui en renouvela l'ordre. La Cour des aides y répondit, le 2 septembre suivant (1), par d'itératives remontrances.

(1) Dans les remontrances du 2 septembre 1768, la Cour des aides traite les commissaires de gens sans état, pas dignes de confiance. Elle prétend que ceux-ci « envoyés et protégés par les commissaires départis inspirent une terreur telle que personne n'ose résister ni se pourvoir contre eux et que, dans la déclaration du

Ce ne fut qu'après une injonction expresse du roi que cette Cour consentit à enregistrer la déclaration, le 5 octobre 1768 ; et encore ne le fit-elle qu'après lui avoir fait subir d'importantes modifications. Ainsi les commissaires ne devaient être nommés que quand les circonstances l'exigeraient ; les collecteurs continueraient à faire les rôles en leur âme et conscience en présence d'un commissaire qui n'aurait que voix consultative ; les biens des privilégiés ne seraient pas détaillés dans les rôles. Enfin, et ce ne fut pas là la moindre restriction, la déclaration du 17 février 1728, dont l'abrogation avait été envisagée avec joie par les intendants, restait en vigueur.

Dans son arrêt du 7 septembre 1770, la Cour des aides maintenait ses prétentions et se montrait, s'il se peut, encore plus exigeante, de sorte que les bons effets qu'on pouvait attendre de la déclaration de 1768 tendaient à être annihilés.

Les améliorations au régime de la taille continuent sous le règne de Louis XVI.

La déclaration du 3 janvier 1775, due à l'initiative de Turgot, supprima la contrainte solidaire, sauf dans le cas de rébellion. Nous avons vu (1) que, lorsqu'un receveur des tailles n'avait pas encaissé le montant de l'imposition, soit

7 février, on leur prépare encore de nouveaux moyens d'intimider les contribuables et que, quand ces commissaires ont été accusés d'exaction, ils ont obtenu des ordres pour réduire la justice au silence et que les administrateurs n'ont pas craint de se déclarer publiquement protecteurs de ceux dont on voulait poursuivre les conclusions. (*Mémoires pour servir à l'histoire du droit public de la France en matière d'impôts*, p. 266 rapporté par MARION, *Les impôts directs sous l'Ancien Régime*, p. 84.

(1) Cf. *supra* Ch. I^{er}, p. 26.

qu'il y eût rébellion de la part des habitants de la paroisse (c'était le cas le moins fréquent), soit qu'il n'eût pas été nommé de collecteurs ou que ceux qui l'avaient été eussent fait banqueroute ou diverti le montant de la collecte, dans tous les cas, il lui était permis d'assigner la paroisse en solidité c'est-à-dire de contraindre cinq ou six des principaux taillables à lui payer la somme qu'il aurait dû recevoir des collecteurs. Ce procédé était une conséquence du principe que les habitants nommant les collecteurs, ils en étaient solidairement responsables et garants.

En fait, cette pratique avait pour effet de ruiner, chaque année, et sans la moindre faute de leur part, un certain nombre de contribuables des plus imposés.

Aussi la réforme était-elle ardemment désirée. Ce fût là une grande injustice que Turgot fit disparaître presque complètement, puisque la contrainte solidaire n'était plus possible que dans les cas de rébellion et encore qu'après en avoir référé aux intendants, afin que ceux-ci, usant de leur autorité, pussent rétablir l'ordre et prévenir ces poursuites.

De nouveau, dans des remontrances qu'elle adresse au roi le 6 mai 1775, la Cour des aides s'élève contre les dernières réformes. Elle accepte mal le principe des deux brevets posé par la circulaire d'août 1767. Elle prétend que le second brevet, étant laissé à l'arbitraire de l'intendant, qui en faisait seul la répartition dans son cabinet, était secret et que « de toutes les opérations faites par le despotisme, il n'en est aucune où ce funeste esprit de clandestinité ne se soit plus manifesté que dans ce système des brevets. »

Elle s'élève également contre les progrès des pouvoirs que s'arrogent les intendants et en signale particulièrement deux : d'abord, l'habitude qu'ont prise plusieurs d'entre eux de faire faire les rôles par commissaires ; ensuite, celle d'accorder des diminutions de taille de leur propre autorité.

« Quant aux rôles par commissaires ou rôles d'office, déclarent ces remontrances, il est certain que la présence du commissaire dans une assemblée de gens de la campagne est trop imposante pour laisser, ni aux collecteurs la liberté de faire leur rôle suivant leur âme et conscience, ni aux particuliers qui se croient lésés celle de se pourvoir. Cet inconvénient avait été prévu par la Cour des aides lorsque ces rôles par les commissaires furent permis. Elle pensa qu'il ne faudrait en faire que rarement et pour quelque cas extraordinaire, par exemple, quand on vient de faire un nouveau règlement sur la confection des rôles et qu'on veut l'expliquer aux habitants des communautés. Cette Cour crut y pourvoir en défendant aux commissaires de rien recevoir des contribuables et pensa que ces commissions ne seraient pas fréquentes quand elles ne seraient pas utiles et que les intendants ne seraient pas engagés à les multiplier par le plaisir de donner des places à leurs protégés. Cependant, dans plusieurs généralités, tout se fait par commissaires et sûrement on les paie fort cher. On a donc rendu inutile la précaution prise par la Cour des aides. Il n'y a, cependant, pas d'apparence que les intendants fassent supporter ces frais par le roi, mais il est vraisemblable qu'on impose sur les paroisses une somme destinée à cette dépense. C'est une concussion

puisque la loi l'a défendu, c'est cependant ce que l'intendant peut toujours faire impunément puisque l'imposition absolue des paroisses se fait au département où il est le maître (1) ». De ces remontrances ressort toute la rancune de la Cour des aides contre un mode d'imposition qui lui échappe et qui est si contraire aux privilèges qu'elle défend.

La déclaration du 23 avril 1778 simplifia la procédure en matière de taille tout en diminuant les frais auxquels s'exposaient les contribuables, qui se pourvoyaient contre leur imposition.

Celle du 13 février 1780 proclama la fixité de la taille tout entière. Depuis 1768, le premier brevet seul avait été rendu fixe, le second étant susceptible de fluctuations. Dans la pratique, ce second brevet s'était sans cesse accru par la facilité qu'on avait d'y comprendre de nouvelles dépenses.

Peu à peu, la réforme de 1767 risquait de devenir lettre morte. C'est pourquoi, à partir de 1781, il ne devait plus être arrêté au Conseil, pour les généralités des pays d'élections et pays conquis, qu'un seul brevet général qui comprendrait, outre la taille, les différentes impositions qui se répartissaient chaque année au marc la livre de celle-ci, ainsi que la capitation, les quatre sous par livre additionnels et les impositions réparties au marc la livre de la capitation.

Le montant de ce brevet général était fixé à la somme

(1) Extrait des grandes remontrances de la Cour des aides relatives aux impôts, 6 mai 1775. *Mémoire pour servir à l'histoire du droit public de la France en matière d'impôts*, p. 664, rapporté par MARION, *Les impôts directs*, p. 186 et 187.

imposée pour l'année 1780 et ne pouvait être augmenté qu'en vertu de lois enregistrées par les Cour des aides (1).

Le brevet fixant le chiffre total de la taille et le répartissant entre les généralités, le chiffre de chacune de celle-ci se trouvait définitivement fixé. Il n'en était pas de même des autres degrés de répartition, qui ne dépendaient plus du Conseil. L'intendant, dans chaque généralité, restait maître de distribuer, comme il l'entendait, l'imposition entre les diverses élections de sa généralité, puis entre les paroisses d'une même election.

Cette réforme avait été entreprise dans un esprit de bienveillance : son but était de soulager le peuple en lui enlevant le souci d'une imposition, sans cesse changeante, et d'arriver à égaliser les généralités entre elles.

« En étudiant la nature et les circonstances des différents impôts qui pèsent sur nos peuples, proclame le préambule de cette déclaration (2), notre attention particulière s'est arrêtée sur la taille et la capitation taillable, et nous n'avons pu voir sans peine que ce tribut de la partie la moins fortunée de nos sujets s'était accru, néanmoins, dans une proportion supérieure à celle de tous les autres impôts : occupé d'en connaître la cause, nous n'avons pu nous dissimuler que la forme usitée jusqu'à présent pour l'augmentation de la taille et de ses accessoires ayant fait de cette imposition la ressource la plus prompte et la plus facile, l'administration des finances y avait eu recours par préférence, quoique plusieurs eussent été moins onéreuses

(1) La somme imposée pour la Champagne est de 4.779.686 l. 18 s 6 d.

(2) *Nouveau code des tailles*, T. V, p. 225.

a nos peuples et moins contraires à la prospérité du Royaume.

Souvent même, de cette facilité, sont nés des projets de dépenses dans les provinces dont l'utilité n'était pas assez démontrée : et le second brevet de la taille s'est accru successivement et presque obscurément, sans que les peuples, en sentant l'augmentation de leur fardeau, en aient été consolés ou par ces grandes améliorations qui préparent de nouveaux moyens de richesse, ou par ces nobles entreprises qui étendent la gloire de leur souverain et l'éclat de leur patrie. »

A la même époque, on essayait, dans diverses généralités, de remplacer les collecteurs, par des préposés volontaires choisis par les officiers municipaux, recevant, outre les remises accordées aux collecteurs, des appointements fixes et nommés à vie, sauf destitution, par les officiers municipaux. C'était, en somme, des agents de perception analogues aux préposés perpétuels que l'abbé de Saint Pierre proposait dans son *Projet de taille tarifée*, en 1739, et, plus spécialement à Le Pelletier de Beaupré, dans sa lettre du 24 mai 1740 (1).

Enfin, dans deux généralités, fonctionnaient des systèmes de taille tarifée différents de celui pratiqué en Champagne. Il s'agit de la généralité de Limoges et de celle de Paris.

En Limousin, les essais de taille tarifée datent à peu près de la même époque que ceux qui furent tentés en Champagne. Ils sont consécutifs à la lettre du contrô-

(1) Arch. Marne, C. 763. Cf. *supra* p. 125.

leur général des finances Orry aux intendants. C'était alors Aubert de Tourny qui administrait cette généralité. Il demanda à tous les habitants, y compris les privilégiés, la déclaration de leurs revenus, en suivant les mêmes procédés qu'en Champagne.

Il prononçait des pénalités contre les non-déclarants et les faux-déclarants. Ces pénalités consistaient en une augmentation du chiffre de leur taille. Mais, il se rendit bientôt compte des infidélités que contenaient ces déclarations, aussi recourut-il à un procédé, certes, moins expéditif, mais donnant des résultats plus précis : l'arpentage suivi d'une évaluation par experts. On appela cette taille : la taille abonnée.

On a assez vu les inconvénients des déclarations, par suite des fraudes dont elles étaient toujours entachées et qui leur enlevaient leur valeur, pour ne pas reconnaître que le système de l'arpentage des terres était de beaucoup supérieur à celui pratiqué en Champagne. Le travail était plus long et plus dispendieux, mais ses résultats devaient être exacts. Encore fallait-il au moins, pour cela, qu'il fût bien fait. Dans la pratique, les abonateurs trouvèrent plus commode de s'en rapporter, pour l'une et l'autre de ces opérations, aux déclarations que les habitants voulurent bien leur faire, de sorte qu'elles présentaient le même risque d'inexactitude.

En somme, les deux systèmes n'en formaient qu'un. Aubert de Tourny pratiqua l'abonnement ; ses successeurs tantôt l'une, tantôt l'autre méthode.

Voici un aperçu du tarif qu'Aubert de Tourny régla par sa lettre-circulaire du 15 juillet 1741 (1).

Les fermiers qui, originairement payaient trois quarts de l'imposition des propriétaires, ne payèrent plus que deux tiers, à partir de 1742.

La taxe des manouvriers fut en même temps abaissée de quatre deniers par livre à trois deniers par livre.

Celle des artisans était basée sur le salaire des manouvriers auquel on appliquait le coefficient 1 1/2.

Mais, alors que ceux-ci étaient taxés sur 140 jours de travail, ceux-là l'étaient sur 170 jours.

Chaque compagnon valait à l'artisan une majoration de la moitié de sa taxe.

Il y avait des déductions pour infirmités, vieillesse ou charges de famille.

Les bestiaux n'étaient pas taxés s'ils servaient à l'agriculture. Sinon, ils payaient des taxes fixes variant suivant les élections.

Comme on peut s'en rendre compte par cet aperçu très sommaire, le tarif d'Aubert de Tourny était très différent de celui de Le Pelletier de Beaupré. Ce en quoi ils se ressemblaient malheureusement le plus, c'était par leurs défauts. Exagérés par tous ceux à qui ils préjudiciaient, les défauts du système rendaient la taille tarifée assez impopulaire.

Ces défauts, ce sont les mêmes que ceux que nous avons relevés pour la Champagne : répugnance des taillables, impossibilité d'obtenir des déclarations exactes, incapacité des commissaires.

(1) PAULTRE, *op. cit.*, p. 180.

Il faut en ajouter un spécial au Limousin. C'était le fait qu'il existait deux bureaux généraux des Finances. Il y en avait un à Limoges et un à Angoulême. Après bien des difficultés, surtout pour le second, Turgot arriva à les supprimer.

Celui-ci, en effet, avait été nommé intendant de la généralité en 1760. Dès son entrée en fonctions, il travaille à améliorer la taille tarifée, qu'il trouve, malgré ses défec-tuosités, de beaucoup préférable à la taille arbitraire.

A cet effet, il prescrit aux commissaires de s'enquérir, chaque année, des changements, survenus dans la fortune des taillables, susceptibles de modifier leur imposition.

La déclaration du 13 avril 1761 ayant créé en Limousin une situation analogue à celle qu'avait connue la Champagne, Turgot obtint, le 30 décembre 1761, une déclaration royale autorisant l'application de la taille tarifée dans sa généralité. C'est le pendant de notre déclaration du 11 octobre 1762.

Les règles du tarif continuent à être sensiblement les mêmes que celles établies par Aubert de Tourny, mais elles ne sont pas identiques pour les paroisses tarifées et pour les paroisses abonnées.

Turgot s'efforça de faire disparaître cette distinction qui n'avait pas sa raison d'être, mais la Cour des aides veillait à ce que rien ne fût fait à l'encontre de la déclaration royale, telle qu'elle l'avait enregistrée. Et, bien qu'il eût employé des moyens détournés, l'intendant de Limousin échoua dans sa tentative.

Des deux systèmes en vigueur, la taille tarifée et la taille abonnée, Turgot semble avoir donné sa préférence au

second qui lui paraissait plus exact. Aussi s'employa-t-il à le faire remplacer la taille tarifée. Mais le travail était long et coûteux et la Révolution arriva avant que son entreprise fût réalisée.

Enfin, il faut signaler l'innovation, tentée par Turgot, qui consista à remplacer les collecteurs par des préposés perpétuels. Nous avons vu qu'inspirés par les écrits de l'abbé de Saint Pierre, pareils essais avaient été faits dans différentes provinces. Mais, il semble que ce soit Turgot, qui, le premier, les ait réalisés. Ses essais remontent à 1765. Il pensait qu'en chargeant des hommes instruits et d'une certaine aisance, partant plus désintéressés, des fonctions attribuées aux collecteurs, on ne pourrait en tirer que des avantages.

Ces préposés seraient moins nombreux d'où mieux appointés. Ils seraient perpétuels, d'où plus d'aptitudes par suite de la pratique de leur emploi et moins de hâte à remplir une fonction qui ne les distrairait pas de leurs occupations habituelles.

Et, surtout, ce procédé supprimerait la collecte. C'était, à son avis, le plus grand avantage qu'il pouvait présenter.

La seconde généralité, où la taille tarifée fut essayée avec succès, est celle de Paris.

Là, l'expérience, plus tardive qu'en Champagne ou qu'en Limousin, fut entreprise par l'intendant Jean Bertier de Sauvigny et poursuivie par son fils François, qui, après avoir été son coadjuteur, à partir de 1768, lui succéda en 1776.

Soutenu par le pouvoir (1), Jean Bertier de Sauvigny

(1) Il était le neveu du contrôleur général Orry.

tenta de faire asseoir la taille avec autant d'équité qu'il était possible.

Ses principes ? C'étaient à peu de choses près, ceux qui étaient appliqués en Champagne, et qui furent ordonnés par la déclaration du 7 février 1768. Cette déclaration ne fit en sorte que consacrer les réformes qu'il avait entreprises depuis un certain temps dans sa généralité.

Jusqu'alors, il avait, comme en Champagne ou en Limousin, organisé par lui-même le système qui lui servait de base. La Cour des aides ayant pris ombrage des termes du brevet de 1768, il avait fallu une déclaration royale pour rendre à cet intendant toute la liberté d'allure dont il avait besoin.

Vers 1771, Bertier de Sauvigny inaugura un nouveau système qui fonctionna jusqu'à la Révolution. Il fut consacré officiellement par la déclaration du 11 août 1776 qui l'autorisa pour six ans. Cette autorisation fut renouvelée pour dix ans par la déclaration du 4 juillet 1781.

En voici le fonctionnement :

Il était dressé, de même qu'en Champagne, des procès-verbaux par les commissaires, d'après les déclarations des habitants qui pouvaient être contredites ; les terres étaient aussi divisées en trois classes et évaluées par les commissaires sans tenir compte des baux.

Nous avons vu que Le Pelletier de Beaupré déconseillait les baux. Bertier de Sauvigny les écarta tout à fait.

Une fois ce travail effectué dans toute la généralité, il ne devait pas être modifié durant les six années. D'après la valeur des terres, établie comme il vient d'être dit, il fut dressé d'abord une échelle de vingt-quatre degrés où

les paroisses furent rangées, compte tenu du prix moyen de l'arpent de terre de leur territoire et, ensuite, une échelle de proportion déterminant le taux de la taille des paroisses de chaque degré.

Pour les paroisses des neuf premiers degrés, le taux fut de quatre sous par livre. Ensuite, le taux diminuait de trois deniers par degré, de sorte que les paroisses du dernier degré payaient trois deniers par livre.

Ce tarif s'appelait le « taux mobile » par opposition au « taux fixe ». Le premier était celui de la taille d'exploitation qu'on dénommait aussi « taille réelle » parce qu'elle frappait l'exploitant sans s'occuper s'il était propriétaire ou fermier.

Le second était celui de la taille de propriété appelée également « taille personnelle ».

Il était invariablement fixé au sou pour livre ; il frappait le propriétaire d'après les revenus des biens-fonds déduction faite du quart. C'était, aussi, le taux de l'industrie. Pour les journaliers, il était de six deniers par livre seulement du dixième du gain réalisé pendant 200 jours de travail.

L'ensemble de ces deux taux représentait la force contributive de la paroisse.

En fait, c'était un maximum qu'on ne devait pas dépasser.

Quand les commissaires avaient déduit de la somme demandée au brevet le montant de la taille fixe, ils répartissaient le surplus proportionnellement aux différents degrés du taux mobile.

Ce système original, quoiqu'un peu compliqué, obtint

les meilleurs résultats, grâce au zèle de ses organisateurs, qui étendirent la réforme à la généralité de Paris tout entière. Il subsista, d'ailleurs, jusqu'à la fin de l'Ancien Régime. L'œuvre de Bertier de Sauvigny fut appréciée par ses contemporains, nombreux à en faire l'éloge.

Il y avait bien quelques points qui n'étaient pas exempts de critiques, ne serait-ce que la division des paroisses en vingt-quatre degrés. Mais, malgré ses imperfections, combien ce procédé s'avérait supérieur aux méthodes empiriques qu'employaient les collecteurs pour l'assiette de la taille arbitraire !

Cependant, en Champagne, la taille tarifée continue d'être appliquée et, sans relâche, on s'emploie à la débarrasser des imperfections qu'on pouvait lui reprocher.

En juin 1779, il a été rendu par l'intendant Rouillé d'Orfeuil, assisté des officiers des élections de la généralité, une ordonnance portant une nouvelle fixation du revenu de l'industrie, à partir de 1780.

L'imposition de l'industrie était alors réglementée par l'instruction du 13 août 1765 qui a été rapportée plus haut (1).

Le principe était simple : chaque métier ou profession était imposé sur la base de 200 journées de travail par an, d'après le salaire journalier de l'artisan ou du manouvrier. Le chiffre ainsi obtenu était taxé au taux de l'exploitation des biens-fonds.

Soit, par exemple, un artisan gagnant 8 sous par jour. On estime que son salaire annuel est de $8 \times 200 = 1.600$ sous.

(1) Cf. *supra* p. 160.

soit 80 livres ; si le taux de l'exploitation est de 2 sous par livre, la taxe sera de 160 sous ou 8 livres.

Dans la pratique, il en résultait une grande diversité, chaque nature d'industrie ayant des salaires différents dans une paroisse donnée et ces salaires variant également d'une paroisse à une autre.

La taille tarifée, qui avait pour but de supprimer, autant que possible, l'arbitraire dans la répartition, se montrait peu encline à user d'un procédé qui présentait si peu d'uniformité.

La nouvelle ordonnance tendait à poser des règles plus étroites et plus générales. Ainsi s'exprime l'intendant dans le préambule : « Le mode employé présentait des inconvénients, lesquels provenaient tant de la trop forte estimation du produit de l'industrie en la plupart des lieux taxables que de la variété et de l'inégalité même qui subsistaient dans cette fixation. Il était à souhaiter que la fixation de l'industrie fût générale pour chaque classe d'artisans et de manouvriers, dans tous les lieux d'une même province, afin de pouvoir bannir entièrement tout arbitraire et d'atteindre au but principal qu'on s'est proposé dans l'établissement de la taille tarifée (1). »

A cet effet, il décidait que :

1) La fixation du revenu de l'industrie serait partout réglée sur le pied de cinq classes pour l'estimation et relativement aux profits qui pourraient être faits dans chaque profession.

(1) Arch. Marne, C. 763.

2) Les quatre premières classes comprendraient les différents artisans.

La cinquième, les manouvriers et compagnons.

3) Le revenu fixé pour chacune de ces classes serait le même partout.

4) Le revenu de la :

1 ^{re} classe	serait de 80 livres par an, soit 8 sous par jour.					
2 ^e classe	—	70	—	—	7	—
3 ^e classe	—	60	—	—	6	—
4 ^e classe	—	50	—	—	5	—
5 ^e classe	—	40	—	—	4	—

5) Les professions étaient réparties suivant ces cinq classes. De 25 à 60 ans, le taillable soumis à la taxe d'industrie payait le taux entier. De 60 à 70 ans, il n'en payait que la moitié.

Il était défendu aux commissaires de s'écarter de ce tarif.

Avait un régime spécial : 1^o) les employés des forges qui continueraient à être taxés suivant leurs gages, diminués de moitié.

2^o) Les arpenteurs, maîtres mariniers, voituriers par eau et autres qui n'étaient pas compris dans l'une des cinq classes, qui paieraient l'industrie en raison du bénéfice qu'ils seraient censés faire, sans que leur taxe pût être inférieure à celle de la première classe des artisans.

Pour les commerçants, l'article 3 de l'instruction du 13 août 1765 restait en vigueur.

Chose bizarre, dont nous n'avons pu éclaircir le mys-

tère, cette ordonnance n'était applicable que dans onze des élections de la généralité, celle de Vitry en était exceptée.

Cette ordonnance en voulant remédier à un abus tombait dans un autre.

On avait voulu faire moins de distinctions parce qu'on craignait de se laisser aller à l'arbitraire et d'un seul coup on en venait à trop généraliser (1).

Il n'est pas équitable de faire payer le même chiffre d'imposition à un ouvrier en quelque lieu qu'il se trouve. Le coût de la vie varie suivant les endroits. Dans une grande ville, il est, en général, plus élevé qu'à la campagne (2).

D'autre part, il n'était pas tenu compte de l'habileté professionnelle, des charges de famille et autres circonstances qui font que des artisans de même métier arrivent à obtenir des rendements très différents.

Puisqu'on n'était pas arrivé à supprimer entièrement l'arbitraire dans la répartition, puisque l'imposition des commerçants était toujours laissée à l'appréciation du commissaire et des habitants, ne valait-il pas mieux faire l'assiette de l'imposition de l'industrie comme celle du commerce ? C'était encore le procédé qui fournissait les résultats les plus exacts (3).

(1) Les réformes fiscales de l'Assemblée Constituante avaient le même défaut.

(2) Actuellement dans l'impôt cédulaire sur les traitements et salaires, on tient compte, pour les abattements à la base, du coût de la vie.

(3) Ce n'était, certes, pas l'exactitude des procédés actuels. Mais, soit qu'il ne pût l'appliquer soit qu'il n'osât, le gouvernement d'alors répugnait à toute tentative d'inquisition.

A côté de cette ordonnance qui modifiait entièrement le régime d'imposition de l'industrie, l'intendant apportait, soit à la suite de prescriptions royales, soit de son plein gré, parce qu'il le jugeait nécessaire, quelques modifications de détail.

C'est ainsi que les cotes d'office (1) furent supprimées.

Il s'ensuivit que les incendiés, qui, auparavant, étaient imposés d'office par l'intendant, devaient l'être par les collecteurs, suivant leurs biens et facultés et sans tenir compte du soulagement dont ils pouvaient avoir besoin. Quand les rôles étaient faits par les collecteurs, les commissaires devaient adresser à l'intendant un état séparé pour chaque paroisse, contenant les noms de ceux seulement des incendiés dont il avait été fait mention en marge du mandement des tailles. Outre les noms, cet état devait contenir le montant détaillé des impositions de ces incendiés tant en taille qu'en impositions accessoires.

Les rentes viagères, qui n'étaient comptées que pour moitié, le furent ensuite sans aucune diminution. Mais, cette façon de procéder ayant été vivement critiquée, l'intendant, d'accord avec les officiers des élections, en revint au **premier système**.

En vertu de la déclaration du roi du 13 août 1766, les terres défrichées, qui étaient incultes depuis quarante ans au moins, étaient exemptes de la taille et des impositions accessoires pendant quinze ans, à condition qu'elles eussent été déclarées avec leur contenance et leurs tenants et aboutissants au greffe de justice du lieu où elles se trouvaient ainsi qu'à celui de l'élection.

(1) Cf. *supra* p. 24.

A partir de 1768, les cotes fixes furent supprimées, si ce n'est celles des personnes ayant plus de 70 ans et ne possédant rien. Ces cotes étaient alors de 15 à 20 sous pour les hommes et de 10 sous pour les veuves et les filles.

A la même époque, il est ordonné de ne plus s'en rapporter aux baux pour les fermes données ou tenues à loyer, mais à l'évaluation basée sur la nature des biens et leur situation.

Les adjudicataires d'empouilles ne doivent plus être taxés sur le montant du prix des adjudications, mais seulement sur la quantité de biens qu'ils ont dépouillés. Les gros grains doivent payer sur le pied de la double estimation, les mars seulement pour la simple.

Chaque année également l'intendant publie le « résultat » des observations générales qu'il a faites sur le travail des commissaires lors de la confection des rôles de taille de l'année précédente.

Il y donne les éclaircissements qui lui semblent utiles et remarque ceux de ses ordres qui sont ordinairement négligés par les commissaires. Au hasard, dans ces résultats (ils répètent presque toujours les mêmes choses), on peut voir les précisions suivantes :

Les biens tenus par baux emphytéotiques doivent être considérés comme des biens propres.

Les bois exploités par les adjudicataires pour une ou plusieurs années ne doivent pas être considérés comme une exploitation, mais comme un commerce.

Le quart du revenu des étangs ne doit être diminué que lorsqu'ils sont en eau ; lorsqu'ils sont en labour, on doit les imposer sans diminution.

Les curés et ecclésiastiques imposés à la taille ne doivent que celle d'exploitation.

Les pressoirs à vin doivent être imposés comme les usines avec déduction du quart.

La taxe d'industrie des laboureurs portionnaires doit être exactement réglée sur la portion qui manque à la charrue. Il ne faut pas prendre la taxe des plus forts artisans pour régler celle des industries portionnaires, mais le prix moyen, sans cependant excéder de plus de deux sous par journée le prix fixé pour l'industrie du manouvrier.

Ceux qui labourent pour autrui ne doivent pas être taxés pour le bénéfice de ce labourage. Il suffit qu'ils payent l'industrie s'ils n'ont pas une charrue entière ; s'ils n'ont point de terres, mais seulement des attelages et des voitures, ils doivent être qualifiés voituriers et taxés comme tels.

Les meuniers dont les moulins produisent un revenu inférieur à 200 livres doivent une industrie portionnaire. Mais cette industrie est celle de manouvrier et non celle d'artisan comme pour les laboureurs, à moins qu'ils n'exercent une profession quelconque. Ils doivent la taille dès leur entrée au moulin, dont l'exploitation est journalière ainsi que le produit.

Les bourgeois et les gens vivant noblement ne doivent pas être taxés à l'industrie.

Les chantres, bedeaux et autres officiers d'église ne payent pas d'industrie pour leurs gages mais pour leur profession, s'ils en ont une.

Comme les employés des fermes, les regrattiers et débitants de tabac ne doivent pas être taxés pour le bénéfice de leur emploi.

La taxe d'industrie des ouvriers des forges ne doit pas être de la totalité de leurs gages, mais seulement des trois quarts.

Celle des garde-chasses doit être celle des manouvriers, à moins qu'ils n'exercent quelque profession pour laquelle ils seront imposés. Ils ne doivent pas être taxés pour les gages qu'ils reçoivent des seigneurs. Il en est de même des geôliers.

Les compagnons de tous métiers et les vigneron ne doivent être considérés, pour l'industrie, que comme des manouvriers.

Les commerces doivent être distingués de l'industrie et même détaillés.

Les bouchers doivent être taxés comme commerçants.

Les huiliers ne doivent être imposés pour commerce d'huile que s'ils travaillent pour leur compte.

Les miliciens, qui ont obtenu leur congé après avoir servi le temps prescrit par les ordonnances, bénéficient des privilèges suivants :

S'ils restent garçons, leur exemption de taille dure un an.

S'ils se marient dans l'année de leur congé, elle dure trois ans.

Ils ne payent la taille que pour les biens qu'ils exploitent pour le compte d'autrui.

Il faut éviter les cotes de société, c'est-à-dire celles qui concernent la succession d'une personne. On devait donc partager les successions.

Enfin, dans son « résultat », l'intendant signale les imperfections qu'il a rencontrées dans les rôles.

Il se plaint des erreurs de calcul qui sont fréquentes et recommande aux commissaires de faire accorder les articles du rôle entre eux. Ainsi aux rubriques : *propriété* et *rentes actives* doivent correspondre celles d'*exploitation* et *rentes passives*.

A chaque article, il doit y avoir une maison en propre ou à loyer, sinon il faut noter que le contribuable est logé gratis.

De même, les cotes doubles doivent être supprimées. Chaque taillable ne doit avoir qu'une seule cote contenant tous les objets de son imposition.

Les commissaires ne tiennent pas toujours compte des évaluations données aux biens. Sous aucun prétexte, ils ne doivent s'en écarter.

Ils ne font aussi nullement attention à l'âge des contribuables et pourtant c'est en raison de ce facteur que leur industrie est fixée.

Les domestiques mariés, dont les femmes tiennent leur ménage, sont sujets à l'industrie à cause de leur femme. Leur taxe est réglée suivant l'âge du mari et non, comme quelques commissaires le pratiquent, sur celui de la femme. Ainsi si le mari est majeur et la femme mineure, il y a lieu à imposition ; alors que, dans le cas contraire, il n'y a pas lieu.

La forme des rôles présente une variété invraisemblable. Or elle doit être la même pour tous. On doit se conformer aux modèles donnés.

Enfin, l'intendant rappelle que « les préambules de rôles

sont destinés à instruire les habitants de la masse des impositions et de tous les principes qui ont été suivis dans la répartition qui en a été faite. Il convient donc d'abord que ce préambule, qui est donné aux commissaires tout imprimé, soit attaché en entier au commencement du rôle. On doit y remplir tous les blancs. C'est une satisfaction pour les habitants de la campagne de savoir ce que chaque industrie paie de taille, de même à quoi les différentes espèces de biens-fonds sont taxées. C'est le seul renseignement qu'ils cherchent et qu'ils demandent ; plusieurs ne connaissent et n'entendent rien à la forme actuelle des rôles (1) ».

Malgré tous les soins dont elle avait été l'objet, la taille tarifée était loin d'avoir atteint le degré de perfection qu'on prétendait. Les mandements et « résultats » de l'intendant aux commissaires prouvent que tout ne marchait pas à souhait et que celui-ci avait beaucoup de mal à faire observer les règlements qu'il avait édictés. D'ailleurs, si Rouillé d'Orfeuil aimait à assurer le Gouvernement du bon fonctionnement de sa méthode, son optimisme était de circonstance. Pas plus qu'il ne se leurrait sur les résultats obtenus, il n'arrivait à abuser ceux à qui il s'adressait.

Et, même, il ne peut cacher ses déconvenues au contrôleur général. Témoin ce passage d'une lettre que lui adressait de l'Averdy en réponse à une demande de subsides qu'il avait réclamés pour refaire une estimation des biens-fonds : « Je vous avoue qu'ayant une parfaite connaissance des sommes considérables qui ont été imposées

(1) Arch. Marne, C. 2971, résultats de 1768 et 1776.

pendant de longues années sur les habitants et qui ont été employés aux frais de cette estimation, je n'ai pu lire sans le plus vif chagrin cet article de votre lettre, puisqu'en annonçant la nécessité d'une nouvelle estimation, c'est convenir que la première a été vicieuse dans son principe... Il n'est pas possible de vous autoriser à en faire faire (des estimations) de nouvelles, dans la province de Champagne, à qui elles ont déjà tant coûté ; ainsi quelles que soient celles qui existent aujourd'hui, il faut continuer à s'en servir pour l'avenir comme par le passé jusqu'à ce qu'il plaise à Sa Majesté d'en ordonner autrement (1) ».

Ces imperfections, justement reconnues par les partisans de la taille tarifée, font l'objet de véhémentes critiques de la part de ses adversaires. Pour s'en persuader, il suffit de relire celles que décoche contre elle la Cour des aides (2). A ce sujet, il nous semble intéressant d'examiner les reproches formulés contre cette façon de percevoir la taille par le procureur du roi de l'élection de Reims, dans un mémoire qu'il adresse à Neckér en 1780.

Ce magistrat se montrait sévère pour la réforme entreprise par Le Pelletier de Beaupré et continuée par ses successeurs. Après avoir brièvement rappelé les vices de la taille arbitraire, voici comment il jugeait la taille tarifée. « On a cherché, écrit-il, un moyen pour éviter ces inconvénients et on a cru l'avoir trouvé dans la taille tarifée ; en effet, cette manière de faire la répartition des impôts, si l'équité, l'ordre et l'exactitude y présidaient, serait le re-

(1) Arch. Marne, C. 763.

(2) Cf. *supra* p. 140, 183 en note et 186.

mède le plus efficace aux abus ; mais, non seulement elle n'a pas détruit tous ceux qui existaient, elle en a encore occasionné de plus grands par quelques-uns de ses principes et surtout par l'incapacité et les négligences de la plupart des commissaires qui sont chargés de la confection des rôles tarifés (1) ».

Ensuite, il passait en revue les principaux inconvénients et abus qu'on pouvait observer et proposait des remèdes.

Il dénonçait une fraude qui tendait à vicier d'une façon importante la répartition de la taille. Voici en quoi elle consistait : Les habitants d'une paroisse, après un accord préalable, ne déclaraient aux commissaires qu'une partie de leurs héritages, afin que, le taux de la paroisse étant jugé trop élevé, on diminuât le montant de leurs impositions.

Un exemple concret expliquera aisément en quoi consistait la supercherie : Une paroisse a été imposée à 1.000 livres de taille. Le territoire de cette paroisse contient 2.000 arpents de 5 livres de revenu. Ce qui fait un revenu global de 10.000 livres. Le marc la livre de l'imposition sera de 2 sous. Si les habitants, par suite d'un concert frauduleux ne déclarent que la moitié de leurs biens, le marc la livre sera porté à 4 sous. Comme on le jugera trop élevé, on diminuera le chiffre de la taille imposée à cette communauté. Il en résultera que la paroisse aura été déchargée à tort au détriment des autres paroisses de l'élection.

Pour lui, le seul remède était de faire un arpentage général des terres qu'on diviserait en quatre catégories. Pour pouvoir être tenu à jour, cet arpentage serait recom-

(1) Arch. Marne, C. 763.

mencé tous les quinze à vingt ans. Les frais de cette opération seraient, prétendait-il, largement couverts par l'augmentation de taille qu'elle procurerait.

Il signalait les inconvénients de l'ordonnance de Rouillé d'Orfeuil fixant un nouveau mode de taxation de l'industrie. Nous les avons mentionnés plus haut.

Les règlements étaient défectueux, qui avaient prescrit que la taille de propriété se paierait au domicile du propriétaire et qu'il en serait de même de la taille d'exploitation, quand le taillable exploiterait, sur un territoire autre que celui de son domicile, des biens dont le revenu n'excéderait pas 50 livres.

Il en résultait que la taille, qui aurait dû être acquittée entièrement à la décharge des habitants de la paroisse où étaient situés les biens, ne l'était, la plupart du temps, qu'en partie, beaucoup de propriétaires possédant des immeubles ailleurs que dans le lieu où ils habitaient. C'était encore plus déplorable quand les propriétaires résidaient dans des villes franches puisqu'ainsi ils ne payaient aucune taille. D'autre part, une telle façon de faire facilitait les fausses déclarations.

Pour arriver à ce qu'il désirait : l'imposition de tous les biens dans l'endroit où ils étaient situés, il eût fallu abroger la déclaration du 17 février 1728. Or, nous avons vu combien la Cour des aides y était opposée.

On sait que certains biens n'étaient pas soumis intégralement à l'impôt, qu'on faisait une déduction de un tiers, un quart pour entretien, réparations. Lorsqu'on établissait les rôles, on portait le revenu net, dont on retranchait

ensuite la fraction déductible. Il trouvait plus simple de tenir compte des frais en faisant l'estimation du revenu et de ne rien déduire ensuite (1).

Il se plaignait de ce que les commissaires ne fissent pas les rôles en présence des collecteurs et indiquait les abus que nous avons rapportés (2). Il proposait, pour obvier à ces abus, d'exiger des commissaires qu'ils joignissent à l'envoi des cadastres une copie du procès-verbal rédigé dans la communauté, afin de justifier de leurs opérations et de les dispenser de faire signer les rôles par les collecteurs.

L'usage était que les commissaires établissent deux rôles et un cadastre.

L'auteur du « Mémoire » eût préféré le contraire, c'est-à-dire l'établissement d'un seul rôle et de deux cadastres. Il estimait que le dépôt d'un rôle au greffe de l'élection ne répondait nullement aux intentions qu'on avait eues en l'ordonnant.

Le rôle ne contenait que les noms des contribuables et les sommes auxquelles ils étaient imposés sans aucun détail, il ne présentait aucune utilité : les officiers des élections ne pouvaient, d'une part, le vérifier et, d'autre part, en délivrer des extraits explicites aux contribuables.

Quant aux cadastres, que les syndics devaient déposer au greffe, en fin d'année, il n'y fallait pas compter, la plupart, écrit-il, « se trouvent déchirés avant la fin de l'année et il n'en revient au greffe que des lambeaux ; bien des syndics même négligent de les y remettre, malgré les précautions prises pour cette remise ».

(1) C'est ce qu'avait ordonné la déclaration de 1768.

(2) Cf. *supra*, Ch. IV, p. 171.

L'année taillable commençait le 1^{er} octobre. Il en résultait que le département devait être fait au mois d'août, trop tôt pour que les récoltes fussent faites et trop tard pour que les commissaires, qui ne recevaient qu'en septembre l'état des sommes à imposer, pussent établir leurs rôles, qui, d'ordinaire, n'étaient guère prêts qu'en décembre ; d'où un retard dans la perception. De plus, si le département avait été fait après toutes les récoltes, il n'y aurait pas eu lieu de procéder à des remises et des décharges de taille qui étaient des sources de complications et d'injustices, car l'intendant aurait été en mesure d'en tenir compte en répartissant l'imposition. Il n'y aurait plus eu de rejets que pour les victimes d'accidents après l'établissement du département et pour les insolvable ; en somme, de rares exceptions. Pour toutes ces raisons, il aurait préféré que l'année fiscale commencât le 1^{er} janvier. Le changement était facile à opérer : il suffisait pour cela de décider que pour les trois mois supplémentaires, les taillables payeraient en sus le quart de leur cote de l'année.

A juste titre, il rappelait les abus qu'engendrait la collecte. En dépit des nombreux règlements royaux et des instructions plus nombreuses des intendants, on constatait, encore en 1780, la même inobservance des prescriptions relatives aux tableaux de collecteurs ; certaines paroisses n'en avaient pas, d'autres en avaient de si défectueux qu'il eut valu autant qu'il n'y en eût point. Enfin, dans celles où, par hasard, il en existait, on n'en faisait pas de cas. Aussi abondaient les requêtes que les taillables adressaient à l'intendant pour se faire exempter de la collecte, prétendant que ce n'était pas leur tour, qu'ils

avaient rendu des services, qu'ils étaient chargés de famille ou infirmes.

La réforme qu'il proposait était l'institution, dans chaque paroisse, d'un receveur des impôts pour la taille et les vingtièmes. Pour le choix de ces agents de perception, on s'entourerait de garanties ; on prendrait des renseignements avant de les engager, puis on leur ferait prêter serment, verser un cautionnement et fournir une caution. Pour les petites paroisses, il n'en serait nommé qu'un pour trois ou quatre communautés. « Chaque receveur serait tenu d'inscrire les paiements qui lui seraient faits sur un journal et sur le rôle à l'article de chaque particulier et de donner des quittances à ceux qui en exigeraient. Il présenterait tous les mois sa recette au bureau général ; il présenterait tous les trois mois aux officiers de l'élection un état, qui serait vérifié sur les rôles, de ce qui resterait à payer par chaque particulier des quartiers précédents. D'après cet état, il serait décerné des contraintes par les officiers de l'élection ». Les poursuites seraient faites par les receveurs ou huissiers ce qui diminuerait considérablement les frais, d'autant que la taille et les vingtièmes seraient perçus ensemble.

Au lieu de six deniers par livre accordés aux collecteurs il envisageait pour les receveurs une rémunération de un sou par livre, tant sur le produit de la taille que sur celui des vingtièmes. Cette prime incomberait aux paroisses qui accepteraient volontiers cette petite surcharge pour se voir débarrassées du fardeau de la collecte. D'ailleurs, les taillobles auraient tôt fait de compenser ces frais par ceux qui leur seraient évités. De son côté, le roi réaliserait l'écono-

mie des appointements des préposés à la recette des vingtièmes.

En Champagne, comme partout ailleurs, la collecte était considérée comme un fléau, aussi essayait-on de la supprimer. Ce système de receveurs des impôts n'était autre que celui des préposés perpétuels de l'abbé de Saint Pierre, appliqué, comme nous l'avons vu, dans la généralité de Moulins et dans celle de Limoges. Le procureur rémois avait-il eu connaissance des essais tentés dans les autres provinces et spécialement en Limousin ? Il y a tout lieu de le croire, car les essais de Turgot étaient antérieurs à ce mémoire d'une quinzaine d'années et son organisation de préposés perpétuels ne présentait pas de différences sensibles avec les suggestions qui précèdent.

Il remarquait qu'il serait bon de codifier, puisqu'ils étaient établis d'une manière définitive, les principes de la taille tarifée qui se trouvaient épars dans des arrêts du Conseil du roi ou de la Cour des aides, dans des sentences des élections et dans les instructions des intendants aux commissaires. Il en résultait que ces derniers avaient beaucoup de difficultés à avoir une connaissance approfondie de ces principes.

Puis, ce qui montre que les officiers des élections ne dédaignaient pas l'emploi de commissaires des tailles et que si beaucoup d'entre eux remplissaient déjà cette fonction, ceux qui ne l'avaient pas encore obtenue intriguaient pour l'avoir, il rappelait que les commissaires s'acquittaient très mal de la mission qui leur était confiée. « Leur travail est long et minutieux ; mais, soit parce qu'il est trop modiquement rétribué, soit que les commissaires ne s'en donnent

pas la peine ou n'en soient pas capables, les rôles sont remplis d'erreurs ». Pour lui, il n'y avait qu'à charger les officiers des élections de tarifier toutes les paroisses de leur élection. De par leurs fonctions, ils étaient plus à même de remplir convenablement ce poste. Ils résidaient au chef-lieu, jugeaient les contestations qu'engendrait la taille et faisaient le département avec l'intendant. Etant aussi plus capables, il leur serait facile de vérifier la sincérité des déclarations. Il ajoutait, d'ailleurs, qu'au cas où il y aurait trop à faire pour que ces magistrats pussent vaquer, seuls, à ces opérations, ils pourraient s'adjoindre des commis intelligents pour la confection des rôles, car pour la partie la plus importante du travail : le transport dans les paroisses pour recueillir les déclarations, ils ne pourraient s'en remettre à personne.

Enfin, il terminait en proposant une réforme de plus grande envergure. C'était de transformer la taille en une imposition sur les biens-fonds. Elle serait tarifée, comme elle l'était alors, mais sans aucune exception. Elle ne différerait des vingtièmes qu'en ce que ceux-ci ne variaient pas tandis que la taille varierait. Cet impôt aurait pour complément la capitation, qui serait l'imposition des personnes, arbitrairement répartie par le commissaire, après qu'il aurait consulté les habitants de la paroisse. Ce serait sur cette imposition qu'on exempterait les privilégiés et tous ceux à qui on voudrait accorder une faveur.

Ce mémoire, malgré son caractère tendancieux, présentait de justes observations. Il ne semble pas avoir été pris en considération par le Conseil, car, après comme

avant, la taille tarifée continua d'être appliquée suivant les mêmes errements.

Cependant la taille tarifée subsistait, acquérant avec le temps, la précision qui lui manquait dans ses débuts.

Tout porte à croire qu'elle se serait maintenue, si la Révolution, qui a tout bouleversé, n'avait amené la disparition de cette institution, comme de beaucoup d'autres.

CONCLUSION

Nous avons essayé de montrer ce qu'était la taille tarifiée, les vicissitudes qu'elle a rencontrées au cours de son existence et les bienfaits qu'elle prétendait apporter.

Comment a réussi cette tentative de réformation de la taille ? Il semble difficile de le dire, car, suivant qu'on prend ses arguments à une source ou à une autre, on est tenté de conclure de façon toute différente.

Pour apprécier le succès de l'opération, il ne faut ni se ranger aux avis des intendants, ni adopter les griefs des Cours des aides, car l'optimisme des uns, aussi bien que le pessimisme des autres, est tendancieux.

Les principes, nous l'avons vu, étaient excellents, mais la mise en application en fut défectueuse à cause de certains vices inhérents au système. Ces vices, ce sont, à la fin de l'Ancien Régime, les mêmes qu'au début du règne de Louis XV. Les principaux sont toujours l'impossibilité où l'on est d'obtenir des contribuables des déclarations exactes et l'incapacité des commissaires dont la tâche est rendue singulièrement ardue par la complexité des règles

concernant la taille tarifée, qu'ils doivent puiser à trop de sources.

Si les objections de la Cour des aides sont parfois justes, il n'en est pas moins vrai que la taille tarifée a, sinon fait disparaître entièrement, du moins atténué les nombreux abus qu'engendrait la taille arbitraire. N'eut-elle eu que ce mérite, c'en est un. Et puis, quelle institution peut prétendre à la perfection ?

Certes, le résultat ne fut pas la panacée prédite par l'abbé de Saint Pierre. Si l'on se réfère à Moreau de Beaumont, historien de l'époque, il semble que l'œuvre des intendants de Champagne n'ait pas fait grande sensation à l'époque. Il y fait, cependant, allusion, mais sa relation n'est accompagnée ni d'éloges ni de critiques.

On peut se demander pourquoi la taille tarifée a réussi en Champagne plutôt que dans les autres généralités. Voici l'explication qu'en donnait Turgot : « Le nombre des propriétaires, écrivait-il à d'Ormesson, le 20 novembre 1767, n'y est pas immense, les terres sont exploitées par des fermiers aisés qui ont un certain degré d'éducation. Presque toutes les terres y sont louées par baux qui énoncent le prix de la location et l'étendue du sol... les habitants sont rassemblés dans de gros villages et se connaissent réciproquement. Il est aisé de sentir que, dans des communautés ainsi constituées, les possessions de chacun sont assez notoires pour qu'on puisse espérer de tromper en donnant de fausses déclarations. »

Nous ne croyons pas que cette explication soit la bonne. car, quoi qu'il en ait dit, la Champagne était à l'époque, comme elle l'est encore aujourd'hui, un pays de moyenne,

sinon de petite propriété. Nous pensons plutôt que tout le mérite en revient à ses intendants, qui, depuis Le Pelletier de Beaupré jusqu'à Rouillé d'Orfeuil, déployèrent toute leur activité pour cette entreprise et qui tinrent la main à ce qu'elle subsistât malgré les difficultés qu'elle rencontra.

Une comparaison s'impose entre la taille tarifée et les vingtièmes. Ne sont-ils pas tous deux des impôts sur les revenus, ayant le même caractère réel ?

Certes, on peut relever des différences. L'assiette des vingtièmes est plus large que celle de la taille tarifée, puisque le clergé et la noblesse y sont assujettis. La taille tarifée est assise sur les propriétaires et les fermiers alors que les vingtièmes ne le sont que sur les propriétaires seulement. Leur contentieux diffère : tandis que la taille, assise par le roi sur les paroisses, qui la répartissent ensuite entre leurs habitants, ce qui justifie les actions en surtaux, en aide ou en profit des taillables, ressortit aux élections et à la Cour des aides, les vingtièmes, imposés par le roi directement sur chaque contribuable, qui par suite n'a plus à se préoccuper de la quote-part d'imposition de ses voisins, sont de la compétence des intendants et du Conseil.

Quoiqu'il en soit, la ressemblance est grande entre les procédés de répartition de la taille tarifée et des vingtièmes sur les biens-fonds roturiers, entre le tarif de l'industrie et les vingtièmes d'industrie.

Nul doute que les progrès du premier de ces impôts ait servi à la mise en application du second.

Avant de terminer, une autre comparaison se présente à l'esprit entre la taille et notre impôt moderne. D'une part, il peut être fait un rapprochement entre la taille arbi-

traire et l'impôt global sur le revenu, d'autre part, la taille tarifée peut être assimilée à l'impôt cédulaire sur les revenus. Ces deux derniers tendent, en effet, l'un et l'autre à asseoir l'impôt proportionnellement aux facultés des contribuables.

Le système de la taille tarifée est donc le précurseur de celui de nos impôts cédulaires. D'ailleurs, pas plus l'un que l'autre, ces deux impôts n'étaient une nouveauté. On en retrouve tous les principes dans le Digeste, dans une loi sur les cens : dénombrement des biens par le censeur avec l'indication de leur situation par tenants et aboutissants, de leur contenance et de leur revenu pendant les dix dernières années ; estimations par les censitaires eux-mêmes en présence du censeur, imposition des biens dans le lieu de leur situation, déclaration des autres sources de revenus, que les biens-fonds, tels qu'esclaves et métiers (1).

Qu'en conclure sinon que rien n'est nouveau et que ce qu'on croit être une innovation n'est qu'un recommencement.

Il aurait été intéressant de pouvoir donner une idée du pourcentage de l'imposition des contribuables à l'époque qui nous occupe, afin de le comparer aux chiffres de nos impôts actuels. Mais, tout ce que l'on peut dire c'est que la plupart du temps le taillable du XVIII^e siècle payait moins d'impôts que le contribuable actuel car la répartition présentait une telle inégalité que toute statistique est impossible. C'est l'opinion qu'émet M. Marcel Marion à la fin de son ouvrage sur les impôts directs sous l'Ancien Régime.

(1) Rapporté par AUGER, Nouveau Code des tailles, t. V., p. 632. Digeste 4 *Tota legei de censibus*.

« Il faut, en général, éviter de trop préciser quand on parle des finances de l'Ancien Régime, écrit-il. N'oublions pas que les administrateurs du temps eux-mêmes ignoraient quantité de choses et eussent été tout à fait incapables de répondre à bien des questions que nous sommes maintenant tentés de nous poser. Ne prétendons pas pouvoir connaître à fond des choses qui souvent leur étaient à eux-mêmes très peu familières à cause de leur variété et de leur mobilité. Mais, si c'est une raison pour s'abstenir de précisions trop grandes, surtout en fait de chiffres, c'en est une aussi pour chercher à embrasser le plus possible ces faits dans leur extrême complexité (1) ».

(1) MARION, *op. cit.*, p. 121.

Vu et approuvé :

Le Président de la Thèse,

OLIVIER-MARTIN.

Vu : *le Doyen,*

H. BERTHÉLEMY.

Vu et Permis d'Imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

A/ SOURCES MANUSCRITES.

1°. — ARCHIVES DÉPARTEMENTALES.

Archives de la Marne. — Série C n^{os} 749, 750, 752 à 758, 760, 761, 763, 764, 765, 778, 779, 785, 788, 789, 799, 809 à 812, 815; 816; 932; 935, 948, 952, 953, 955, 960, 965, 1052, 1054, 1055, 1056; 1072; 1079; 1773, 2183, 2188 à 2191, 2294, 2336, 2416, 2421, 2607, 2664, 2971.

2°. — Archives Nationales.

a) Série G 7, n^{os} 1127, 1129, 1130, 1131.

b) Série H. I. n^o 1427.

c) Série K. Art. 899, 900.

d) Série A D. art. 470 à 471.

B/ DOCUMENTS PUBLIES.

BOISLISLE (DE). — *Correspondance des Contrôleurs généraux des finances avec les Intendants des Provinces*. 3 vol. Fait partie de la collection des Documents inédits de l'Histoire de France.

AUGER. — *Mémoire pour servir à l'histoire du droit public de la France en matière d'impôts ou recueil de ce qui s'est passé de plus intéressant à la Cour des Aides depuis 1756 jusqu'au mois de juin 1775*. Bruxelles et Paris, 1779, in-4°.

Nouveau Code des Tailles ou recueil des ordonnances, édits, déclarations... 4^e édition, Paris, 1761-1783. 6 vol. in-12.

C/ OUVRAGES DU XVIII^e SIECLE.

AUBER. — *Mémoire concernant les tailles et les moyens de faire cesser des abus qui se commettent dans son imposition*. Paris, 1721. In-4°.

AUGER (Avocat du Roi en l'élection de Paris). — *Traité sur les tailles et tribunaux qui connaissent de cette imposition*. Paris, 1788. 3 vol. In-4°.

BOISGUILLEBERT. — *Détail de la France.*

— *Factum de la France.* Edition Daire, T. I°. — Collection des économistes, financiers du XVIII^e Siècle. Paris, Guillaumin, 1843.

FORBONNAIS. — *Recherches et considérations sur les finances de la France depuis 1595 jusqu'à 1721.* Bâle, 1758. 6 Vol. In-4°.

MOREAU DE BEAUMONT. — *Mémoires concernant les impositions et droits en Europe.* Paris, 1768-1769. (Imprimerie Royale, 4 vol. In-4°).

SAINT-PIERRE (Abbé Castel de). — *Mémoire pour l'établissement de la taille proportionnelle.* S. I., 1717.

— *Projet de taille tarifée pour faire cesser les maux que causent en France les disproportions ruineuses dans les répartitions de la taille arbitraire.* Paris, Emery Fils, 1723. In-4°.

— *Projet de taille tarifée.* Rotterdam. J.-D. Beman, 1739. In-12°.

SAINT-SIMON (Duc de). — *Mémoires.* Paris-Hachette, 1857. In-8°. 30 volumes.

VAUBAN. — *Projet d'une dime royale.* — Edition Daire, T. I°. Collection des économistes, financiers du XVIII^e siècle. Paris, Guillaumin, 1843.

D/ OUVRAGES MODERNES.

D'ARBOIS DE JUBAINVILLE. — *L'administration des Intendants d'après les archives de l'Aube.* Paris, 1880. In-8°.

BABEAU. — *Le Village sous l'Ancien Régime.* Paris, 1879. In-12°.

MARION. — *Les impôts directs sous l'Ancien Régime, principalement au XVIII^e siècle.* Paris, 1910. In-8°.

— *Histoire financière de la France depuis 1715.* 4 vol. In-8°. Paris, 1914.

PAULTRE. — *La taille tarifée de l'Abbé de Saint-Pierre et l'administration de la taille.* Paris, 1903. In-8°.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I. — Notions sommaires sur la Taille	5
CHAPITRE II. — Les Réformateurs. — Premier essai de taille proportionnelle	33
CHAPITRE III. — La taille tarifée en Champagne. Les Principes	69
CHAPITRE IV. — La taille tarifée en Champagne. La mise en application	107
CHAPITRE V. — Lutte de la Cour des Aides contre la taille tarifée	139
CHAPITRE VI. — Dernières réformes à la taille. — Aperçu des systèmes de Turgot et de Bertier de Sauvigny. — La taille tarifée à la fin de l'ancien Régime	179
CONCLUSION	215
BIBLIOGRAPHIE	221



Imp. du Montparnasse
et de Persan-Beaumont
47, rue de la Gaîté, 47
-:- PARIS XIV^e -:-



